

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12356 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 17 OCTOBRE 1984

La faim notre honte

Il faut des dates, comme des coups de gong, pour réveiller l'attention d'une opinion bérée par le ronron de l'information qui coule de tous les médias. 16 octobre : Journée mondiale de l'alimentation. Depuis des années, la feuille du calendrier tombe, comme une feuille morte.

Cette fois, plus de gens sont ébranlés par l'holocoste de la faim, notre honte. Les images du Nordeste brésilien ou d'Afrique noire ont défilé sur les écrans de télévision. Mercredi à Saint-Malo sont chargés des « camions de l'espoir » qui partiront une dizaine de jours après pour le Sahel. Qu'importe si l'entreprise n'est pas à la mesure de l'urgence, si elle ne s'inscrit pas dans des réseaux traditionnels. L'urgence est là, l'effort du cœur aussi.

Cela dit, ce sont les lendemains qui comptent le plus, lorsque le feu de la solidarité se sera éteint, avant de reprendre à une autre occasion. Comment assurer un relais, avoir raison des tensions qui pervertissent les sociétés alimentaires au tiers-monde ? Les besoins des populations agricoles des régions sinistrées par la sécheresse sont connus. Il y a un degré où la misère ne peut plus rester cachée.

Face à ces besoins, que constatons-nous ? L'exploitation d'autres besoins : ceux des agriculteurs des pays riches d'écouler leurs excédents. Certaines organisations représentatives (pas toutes) poussent à l'exportation à tout va vers les pays du Sud. La FNSEA est de celles-là. Michel Debout, son ancien président, avait écrit dans son livre « Le Projet paysan » : « De quoi s'agit-il ? Tout simplement d'habituer la population d'une région ou d'un pays à consommer tel produit... Progressivement, l'assisié devient un nouvel acheteur... Inutile d'insister sur le danger de cette démarche intéressée. Pour faire un peu mieux vivre les paysans de l'Occident, on méprise des habitants du tiers-monde, en pensant sur les prix des cultures vivrières, on déstructure des réseaux ancestraux et on rend la population dépendante du Nord... »

Une troisième catégorie de besoins interfèrent : ceux des États récepteurs. Ils pensent bien plus aux fonctionnaires, aux militaires, voire à la misère qui ceinture les villes, qu'à celle, plus lointaine, des campagnes. Qu'il s'agisse d'aide ou de vente (sauf cas exceptionnels d'opérations ponctuelles et très surveillées), les gouvernements locaux font écran entre les donateurs (ou les vendeurs) et ceux qui doivent recevoir : leur souci est de replacer à bon prix les vivres reçus pour lutter contre l'inflation et réduire le déficit de leur balance des paiements.

Il est difficile que ces besoins s'harmonisent un jour, ceux des pauvres dispersés ne pouvant s'imposer aux autres. Seules les organisations non gouvernementales — qui sont sur le terrain — peuvent le plus efficacement aider les paysans des tiers-mondes à s'en sortir. A condition qu'elles ne se gênent pas, comme il arrive trop souvent, parce qu'elles veulent voir flotter leur drapeau plus haut que celui du voisin. Hors des secours d'urgence, il n'y a pas d'autre voie que celle de compter d'abord sur les forces du pays concerné pour endiguer le fléau de la malnutrition. Pour lutter contre la faim, tous les moyens ne sont pas équivalents.

(Lire nos articles page 2.)

Inflation record en Israël

Une priorité pour M. Pérès : enrayer une hausse des prix de 630 % en rythme annuel

De notre correspondant

Jérusalem. — Où et quand s'arrêtera la spirale de l'« hyperinflation » en Israël ? Bien malin qui pourrait le prédire. Les dernières statistiques publiées le lundi 15 octobre incitent en tout cas aux plus pessimistes. Les prix ont augmenté en septembre de 21,4 %, chiffre qui constitue un nouveau record historique (12,5 % en juillet et 16,5 % en août).

Si l'on prend pour base de calcul le taux moyen du dernier trimestre, l'inflation « progressive » maintenant au rythme annuel de 630 %. La réalité devrait être encore plus sombre puisque au cours de la première quinzaine d'octobre la hausse a déjà atteint 11 %.

Comme à l'ordinaire, l'annonce du fiasco indice a déclenché un cortège de réactions rageuses ou éplorées. Le Trésor y voit une nouvelle preuve de l'urgence d'un « contrat social » entre l'État, le patronat et la centrale syndicale Histadrout. Les milieux d'affaires rejettent sur le pouvoir la responsabilité de cette nouvelle flambée des

prix et les syndicalistes ressortent une revendication qui leur est chère : le versement des salaires chaque quinze jours, voire chaque semaine, afin de limiter les dégâts provoqués par l'érosion monétaire.

En fait, si tout le monde s'efforce, nul n'est surpris, car le score de septembre était hautement prévisible. Toutes les mesures d'austérité ou presque prises par le nouveau ministre des finances, M. Modai, étaient « portées d'inflation », de l'aveu même du grand argentier, qui s'est résigné à ce nouvel emballage des prix, le dernier sursaut selon lui avant un retournement de tendance. Il y eut la dévaluation de 9 % du shekel, la monnaie nationale, la réduction des subventions aux produits de base, l'alourdissement de l'impôt sur le revenu, l'instauration de diverses taxes dont une sur l'éducation. Autant de facteurs d'inflation.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

Coup d'arrêt pour IBM

Londres refuse la constitution d'une filiale commune entre British Telecom et le groupe américain

Le jour même où les ministres européens de l'industrie ont franchi une étape supplémentaire dans la voie devant mener à une politique commune des télécommunications, (lire page 31), le gouvernement britannique a refusé, le 15 octobre, que British Telecom, la compagnie nationale gestionnaire des télécommunications, et IBM créent une filiale commune afin de bâtir un réseau télématique couvrant la Grande-Bretagne (le Monde du 1^{er} août).

Cette décision de M^{me} Thatcher a été prise au nom du libéralisme et de la libre concurrence : « Une filiale commune, indique un communiqué officiel, dans l'état actuel de développement de ce marché par deux sociétés aussi puissantes serait politiquement disruptive pour les autres sociétés désireuses d'y entrer sur ce marché. » Cette prise de position sera bien accueillie par les constructeurs informatiques européens et les PTT des Dix.

Le projet d'IBM et de British Telecom, qui avaient déjà signé au début de l'année un premier accord

pour construire un réseau bancaire de transfert électronique, était très ambitieux, puisque le réseau télématique devait offrir un ensemble de services dits « à valeur ajoutée » comme le courrier électronique, l'accès à des banques de données et le transfert de données informatiques.

Surtout, la filiale commune — indépendante des deux maisons mères comme le permet le droit anglo-saxon — devait adopter la norme technique de réseau d'IBM, dite SNA (System Network Architecture).

Or les Européens, constructeurs marginaux à l'échelle mondiale (9 % du marché), cherchent à promouvoir un système ouvert (Open System Interconnection ou OSI) pour éviter un gel des parts de marché (le standard IBM fonctionne avec du matériel IBM, ce qui fige la situation respective des constructeurs, qui se constituent ainsi des clientèles captives).

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 31.)

Pétrole : la Norvège baisse ses tarifs

Les pressions à la baisse des prix du pétrole, qui semblaient s'être atténuées depuis la crise intervenue à la fin du mois de juillet, devraient de nouveau se manifester avec l'annonce concomitante d'une baisse prochaine des prix norvégiens et d'une éventuelle diminution des tarifs d'Abu-Dhabi.

Le gouvernement d'Oslo, rompant avec sa politique passée, a en effet averti le vendredi 12 octobre les compagnies opérant en mer du Nord qu'il modifierait, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre, les conditions de vente de son brut, ce qui devrait se traduire par une baisse effective des prix de vente du pétrole norvégien de 1 à 1,25 dollar par baril (soit 3 à 4 %).

La compagnie nationale Statoil, chargée d'écouler environ 25 % de la production norvégienne (700 000 barils par jour, soit 35 millions de tonnes/an environ), a offert aux compagnies — à condition que celles-ci s'engagent à enlever toute la production — de réviser ses prix de vente, désormais fixés sur la base des cours du marché au jour le jour, lesquels fluctuent actuellement autour de 28,30-28,50 dollars par baril (contre un prix officiel de 30 dollars), et non plus sur la base des prix officiels (30 dollars par baril).

De son côté, le ministre des Emirats arabes unis, pays membre de l'OPEP, M. Mana Saïd Al Oteiba, aurait proposé à la compagnie nationale d'Abu-Dhabi ABNOC de réduire les prix officiels des bruts produits dans l'Emirat d'Abu-Dhabi de 0,40 dollar par baril, et d'accroître la marge offerte aux compagnies étrangères participant à l'exploitation des champs, afin de permettre à celles-ci de consentir des rabais plus importants à leurs clients.

Les compagnies opérant à Abu-Dhabi ont demandé que la marge qui leur revient, actuellement fixée à 0,40 dollar par baril, soit portée à 0,75 voire à 0,80 dollar. La revalorisation envisagée par l'Emirat n'attendrait toutefois, selon la revue spécialisée *Middle East Economic Survey*, qui a révélé ces informations, que 0,15 dollar, portant la marge totale à 0,55 dollar par baril.

Ces initiatives traduisent les difficultés rencontrées par tous les pays producteurs de pétrole de très bonne qualité, qu'ils soient membres ou non de l'OPEP, pour écouler leurs bruts, généralement surcotés par rapport aux qualités plus lourdes compte tenu des conditions prévalant sur le marché.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 32.)

L'évêque anglican Desmond Tutu prix Nobel de la paix

(LIRE PAGE 36.)

Les dossiers du Monde Le point sur... Le mode de scrutin

(Lire page 10)

A quoi sert l'école ?

L'école doit-elle servir d'abord à transmettre un savoir ou à former la personnalité des élèves ? La question se pose à nouveau, réveillée peut-être par la querelle scolaire, réveillée sûrement par la parution de plusieurs ouvrages, et portée au grand jour par le ministre de l'éducation nationale lui-même, au moment de la rentrée scolaire. « La première tâche de l'école est d'enseigner », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, avant de rappeler que, « dans la classe,

il y a celui qui sait et ceux qui sont là pour apprendre ».

Apprendre pour savoir ? Ou apprendre à apprendre ? Faux débat, disent certains, en soulignant qu'il ne s'agit pas de question d'éliminer l'un des deux termes. Cependant, l'insistance mise sur l'une ou l'autre des priorités n'est pas innocente. Rouvert, le débat mérite d'être éclairé. Nous nous efforcerons d'y contribuer dans une série d'articles, prises de position et interviews.

L'automne des pédagogues

par CHARLES VIAL

Curieux paradoxe. Le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale ont entonné le chant du nouveau catéchisme : modernisation, modernisation. Et, dans le même mouvement, M. Jean-Pierre Chevènement explicite sa pensée, qui, en l'occurrence, ne déplaît pas au chef de l'État : l'école a pour mission de transmettre des connaissances, et « rien ne vaut d'abord une bonne instruction ». Paradoxe en effet : ainsi, moderniser le système scolaire annulerait tout l'air d'un retour aux sources de l'école républicaine, quand l'éducation nationale s'appellait l'instruction publique.

Instruction, éducation. Le débat paraissait clos depuis un demi-siècle. Depuis, précisément, que Jean Zay, au temps du Front populaire, avait changé l'appellation du ministère. Derrière les mots, c'est la finalité même de l'institution scolaire qui se cache : à quoi sert cette machine qui occupe treize millions de jeunes et d'enfants, un million de fonctionnaires, et qui préoccupe au moins vingt millions de parents ? A quoi sert le plus gros budget civil de l'État ? A former des ouvriers et des techniciens pour des emplois dont certains n'existent déjà plus et dont beaucoup n'existeront plus demain ? Ou à renforcer la cohésion de la nation, en formant tous les petits Français dans la communion aux mêmes valeurs ? A

dégager les élites intellectuelles indispensables au progrès de la société ou à former la personnalité des élèves ? A leur apprendre à savoir, ou à leur donner le goût, l'envie et les moyens d'apprendre plus tard ?

Il est facile de répondre : à tout cela à la fois. L'insistance du ministre de l'éducation nationale sur l'acquisition des connaissances n'est cependant pas fortuite. La « querelle scolaire » — encore elle — a rouvert indirectement le débat.

(Lire la suite page 12.)

LA PEINTURE ALLEMANDE AU PETIT PALAIS

Un demi-siècle sentimental

« Les caractères de l'art allemand peuvent se ramener à celui-ci : l'opposition de l'idéalisme et du réalisme », écrit, en 1900, le marquis de la Mazelière, historien attentif de la création germanique, que convoquent de façon liminaire les responsables de l'exposition.

Friedrich Nietzsche, mort l'année même de cette rapide sentence, avait heureusement devancé pareille trahison du jugement en écrivant quinze ans plus tôt : « Un Allemand qui aurait le front de dire : « Je porte, hélas ! deux âmes en moi », serait un menteur, ou plutôt il s'en faudrait de plusieurs âmes qu'il dise la vérité... »

Qui croire ? Il était en tout cas imprudent de s'en tenir à la vieille histoire de la dualité et d'appeler « Symboles et réalités » cette présentation de la peinture allemande de 1848 à 1905, deux dates à caractère révolutionnaire un peu trop symbolique. Curieusement, elles correspondent presque à la vie de l'auteur de *Par-delà le bien et le mal*, Nietzsche

cha étant né en 1844. Il savait donc de quoi il parlait.

Imprudent, ou à tout le moins risqué. Les tableaux réunis au Petit Palais — est-ce hésitation des Allemands à prêter leurs meilleures pièces ou reculade des Français devant les coûts d'assurance, de transport ? — ne sont en général pas les chefs-d'œuvre des peintres appelés, quelques-uns friant même de près la médiocrité.

Or peut-on rendre compte d'une dualité aussi essentielle avec une peinture si volontiers moyenne, si souvent insipide ? L'anecdote y fait, à dire vrai, office de réalité dans bien des cas, et les sentiments, le sentimentalisme y tiennent lieu de symboles. Inutile de dire que les commissaires de l'exposition sont les premiers à tirer parti de cette notion de dualité pour en remodeler à l'envi et corriger la teneur.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 16.)

Alain
FINKIELKRAUT

**La sagesse
de l'amour**

essai

Les grandes expériences collectives de notre modernité et le rapport à l'Autre dans la vie individuelle.

GALLIMARD *nrf*

AU JOUR LE JOUR

Cuisine

In illo tempore, Mitterrando regnante, Raimondus Barrus imprecator declarabat budgetum Francie inacceptabile esse. Lionelus Jospinus silentium reclamabat.

Simul vociferator simplex Joannes Maria Peneus, manifestans pro defuncto gladiatore apud Nanterrae praefecturam, dicebat populum furorem non brevem fore.

Atque, Laurentius Fabius praeparabat in petto proximum declarationem suam per televisionem, urbi et orbi (sic).

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

Avec le tiers-monde, et non plus pour lui

par MENOTTI BOTTAZZI (*)

Il est des chiffres que l'on préférerait écrire en lettres : « six cents millions » dérange moins que « 600 000 000 ».

A grands nombres, grandes lois, grands projets. Depuis vingt ans, les organisations internationales, les pouvoirs publics des pays développés et du tiers-monde, ont mené des politiques de développement souvent inadéquates.

Les organisations non gouvernementales (ONG) ont compris sans doute que le développement ne se décrète pas. Il doit être promu de l'intérieur même des pays intéressés, dans le respect des populations, de leur culture et de leur propre approche des problèmes.

Participation. Partenaires. Partenariat. Trois mots qui sont la clé du développement. Trois mots qui se sont à maintes reprises prononcés en cette Journée mondiale de l'alimentation (JMA). Nous avons choisi de les prendre pour thème, et surtout de les illustrer par des expériences vécues, par des témoignages plus forts que les simples mots.

Ainsi nous irons en Mauritanie, où l'apprentissage des techniques de préparation du sol, des cultures attendues, où l'amélioration des cultures céréalières traditionnelles et l'utilisation des cuisinières en banco (terre séchée) ont permis à un village d'améliorer ses conditions d'existence et de commencer à se suffire à lui-même.

Notre voyage n'est pas terminé. C'est un voyage au cœur du monde, auprès des hommes qui, dans les villages du tiers-monde mais aussi en France, dans les associations, les ministères, les collectivités locales, les organisations socio-professionnelles... sont devenus de véritables partenaires.

Notre voyage n'est pas terminé. C'est un voyage au cœur du monde, auprès des hommes qui, dans les villages du tiers-monde mais aussi en France, dans les associations, les ministères, les collectivités locales, les organisations socio-professionnelles... sont devenus de véritables partenaires.

Les problèmes du tiers-monde ne doivent plus être en marge de nos propres problèmes, car ils leur sont irrémédiablement liés. L'avenir sera moins sombre à cette condition. Si nous savons que les solutions techniques au problème de la faim existent, nous savons aussi que ce qui manque le plus c'est la volonté politique pour les mettre en œuvre.

C'est ainsi qu'ils pourront poser les vrais problèmes et y apporter des réponses adaptées : vaincre la faim, oui, mais en visant le développement de la production agricole des pays pauvres, par la recherche de techniques adaptées, par l'organisation des marchés agricoles et des échanges entre paysans, par la mise en place de politiques démographiques.

C'est ainsi qu'ils pourront convaincre les autres de se joindre à eux. C'est ainsi qu'ils pourront travailler unis et organisés, là où c'est possible, dans une stratégie d'ensemble. Les actions sur le terrain menées par les Organisations non gouvernementales et les actions lourdes menées par les organismes internationaux apparaissent alors comme deux aspects complémentaires du développement.

C'est ainsi qu'ils pourront travailler unis et organisés, là où c'est possible, dans une stratégie d'ensemble. Les actions sur le terrain menées par les Organisations non gouvernementales et les actions lourdes menées par les organismes internationaux apparaissent alors comme deux aspects complémentaires du développement.

Favoriser l'autonomie alimentaire

par GÉRARD VIRATELLE

Le gouvernement a pris récemment plusieurs dispositions visant à intégrer l'aide alimentaire dans la politique d'assistance au développement.

Ce faisant, le gouvernement a répondu, dans une certaine mesure, aux critiques portées à l'aide alimentaire illustrées par la campagne « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », lancée par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) (1). L'une de ces critiques est que les denrées livrées au titre de l'aide alimentaire peuvent modifier insidieusement les habitudes de consommation des populations bénéficiaires, avoir un effet dépressif sur les prix de productions locales et leur porter préjudice.

A l'avenir, les orientations de la politique française en ce domaine feront l'objet de réexamens périodiques. Un comité interministériel chargé des nécessaires arbitrages sur ces questions entre les divers ministères intéressés.

Un terme de la convention sur l'aide alimentaire de la CEE, l'aide alimentaire française bilatérale, c'est-à-dire non compris les versements à quelques organisations comme le programme alimentaire mondial (PAM), est de 200 000 tonnes (réparties pour moitié entre blé et farine, et comprenant un peu de maïs).

Paris s'engage à ce que désormais son aide alimentaire bilatérale soit adaptée aux politiques agricoles de chaque pays bénéficiaire, à la consommation ou, aux besoins locaux (des denrées qui ne l'étaient pas ont pu être livrées par le passé) et que cette aide ait pour principal

objectif de contribuer à l'autonomie alimentaire en développant les cultures vivrières. A l'avenir, l'aide alimentaire bilatérale (jusqu'à maintenant quasi exclusivement composée de céréales) devra être diversifiée et comprendre notamment des produits laitiers et du sucre. Elle devra également être utilisée pour valoriser au maximum des opérations triangulaires (achat de produits locaux dans une région excédentaire lorsque cette possibilité existe - ce qui n'est guère le cas en Afrique - pour approvisionner un pays souffrant de pénurie). Pour ces deux dernières orientations, des financements nouveaux (15 millions de francs en 1984) devraient être dégagés.

Une « cellule d'urgence »

Le gouvernement souhaite également accélérer les procédures d'octroi de l'aide d'urgence et mobiliser à cet effet les administrations intéressées par l'intermédiaire d'une « cellule d'urgence ». Celle-ci assurera un rôle de prévoyance en liaison avec le commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels et devra s'assurer que l'aide est acheminée dans les délais les plus rapides.

Pour répondre à la situation des pays du Sahel, c'est un plan ORSEC qui est proposé. Il aura pour objectif de détecter suffisamment longtemps à l'avance une situation comme la sécheresse prolongée, de faire inventurer de ses conséquences dans plusieurs domaines (vivières, santé, finances...) et d'organiser les différents secours nécessaires, en concertation avec les organisations d'aide bilatérales et multilatérales. Cela représente un progrès au niveau conceptuel, qu'il restera à faire passer dans la pratique.

Cette dernière initiative de même que l'idée d'opérations triangulaires, comme a priori satisfaction aux ONG réclamant une réforme de l'aide alimentaire. En revanche, ces organisations estiment que, dans l'ensemble, les nouvelles dispositions, sans doute parce qu'elles ont fait l'objet de décisions arbitraires ministérielles ne représentent pas un progrès suffisant par rapport à la politique européenne en la matière. Elles déplorent que les sommes mises en jeu ne soient pas plus importantes et que le gouvernement ne paraisse envisager de faire appel à des associations locales de développement que lorsque celles-ci sont présentes et actives - sur le terrain pour la distribution de secours aux réfugiés. Dans une lettre ouverte au président de la République, elles demandaient qu'une partie des sommes consacrées par la France et la CEE à l'aide alimentaire serve à soutenir les efforts de paysans du tiers-monde - pour se nourrir eux-mêmes -.

(1) Frères des hommes, Terre des hommes, Femmes solidaires (lire le Monde du 21 février 1984). (2) On retrouve ces critiques et bien d'autres dans deux livres récents : Les Marchés de la faim : l'aide alimentaire en question, par Pascal Erard et Frédéric Mousler, Cahiers libres 385, éditions La Découverte, dans lequel sont développés les thèmes de la campagne « Pour le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », et l'Aide alimentaire, travail collectif de l'équipe de Solagré, qui publie la revue Alternatives démocratiques, chez Syros. Contenant de nombreuses informations et remarques, ces deux livres représentent une contribution à un débat controversé.

MICHEL BOUZAN (Paris).

Travailler unis et organisés

Que faire avec le tiers-monde et non plus pour le tiers-monde ? C'est une question qui doit rester à l'esprit de tous les partenaires.

C'est ainsi qu'ils pourront poser les vrais problèmes et y apporter des réponses adaptées : vaincre la faim, oui, mais en visant le développement de la production agricole des pays pauvres, par la recherche de techniques adaptées, par l'organisation des marchés agricoles et des échanges entre paysans, par la mise en place de politiques démographiques.

C'est ainsi qu'ils pourront convaincre les autres de se joindre à eux. C'est ainsi qu'ils pourront travailler unis et organisés, là où c'est possible, dans une stratégie d'ensemble.

LETTRES AU Monde

L'aide à l'Afrique et les politiciens

Dans le Monde du 25 septembre 1984 (page 43) Paul Fabra évoque l'initiative récemment prise par la Banque mondiale de « présenter un programme d'action concertée pour un développement stable de l'Afrique au sud du Sahara... ».

En réalité, le projet d'une aide exceptionnelle à l'Afrique a été présenté dès 1976, lors du sommet franco-africain, par M. Valéry Giscard d'Estaing. La proposition en a été faite à cinq pays occidentaux : Etats-Unis, Allemagne fédérale, Belgique, Royaume-Uni, puis Canada. Un communiqué de l'Elysée annonçait le 28 décembre 1979 l'accord des six gouvernements pour la création de l'Action concertée pour le développement en Afrique (ACDA). Il s'agissait de réaliser en commun des programmes de développement à caractère régional (hydraulique, transports, reforestation, santé, etc.) en affectant à ces opérations, par un effort progressivement accru, des moyens financiers additionnels.

Une étroite concertation avec les gouvernements africains permit ainsi d'établir plusieurs programmes d'action dont l'étude technique préalable fut confiée, pour chaque type d'opérations, à un pays « chef de file ». Mais l'impulsion et la coordination d'ensemble étaient assurées à Paris par une « liaison permanente » dirigée par un diplomate français.

Il a fallu qu'une absurdité quelconque « politicienne », alimentée il est vrai par certains intérêts à courte vue, s'efforce de démontrer que la désignation d'un pays comme « chef de file » dans l'étude technique d'un programme se traduirait par le recul des positions françaises en Afrique.

Ce procès dérisoire n'en a pas moins conduit, après le 10 mai 1981, à la suppression de l'ACDA. Assez curieusement, le vieux réflexe colonialiste de la « chasse gardée » avait ainsi servi de motif (ou de prétexte) à la disparition d'un mécanisme concerté, déjà efficace mais encore perfectible, de coopération multilatérale avec les pays africains.

HENRY JEAN-BAPTISTE, ancien conseiller technique des présidents Giscard et Giscard d'Estaing.

Vétilles

Un enfant de quatorze ans atteint d'une leucémie est mort alors qu'une greffe pratiquée à partir de la moelle de son frère aurait pu accroître ses chances de guérison. Le frère ne s'est pas manifesté. Immoral ? Scandaleux ? Normal.

Combien d'enfants ne se manifestent, alors que tous nous savons qu'à un âge d'âge de chez nous meurent de faim et de soif - tant d'autres enfants.

A l'époque où l'on a tant de soucis avec le Salon de l'emballage et le choix crucial d'un adoucissant plus frais, on ne va pas encore se faire embêter par des vétilles comme ça !

Beaucoup de bruit pour rien

Le trentième et dernier fût d'hexafluorure d'uranium contenu dans les cales du Mont-Louis ayant rejoint la surface, il est possible de dresser le bilan de ce naufrage.

Les faits ont totalement infirmé les pronostics catastrophistes dont nous avons été abreuvés, bien que toutes les conditions ou presque aient été réunies pour que la catastrophe annoncée se produise : tempêtes, eau trouble et opaque obligeant à travailler à l'aveugle, et même la vance d'un fût à été endommagée à la remontée, laissant pénétrer de l'eau et entraînant la production d'acide fluorhydrique, ce qui, paraît-il, représentait le risque maximal et aurait dû provoquer un sauto-qui-peut général.

Il est certain que, si ce naufrage n'avait pas eu des rejets nucléaires, les médias n'auraient pas donné un tel retentissement à cette affaire.

Le souhait que le Monde, au cas de nouvelles polémiques, ouvre ses colonnes à l'information en citant les sources, mais profite de l'opportunité pour confirmer sa réputation de sérieux.

PIERRE DELARUE (Evreux).

Pour une démocratie participative

Il est significatif que, à l'heure où l'on débat consensuellement de la politique dans notre pays, le rôle des assemblées socio-professionnelles régionales n'ait pas été envisagé alors même que nous faisons depuis quelques mois l'apprentissage d'une décentralisa-

tion dont chacun reconnaît les limites mais aussi les mérites. A entendre nos politiciens, nous devrions être tour à tour au fait de la prospérité et du rayonnement ou au fond du gouffre de la faillite ou de la décadence. En fait, notre pays est bien et les Français continuent de vivre. La portée du discours politique est de ce fait singulièrement atténuée. Mais un danger guette également les socio-professionnels ; ce danger, c'est le corporatisme, chaque fois que nous nous contentons de défendre les intérêts particuliers dont nous avons la charge directe (entreprise, association, syndicat...). Les élus savent parfaitement jouer de cette faiblesse pour préserver leurs prérogatives. A cet égard, il y a incontestablement un sens de l'intérêt général à reconnaître qui ne peut se réduire à la simple addition de revendications contradictoires. Le dialogue étatsocio-professionnel ne se construira qu'à ce niveau-là. Autrement, il conservera son appellation de clientélisme.

C'est là que les assemblées régionales apparaissent à notre tradition démocratique en ce sens que l'une cueille les fruits de la synthèse, expression d'un intérêt général que la confrontation des partenaires en ordre dispersé ne saurait forger. Il faut par conséquent cultiver l'arbre fruitier...

Cela passe par la recherche d'une meilleure harmonie institutionnelle à cet égard. Je suis convaincu que le législateur peut poser les bases d'un bon équilibre qui donne accès à une collaboration fluide pour l'édifice régional en consolidant ses deux piliers : celui d'une représentation élective issue du suffrage universel (ou recherche des élus régionaux...) et celui d'une représentation socio-professionnelle dynamique. La démocratie locale sera participative ou ne sera pas.

MAX ARNAUD, Président du comité économique et social de Picardie.

Tout est joué d'avance

Selon notre numéro du 6 septembre, 55 % des personnes interrogées estiment que nos hommes politiques gagnent trop d'argent. Mais jugeront-ils encore leurs revenus excessifs s'ils exerçaient réellement leur mandat ? Car il ne faut pas oublier, pour interpréter cette réponse, que la plupart de nos parlementaires sont des figurants qui n'ont pas le droit de vote dans leur Assemblée, ayant d'avance vendu leur voix à une agence électorale, ou parti politique, en échange

de l'assurance d'être élu.

Un enfant de quatorze ans atteint d'une leucémie est mort alors qu'une greffe pratiquée à partir de la moelle de son frère aurait pu accroître ses chances de guérison. Le frère ne s'est pas manifesté. Immoral ? Scandaleux ? Normal.

Manger

Chaque année, au jour anniversaire de sa fondation, le 16 octobre 1945, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) patronne une Journée mondiale de l'alimentation.

Elle est placée cette fois sous le signe du « partenariat ».

Pour Menotti Bottazzi, c'est la France entière qui doit se mettre « en état de coopération ».

Gérard Viratelle insiste, de son côté, sur la nécessité d'aider les peuples à se nourrir eux-mêmes, plutôt que de leur fournir des denrées qui modifient leurs habitudes alimentaires et portent préjudice aux productions locales.

Chaque année, au jour anniversaire de sa fondation, le 16 octobre 1945, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) patronne une Journée mondiale de l'alimentation.

Elle est placée cette fois sous le signe du « partenariat ».

Pour Menotti Bottazzi, c'est la France entière qui doit se mettre « en état de coopération ».

Gérard Viratelle insiste, de son côté, sur la nécessité d'aider les peuples à se nourrir eux-mêmes, plutôt que de leur fournir des denrées qui modifient leurs habitudes alimentaires et portent préjudice aux productions locales.

250 ans de grands vins BOUCHARD PÈRE & FILS



EQUIPHOTEL Porte de Versailles Palais Sud Nv. 2, ALLÉE N - N° 13

Le Monde DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. KAO

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao

M. Kao, ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, a effectué une visite officielle en France du 12 au 15 octobre 1984.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.

La France et la République revendiquent le rôle qui décline M. Kao.

Le ministre chinois a été reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, et par le Premier ministre, M. Laurent Fabius.



Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. KADAR A PARIS

La France et la Hongrie « revendiquent le rôle qui leur revient », déclare M. Mitterrand

M. Janos Kadar, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois, est arrivé, lundi 15 octobre, à Paris, pour une visite officielle de deux jours (Le Monde des 13 et 16 octobre). Celle-ci répond au voyage que M. Mitterrand avait fait à Budapest en juillet 1982. Accueilli à sa descente d'avion par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, le numéro un hongrois s'est aussitôt rendu à l'Elysée, où il a eu un premier entretien très à l'aise avec le président de la République, suivi d'un déjeuner.

« Nous avons à jeter ensemble un regard sur le monde. Il n'est pas de sujet interdit. Tout ce qui touche à la paix, et donc aux conditions de mise en œuvre de la paix, nous concerne, vous comme, a déclaré M. Mitterrand à l'issue de ce déjeuner. Nous avons notre mot à dire, nous ne sommes pas les objets de la politique mondiale, nous en sommes les sujets, les acteurs, et nous revendiquons, vous et nous, le rôle qui nous revient (...). Recherchez ce qui nous rapproche. Nous sommes attachés à des idées de paix et de compréhension entre les nations. Nous pouvons, au-delà des séparations réelles existantes, être des pays qui se tendent la main et apprennent à parler la même langue. »

A propos de la Communauté économique européenne, avec laquelle la Hongrie souhaite conclure un accord, M. Mitterrand a estimé souhaitable de « renouer les fils du dialogue avec l'autre partie du continent », et que la Hongrie, « par sa position en Eu-

rope centrale, est l'un des chaînons principaux de cette entreprise ».

Dans sa réponse, M. Kadar a estimé qu'il existait « des points de rencontre essentiels » - en particulier « le fait que nos peuples et nos gouvernements ne veulent pas la guerre » - entre la France et la Hongrie, bien que « ces deux pays appartiennent à des systèmes d'alliance différents, et portent des jugements divergents » sur un certain nombre de problèmes internationaux. Le premier secrétaire du PSOH a, par ailleurs, déploré « l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive ». Les pays du pacte de Varsovie « n'espèrent pas à la supériorité militaire, a-t-il ajouté, mais ils ne peuvent pas permettre à l'autre partie de l'acquiescer ». Il a en outre condamné « les tentatives dangereuses remettant en cause les relations européennes ».

M. Kadar a ensuite reçu à l'ambassade de Hongrie le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, et le secrétaire général du PC, M. Georges Marchais. Il s'est d'autre part entretenu au Quai d'Orsay avec M. Claude Chevasson, avant d'y participer au dîner offert en son honneur par le premier ministre, M. Laurent Fabius, en présence de nombreuses personnalités hongroises (ou d'origine hongroise) de Paris.

Mardi matin, M. Kadar a eu un second entretien avec M. Mitterrand, et devait regagner Budapest dans l'après-midi.

LE PROBLÈME TCHADIEN

La « conférence préparatoire » en vue d'un règlement politique doit se réunir le 20 octobre à Brazzaville

Le ministre congolais des affaires étrangères, M. Ndinga Oba, a annoncé, lundi 15 octobre, qu'une réunion préparatoire à une « conférence de réconciliation » entre Tchadiens s'ouvrira samedi à Brazzaville. Toutes les parties intéressées se sont en effet prononcées pour la tenue d'une telle réunion sans attendre la fin du retrait franco-libyén du Tchad, prévue pour la mi-novembre.

M. Ndinga Oba n'a cependant pas précisé quelles sont les parties impliquées et sous quelles égides elles siègeront. Le régime de N'Djamena a toujours tenu à être représenté en tant que gouvernement légal alors que ses adversaires de Bardai (Tibesti) - regroupés autour de M. Goukouni Oueddei - tiennent à être traités « sur un pied d'égalité ».

Tout en acceptant la présence d'observateurs français et libyens, chargés de superviser la double opération de retrait militaire du Tchad, N'Djamena avait lancé, la semaine dernière, un appel « pressant et sincère » à tous les opposants, « sans exception », pour qu'ils participent à cette réunion de Brazzaville, dont le président congolais, M. Sassou N'Gessou, s'est entretenu, dimanche, avec un émissaire de M. Hissène Habré, M. Hali Salim.

Cette première « table ronde » entre Tchadiens se tiendra donc trois semaines avant le sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, prévu du 12 au 15 novembre à Addis-Abeba. M. Hissène Habré avait annoncé qu'il se ferait représenter par au moins un membre de son gouvernement (Le Monde du 9 octobre). La réunion du 20 octobre à Brazzaville devrait permettre de « tester » les intentions de ses adversaires, notamment du groupe de M. Goukouni Oueddei appuyé par la Libye, sans attendre la fin du désengagement franco-libyen. J.-C. P.

Prisonnier du Vietnamh de 1946 à 1954

M. RENÉ MOREAU ANCIEN AMBASSADEUR EST MORT

M. René Moreau, ancien ambassadeur de France à Bujumbura et qui avait été retenu huit ans en captivité en Indochine par le Vietnamh, est mort samedi 13 octobre à Paris d'un cancer, a-t-on appris lundi.

Né le 13 août 1917, licencié en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, M. René Moreau avait commencé une carrière administrative outre-mer lorsqu'il fut prisonnier, le 19 décembre 1946, lors d'une attaque surprise du Vietnamh déclenchée contre une garnison française en violation des accords qui venaient d'être conclus entre les autorités françaises et Ho Chi Minh. Après un simulacre d'émancipation, il fut conduit, de prison en prison, jusqu'à la frontière chinoise et ne fut libéré qu'en juillet 1954 avec les rescapés français de Dien-Bien-Phu. Plusieurs années après, M. Moreau devait relater cette période de sa vie dans un livre, Huit ans otage chez les Vietnams, publié chez Fayard, qui reçut le prix Vauban. Entre-temps, il était entré dans la carrière diplomatique et avait occupé différents postes à Tunis, à Dabat et à l'Administration centrale (en particulier un ministère de la coopération), avant d'être nommé ambassadeur au Burundi de 1976 à 1979.]

● Accord de pêche avec le Japon. - Un nouvel accord sur la pêche a été conclu entre le Japon et la Corée du Nord, remplaçant celui qui avait expiré il y a deux ans. En l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, la négociation a été menée par une délégation parlementaire japonaise qui s'est rendue à Pyongyang. Selon les observateurs à Tokyo, cet accord pourrait précéder la levée des sanctions imposées par le Japon à la Corée du Nord à la suite de l'attentat de Rangoon, le 9 octobre 1983, qui avait coûté la vie à plusieurs membres du gouvernement de Séoul et dont des agents sud-coréens avaient été reconnus responsables.

Nouveau secrétaire du Conseil de l'Europe

M. OREJA VEUT METTRE L'ACCENT SUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS ET SUR L'EFFICACITÉ

(De notre correspondant.)

Strasbourg. - Un Espagnol dirige, pour la première fois depuis sa création, le secrétariat général du Conseil de l'Europe. élu à cette fonction au mois de mai dernier par l'Assemblée parlementaire des vingt et un. M. Marcelino Oreja Aguirre occupe depuis le 1^{er} octobre le poste de secrétaire général, où il a succédé à M. Franz Karasek (Autriche).

Agé de quarante-neuf ans, M. Oreja n'est pas un inconnu au Palais de l'Europe, où se reliaient les sessions du Parlement européen et celles de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il y avait notamment inauguré, en juillet 1977, en tant que ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de M. Suarez, le marathon des négociations sur l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes et a mené à bien, au mois de novembre suivant, l'entrée de son pays au Conseil de l'Europe.

Cette expérience, qu'est venue compléter pendant deux ans celle de représentant de l'Union centriste espagnole à l'Assemblée parlementaire, a fait connaître à M. Oreja les forces et les faiblesses du Conseil de l'Europe, dont il est appelé à diriger les huit cents fonctionnaires permanents. Parmi les faiblesses, une certaine crise d'identité de l'organisation, avec sa pénurie de moyens financiers face à la vitalité des Communautés européennes et de leur Parlement élu au suffrage universel, l'effet paralysant de la règle de l'unanimité pour toute prise de décision et l'apparent éparpillement de ses efforts, qui font souvent double emploi avec les travaux d'autres institutions internationales. En outre, son rayonnement, y compris au-delà de l'Europe, a fait du Conseil, parmi d'autres choses, un défenseur de la démocratie et des droits de l'homme.

Il faut avant tout, estime M. Oreja, améliorer le fonctionnement institutionnel du Conseil. Compte tenu de l'étroitesse des marges budgétaires, il s'agit de concentrer ses travaux sur des actions concrètes, dont le résultat sera tangible pour l'homme de la rue européen. Il faut aussi améliorer les relations entre le comité des ministres et l'Assemblée, leur donner plus de transparence en les fondant sur la confiance et l'information réciproque. Enfin, le nouveau secrétaire général plaide pour une collaboration active entre le Conseil de l'Europe et les Communautés, en utilisant les possibilités du traité de Rome, ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent.

JEAN-CLAUDE KAHN.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● EMISSAIRE AMERICAIN A LUANDA. - M. Frank Wiener, un émissaire américain pour les affaires africaines, se trouve actuellement à Luanda pour discuter d'un règlement dans lequel les « conditions dans lesquelles le retrait des forces cubaines (d'Angola) pourrait avoir lieu », a annoncé, lundi 15 octobre, un porte-parole du département d'Etat à Washington. Le même porte-parole a déclaré que son gouvernement était « encouragé » par les propos récemment tenus à ce sujet par le président Dos Santos (Le Monde du 16 octobre). M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré, en revanche, que son pays ne se sentait aucune obligation de retirer ses troupes de l'extrême Sud angolais aussi longtemps que Luanda ne serait pas en mesure d'empêcher l'infiltration de partisans de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) en Namibie. (AFP, Reuter.)

Bésil

● DISPARITION D'UN GÉNÉRAL SAOUDIEN. - Un général à la retraite faisant partie de la suite de prince Sultan, ministre de la défense d'Arabie saoudite en visite officielle au Brésil, a disparu le 11 octobre à Rio-de-Janeiro. Une opération de police a été menée dans toute les villes pour tenter de retrouver la trace de Mohammed Abdullah Khalifa, spécialiste en matière d'armements. La délégation saou-

EUROPE

RFA

Le président du Bundestag est à son tour soupçonné d'être compromis dans l'affaire Flick

Correspondance

Bonn. - Le président du Bundestag, M. Rainer Barzel, a-t-il été généralement « pensionné » par le groupe Flick entre 1973 et 1979 après avoir cédé la présidence du Parti démocrate-chrétien au futur chancelier Helmut Kohl ? L'enquête sur les activités du groupe industriel allemand, accusé d'avoir bénéficié d'importants avantages fiscaux en échange de ses générosités envers les milieux politiques, menace une nouvelle fois un des plus hauts responsables ouest-allemands. Inculpé par le tribunal de Bonn pour complicité de corruption, M. Otto Lambsdorff, membre du Parti libéral, avait déjà été obligé de démissionner en juin dernier de son poste de ministre de l'économie.

M. Barzel avait dû abandonner la présidence de la CDU en 1973, après l'échec d'une motion de censure contre l'ancien chancelier Brandt. Peu de temps après, toujours député, il avait été engagé comme consultant par le cabinet d'affaires Albert Paul de Francfort. Il aurait touché à ce titre, entre 1973 et 1979, la coquette somme de 1,7 million de deutschemarks à titre d'honoraires. Selon l'hebdomadaire Der Spiegel qui s'appuie sur des éléments de l'enquête menée par le tribunal de Bonn, le cabinet Paul qui avait dans sa clientèle le groupe Flick, n'aurait fait que servir de « paravent » à ce dernier pour

« entretenir » M. Rainer Barzel. Le Spiegel laisse entendre que l'affaire aurait été arrangée en son temps par M. Biedenkopf, ancien secrétaire général du Parti démocrate-chrétien, pour convaincre M. Barzel de céder sa place à M. Helmut Kohl à la tête du parti. M. Biedenkopf aurait écrit, le 10 mai 1973, au futur chancelier qu'il était important d'éviter que M. Barzel ne devienne « un cas social ».

La commission d'enquête du Bundestag, chargée de l'ensemble du dossier Flick, doit entendre prochainement non seulement le président du Bundestag mais aussi le chancelier Kohl, M. Biedenkopf et plusieurs responsables de la société Flick. L'audition de M. Barzel, qui reconnaît avoir travaillé pour le cabinet d'affaires mais dément avoir eu quelque rapport que ce soit avec le groupe industriel, pourrait avoir lieu dès cette semaine.

« Barzel va devoir s'habiller chaudement s'il veut survivre au prochain hiver », estime mardi le Süddeutsche Zeitung, le quotidien libéral de gauche de Munich. « Les explications maladroites qu'il tente d'apporter pour éviter la chute apparemment au registre pénible de la musique d'accompagnement pour agonie politique. »

HENRI DE BRESSON.

Grande-Bretagne

LES AUTEURS D'ATTENTATS MEURTRIERS DEVRAIENT ÊTRE PASSIBLES DE LA PEINE DE MORT, estime M^{me} Thatcher

Londres (AFP AP). - Interrogée en direct par les spectateurs de la chaîne privée de télévision Channel 4, M^{me} Margaret Thatcher a estimé le lundi 15 octobre que les responsables de l'attentat de Brighton devraient être passibles de la peine de mort. « Je pense que les gens qui s'apprennent à prendre la vie d'autres gens devraient perdre leur propre droit à la vie », a-t-elle déclaré. Elle a rappelé qu'elle avait toujours voté en faveur du maintien de la peine de mort contre les meurtriers, mais qu'il s'agissait d'une conviction personnelle. Le premier ministre a été mis en minorité sur cette question lors du dernier débat qui lui a été consacré à la Chambre des Communes, à la fin de l'année 1983.

M^{me} Thatcher a déclaré qu'elle n'avait réalisé que deux jours plus tard, au cours de la messe à laquelle elle assistait dimanche, l'« énormité » de ce qui s'était passé à Brighton : « Le soleil paraît à travers les vitraux dans l'église et éclairait quelques fleurs. Je me suis soudain rendu compte que cette journée je n'aurais pas dû la voir et que certains de mes plus proches amis en ont été privés. »

Interrogée sur la possibilité d'une « nouvelle initiative » pour résoudre le problème irlandais, M^{me} Thatcher a estimé qu'il n'y avait « pas de solution miracle. S'il y en avait une, nous l'aurions trouvée ».

Turquie

L'armée pourrait effectuer une nouvelle opération contre les maquisards kurdes en territoire irakien

De notre correspondant

Ankara. - Le ministre turc des affaires étrangères, M. Halefoglu, et le chef d'état-major adjoint des armées, le général Oztoprak, se sont rendus à Bagdad le dimanche 14 octobre pour s'entretenir avec leurs homologues irakiens des problèmes de sécurité à la frontière turco-irakienne. Les maquisards séparatistes kurdes, dont les bases de repli se trouvent en territoire irakien, ont multiplié ces dernières semaines les attaques en territoire turc.

Le ministre des affaires étrangères était porteur d'un message du chef de l'Etat, le général Evren, au président Saddam Hussein. Bien que le teneur de ce message n'ait pas été révélé, il est vraisemblable qu'Ankara a demandé aux autorités irakiennes de mieux assurer le contrôle des régions nord-est de leur pays, et il n'est pas exclu que les responsables turcs sollicitent l'autorisation de rééditer le même type d'opération qu'en mai dernier, à savoir une incursion militaire en territoire

irakien contre les bases de repli des maquisards. La presse turque dans son ensemble voit dans les récents attentats des maquisards « la main de puissances étrangères », pour certains de la Syrie, pour d'autres de l'Union soviétique ou même des Etats-Unis.

Dans l'est du pays, les opérations de rattrapage continuent. Le 12 octobre, deux militants armés du PKK (parti ouvrier kurde) ont été tués lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre dans le département de Adiyaman. Le lendemain, deux autres séparatistes, qui refusaient de se rendre, ont été tués à Erzurum. Le même jour, à Adana, un autre accrochage opposait les forces de l'ordre à deux maquisards, dont l'un a été tué.

M. Alp, chef du Parti populiste, la principale formation de l'opposition à l'Assemblée nationale, de retour d'un voyage dans le sud-est anatolien, estime que « les forces séparatistes entrées à l'extrême sont utilisées contre l'intégrité de la Turquie, conformément à un complot très vaste et bien programmé ». Mais il souligne qu'« on ne saurait venir à bout de cette agitation séparatiste - bien qu'elle soit somme toute, de faible envergure - uniquement par des mesures militaires ou policières, mais avec l'adoption de mesures socio-économiques, afin de prouver aux habitants de la région que l'Etat ne les abandonne pas à leur sort ».

ARTUN UNSAL.

Portugal

LE LIEUTENANT-COLONEL OTELO DE CARVALHO INculpé D'APPARTENANCE A UNE ORGANISATION TERRORISTE

Lisbonne (Reuter, AFP). - Le lieutenant-colonel Otele Saraiva de Carvalho a été officiellement inculpé d'appartenance à une organisation terroriste, a-t-on indiqué de source judiciaire, ce mardi 16 octobre, à Lisbonne.

L'ancien héros de la « révolution aux œillets » du 25 avril 1974 était en détention préventive depuis quatre mois. Il est accusé d'avoir « fondé, développé et dirigé l'organisation terroriste des Forces populaires du 25 avril (FP 25) ».

Soixante-dix-huit autres personnes ont été inculpées pour le même motif. D'autre part, deux attentats à l'explosif, qui n'ont fait que des dégâts matériels limités, ont été perpétrés, lundi, contre des filiales du Crédit lyonnais au Portugal, situées l'une dans le quartier résidentiel du Restelo, à Lisbonne, et l'autre à Matosinhos, près de Porto. Trois autres engins, assez rudimentaires, ont été désamorçés le même jour ; ils visaient également des établissements du Crédit franco-portugais ainsi qu'un bureau de la compagnie d'assurances françaises La Préserve-trice.

Seule l'explosion de Lisbonne a été revendiquée par un correspondant se réclamant du FP 25, et disant vouloir démontrer sa solidarité avec la cause basque, après les trois extractions prononcées par Paris. Cette revendication, cependant, est considérée comme douteuse.

Advertisement for 'Fred' watches. Text: 'Votre signe, ascendant Fred.' Includes an image of a watch and contact information: '6, rue Royale, Paris Tél. 260 30 65 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Meridien, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loeux, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly, 20, rue du Marché, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.'

مكتبة من القرآن

AMÉRIQUES

Bolivie

Il n'y a plus de viande, plus de pain, plus de riz, plus de coca...

La Paz. — «L'orange est amère», «L'orange nous affame». Pendant les premiers jours d'octobre, les travailleurs ont défilé dans les rues des principales villes en brandissant des pancartes faisant allusion à la couleur écarlate de l'Union démocratique populaire — la coalition progressiste au pouvoir depuis le 1^{er} octobre 1982. Pourtant, pendant des années, ces mêmes travailleurs avaient scandé avec enthousiasme : «L'orange au pouvoir !»

Ces «marchés de la faim» convoqués par les syndicats sur tout le territoire ressemblaient plus à des processions qu'à des manifestations. Elles n'étaient que la mise en train d'une protestation plus énergique organisée par la Centrale ouvrière (COB) pour empêcher le gouvernement de promulguer un nouveau paquet de mesures économiques draconniennes. Une marche des ouvriers et des paysans vers le palais présidentiel, pour exiger l'application du plan d'urgence présenté par les syndicats devant, en principe, marquer le point culminant du mouvement.

L'orange est certainement amère pour les Boliviens, qui ont perdu, en deux ans, de 20 % à 30 % de leur pouvoir d'achat. Le pire, c'est qu'ils n'ont rien à acheter ! Dans les marchés, la plupart des étals sont recouverts d'une bâche. Les rares pièces restantes exhibent des prix trois ou quatre fois plus élevés que le tarif officiel. Il n'y a pas de viande parce que les éleveurs de ce Far West qui est le département du Beni refusent de livrer leurs vaches. Il n'y a pas de pain parce que les boulangers préférant vendre la farine en contrebande. Il n'y a pas non plus de riz, de sucre, d'huile, de pâtes... Dans les pharmacies, les rayons sont presque vides. Dans les mines, il n'y a même pas de coca, cette feuille que nichent depuis des siècles les mineurs dans les galeries, et qui endort la faim, la soif, la fatigue et la peur.

La grogne monte d'un cran tous les jours. Au manque d'approvisionnement, à la spéculation, vient de se greffer le paillardisme, pendant quatre jours, des transports. Les propriétaires de camions, de bus, de taxis ont finalement suspendu leur grève après avoir décidé, unilatéralement, une hausse considérable de leurs tarifs.

«Si les problèmes de ravitaillement s'aggravent, il se peut que les demandes de démission du président Siles, présentées par les parlementaires de l'opposition, s'accompagnent d'une «clameur générale» : «Fuera» («Déhors»), s'écrient les conseillers et amis du chef de l'Etat, M. Arturo Nuñez Del Prado. Et le président Siles ne cédera pas aux pressions du Congrès ; mais il écouterait la voix du peuple.

Au congrès de la COB, le dirigeant des mineurs, M. Filmon Escobar, a expliqué que l'avez des «A bas Siles !», venait à dire : «Viva Banzar !» (1), parce qu'il n'y a pas d'autre solution. Il semble qu'il ait été entendu par les travailleurs, puisqu'il est parvenu à faire adopter une déclaration politique qui est une promesse de soutien du régime démocratique.

L'UDP est loin d'être responsable de la crise qui accable la Bolivie. Elle n'a inventé ni la corruption ni la contrebande. Elle n'a pas contracté la dette de 5 milliards de dollars, ni poussé les ministères d'une foule de gratte-papier. Elle n'a pas non plus provoqué la faillite du secteur de l'énergie et des mines. La 10 octobre 1982, le président social-

De notre envoyée spéciale démocrate, M. Hernan Siles Zuazo, a hérité d'un pays en ruine.

Les causes de la banqueroute — hyper-inflation et récession — sont multiples. Il existe des causes externes, tout d'abord : la hausse des taux d'intérêt américains, la chute du prix de l'écan (matière première rapportant plus du tiers des devises), et le retard de l'Argentine à verser 210 millions de dollars, correspondant à d'importantes importations de gaz naturel.

Des causes internes, ensuite. L'économie est totalement désarticulée. La dictature du général Banzar a développé le secteur tertiaire — banque, commerce — où règnent l'inefficacité et la corruption — au lieu de forer le secteur productif. L'agriculture, les mines, les hydrocarbures, l'industrie ne représentent aujourd'hui que 40 % du PIB, alors que ce pourcentage était auparavant de 55 %. La Bolivie crée peu de richesses. Mais elle trafique. C'est un pays d'intermédiaires. Par exemple, n'importe quel produit marchandé passe par quatre ou cinq mains avant de parvenir au consommateur : et son prix peut ainsi décupler.

L'extraction de l'étain se réalise exactement comme il y a un demi-siècle. Mais les veines sont quasi épuisées, et la production ne cesse de décliner depuis dix ans. Quant à l'industrie, elle dépend de produits de base importés pour plus de 60 %, d'où ses coûts extrêmement élevés.

Le peso déprécié de 7000 %

Le poids de la dette est aussi un facteur déterminant. Les militaires ont bien essayé de rééchelonner son remboursement en avril 1981, mais à un coût très onéreux. Si bien qu'en septembre 1982, ils étaient obligés de suspendre les paiements. Cette année, le gouvernement aurait dû consacrer les deux tiers de ses ressources d'exportation au paiement de ses créances, s'il n'avait déclaré un moratoire des remboursements aux banques privées internationales.

Le climat a également été adverse : une terrible sécheresse, puis des inondations, ont sévi en 1982 et 1983, entraînant une chute de la production agricole de 25 %. Enfin, l'exécutif s'est retrouvé les mains liées par l'opposition, majoritaire au Congrès, qui approuve toutes les dépenses mais rejette toutes les recettes !

Le gouvernement, qui a hérité d'une crise aiguë, n'a pas été capable de la conjurer. Il l'a même aggravée par sa politique incohérente, «pendulaire», hésitant sans cesse entre les «recettes» d'austérité du Fonds monétaire international et les propositions socialisantes de la Centrale ouvrière.

Le président Siles a préféré remettre au lendemain des décisions urgentes — et il a été obligé, ensuite, de prendre des mesures de choc beaucoup plus traumatisantes, avec des dévaluations et des augmentations de prix «sauvages», provoquant chaque fois des grèves tout aussi «sauvages» en vue d'obtenir des augmentations de salaires.

Quatre trains de mesures économiques ont été décrétées en vue de corriger les distorsions (un cinquième est en préparation). Elles ne sont parvenues ni à freiner l'inflation ni à enrayer la récession. Le bilan de ces deux années de régime démocratique, c'est une chute du PIB de 10 %,

une inflation en projection annuelle de 2500 %, une dépréciation monétaire de... 7000 % (le peso est passé de 190 à 15000 pour un dollar au «noir», et de 44 à 5000 sur le marché officiel). La masse monétaire a augmenté de plus de 2000 %. Pour changer 100 dollars, il faut se munir d'un carton à chaussures...

Malgré une augmentation des salaires de près de 300 %, l'hyperinflation a rongé le pouvoir d'achat des travailleurs — la perte réelle est de 20 % à 50 % — et elle a sapé la confiance dans la valeur du peso, provoquant une monumentale spéculation sur le dollar — une spéculation bien orchestrée, d'ailleurs, par certains secteurs de l'entreprise privée.

Le gouvernement doit donc, à la fois, combattre l'inflation en relançant la production, tout en réduisant le déficit fiscal qui a atteint 20 % du PIB l'année dernière. Mais il lui est impossible de comprimer davantage ses dépenses — d'où ses difficultés pour sortir de l'impasse.

Actuellement, la situation est pratiquement incontrôlable. Elle ne permet ni de faire des calculs économiques, ni de planifier. Par exemple, dans le secteur public, des entreprises qui vendent pour des centaines de millions de dollars à l'année, et achètent pour des millions de biens nationaux ou étrangers, échappent à tout contrôle du gouvernement.

Plus de trois cents entreprises auraient dû faire faillite. Mais en Bolivie, en règle générale, les faillites ne sont pas prononcées, parce que les ouvriers exigent du gouvernement une aide financière pour que leur entreprise continue à tourner.

Le ministre du plan, M. Ernesto Arambur, a assuré que le PIB pourrait croître à un taux de 4 % pendant les quatre prochaines années si le gouvernement parvenait à investir, pendant cette période, un milliard et demi de dollars. Plus de la moitié de cette somme devrait provenir de crédits extérieurs.

Qui apportera cette aide ? Les organisations internationales de financement ? Les pays amis ? En tout cas, la Bolivie ne peut compter ni sur la bonne volonté du FMI, dont elle n'applique pas les règles, ni sur celle des banques privées étrangères (qui ont 720 millions de dollars de créances sur La Paz).

Les créanciers n'ont pas l'intention de supporter le «mauvais exemple» bolivien et ils ont lancé un ultimatum au gouvernement, le menaçant de sévères représailles.

L'ex-ministre des finances, le démocrate-chrétien Oscar Bonifaz, s'est récemment rendu à Washington pour plaider la cause de la Bolivie devant le FMI et la Banque mondiale. «D'une pierre, on ne peut pas obtenir de l'eau, a-t-il déclaré au retour. De la même façon, mon pays, malgré la bonne volonté de son gouvernement, ne peut pas, momentanément, s'acquiescer de sa dette.» Il a obtenu un sursis de trente jours. Depuis lors, il a démissionné.

Mais c'est bien court. Le président Siles est encore une fois au pied du mur, obligé de choisir entre le FMI et la COB, entre les concessions nécessaires à l'obtention de nouveaux crédits et la grève générale.

NICOLE BONNET.

(1) Le général Hugo Banzar a été chef de l'Etat, à l'issue d'un coup d'Etat militaire, de 1971 à 1978. Il est aujourd'hui le leader de l'opposition conservatrice au Congrès.

READI INFORMATIQUE

L'INFORMATIQUE AU QUOTIDIEN

IMPLANTATION, VENTE — CONSEILS, FORMATION ET SUIVI

READI INFORMATIQUE, une équipe de jeunes au service des ARTISANS, COMMERÇANTS — PMI, PME — PARTICULIERS
Contact : Henri BLUSTENNE - Tél. : (4) 426-83-14

COURS PRIVE A. FRESNEL

TERMINALES C, D

Effectifs raisonnables
Etudes du soir obligatoires
et surveillées par professeurs
Travaux pratiques
26, rue de l'Avenir
94170 LE PERREUX (RER, Bus)
Tél. 324-21-10

PRINTEMPS

Hausmann
Nation/Parly 2
Vélizy 2/Italie
Ternes



LE SCOOP DU JOUR!

650F

375F

LA PREMIERE LINGERIE CACHAREL

Peignoirs, robe de chambre, pyjama, chemises, sous-vêtements, serviettes, nappes, tableaux, rideaux, tapis, etc.

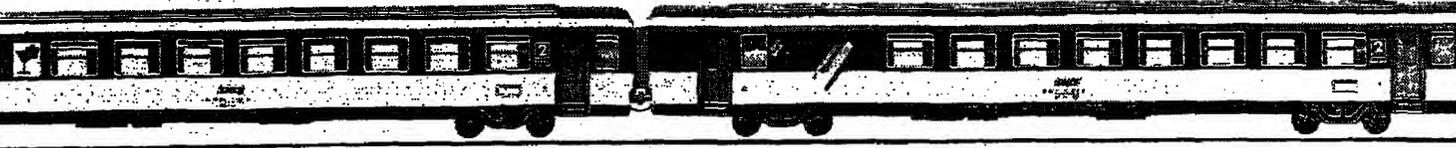
LES SCOOPS DU PRINTEMPS

LE TRAIN PART TOUTE LA FAMILLE ACCOMPAGNE JULIE A LA VOITURE ESPACE-ENFANTS

CHIC! ON A TOUT UN ESPACE POUR JOUER.

YOUPI! CETTE VOITURE-LA ELLE EST TOUTE PLEINE DE JEUX!

WOOOAAA!!! DES CUBES GEANTS UNE CASE A POULE...



PROCHE-ORIENT

Inflation record en Israël

(Suite de la première page.)

Il n'empêche que l'indice publié lundi, fut-il attendu, représente une indéniable contre-performance pour le gouvernement d'union nationale, la première en tout cas qui ne soit pas entièrement imputable à l'équipe précédente. Elle acquiesce d'autant plus de relief que la nouvelle coalition a pris un assez mauvais départ en matière économique.

Pendant des mois les Israéliens ont entendu les rumeurs du Parti travailliste leur rebattre les oreilles avec la nécessité d'appliquer un « plan d'ensemble ». Qu'il ait ou non ce discours préélectoral, l'homme de la rue est en droit de s'interroger aujourd'hui sinon sur l'existence d'un tel plan - après tout assez facile à coucher sur le papier - du moins sur les conditions de son éventuelle entrée en vigueur.

Alors pourquoi M. Pérès ne profite-t-il pas de sa formidable majorité parlementaire - 97 députés sur 120 - pour frapper, vite et fort, les trois coups annonciateurs d'une salutaire période d'austérité d'où l'économie sortirait dans six mois, dans un an, au plus, puis revigorer? Les réponses sont diverses et d'abord techniques. Quand on dirige un Etat dont les dépenses publiques sont aux deux tiers incompressibles, parce que affectées à deux chapitres quasiment intouchables - la défense et le service de la dette, - réduire le reste du budget de 5% comme cela vient d'être fait relève presque de l'exploit. On a pu voir la plupart des ministres, travaillistes en tête, si prompts hier encore à inviter les autres aux sacrifices, se cramponner à leur budget.

Et pourtant, sans véritables économies budgétaires, le gouvernement ne pourra pas dégager les ressources susceptibles de relancer la croissance et de redresser la balance des paiements. Les Israéliens ont pris l'habitude, dit-on souvent, de vivre au-dessus de leurs moyens et donc de consommer et d'importer trop. D'où le gel récemment décrété pour six mois sur les importations d'une cinquantaine de produits de luxe. La mesure est louable mais de portée modeste car Israël, société ouverte attachée au libre-échange, ne peut durablement se bloquer dans le protectionnisme, sauf à renier ses engagements internationaux et à bouleverser gravement les structures de son commerce extérieur.

Autre faiblesse : les travailleurs israéliens ont une médiocre productivité. Soit. Mais ils sont aussi le plus souvent fort mal payés. Pourquoi le fonctionnaire ferait-il du zèle? Il préfère, quand il le peut, devenir chômeur de taxi après les heures de bureau pour arrondir ses fins de mois. Le secteur public est hypertrophié. Chacun le déplore, mais aucun gouvernement ne peut ni ne veut « dégraisser » l'administration. On ne répètera jamais assez à quel point le chômage est tenu pour un fléau inacceptable dans un pays qui a pour vocation essentielle l'accueil des immigrants. On compte déjà 80 000 demandeurs d'emploi. Ils seront 100 000 l'an prochain. Il n'est donc pas question d'aggraver délibérément le mal. Voilà quelques blocages, parmi beaucoup d'autres, qui limitent singulièrement la liberté d'action de tout gouvernement, fut-il d'union nationale.

Il est d'autres contraintes. Que disent les travaillistes avant d'accéder au pouvoir? « Nous économisons un milliard de dollars sur les dépenses politiques en quittant le Liban et en gelant les implantations juives dans les territoires occupés. » Le Liban? Israël veut en partir mais ce ne sera pas chose faite, dans le meilleur des cas, avant six ou neuf mois. En attendant la guerre continuera, à peu de chose près, toujours aussi cher. Les implantations? Ou-

tre que les économies liées au gel de la colonisation sont difficiles à évaluer, les deux partenaires de la coalition semblent ne pas trop tenir à débattre d'une affaire qui les oppose.

« Utiliser la guillotine » ?

Tout cela ne suffit pas à expliquer les lenteurs et l'apparente indécision d'un gouvernement qui semble trop improviser. Mais M. Pérès n'est-il pas surtout tout simplement prisonnier des règles du jeu qui font l'originalité d'Israël au Proche-Orient? En économie comme en politique, les responsables israéliens cultivent le goût des négociations, des marchandages et des compromis chers à toute société démocratique. Les négociations sont souvent interminables et les compromis parfois boiteux, mais ils expriment tant bien que mal le rapport des forces en présence. « Maintenant il faut utiliser la guillotine », déclarait récemment M. Horowitz, l'ancien grand argentier devenu ministre sans portefeuille en évoquant la rigueur à tout crin dont il est partisan. La formule est cinquantaine mais bien peu conforme aux habitudes du jeu social israélien.

MM. Pérès et Modaf ont une tâche prioritaire : conclure un accord-cadre impliquant un gel pour six mois des salaires, des prix et des impôts. Les discussions pourraient reprendre la semaine prochaine après le retour du patron de la Histadrout, M. Israël Kassar, actuellement en voyage aux Etats-Unis. Malgré son appartenance au groupe parlementaire travailliste, M. Kassar se battra d'autant plus fermement pour la protection de l'emploi et du pouvoir d'achat des salariés qu'il voit se profiler à l'horizon un rival de marque en la personne du vice-premier ministre, M. David Lévy. On prête à celui-ci l'intention de favoriser lors des élections syndicales du printemps prochain une prise de contrôle par le Likoud de la Histadrout.

Les amis de M. Pérès font valoir qu'à l'avenir il n'a aucun intérêt à se voir voyager aux Etats-Unis le premier ministre est en bien meilleure posture pour amener la Histadrout à composition et que l'aide promise par Washington lui permettra

d'étrayer plus solidement son plan d'ensemble. Conclusion : M. Pérès a bien fait de ne pas trop se hâter. Il a même pu réserver une bonne surprise à ses collègues en leur annonçant lundi que l'administration Resnan lui avait offert spontanément un moratoire de six mois sur le remboursement des dettes israéliennes arrivant à échéance. Le moratoire pourrait se transformer au début de 1985 en une annulation pure et simple de ces créances. Ce geste américain permettra à l'Etat juif d'économiser la somme de 300 millions de dollars.

Quelques heures plus tard, le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, arrivait en visite officielle en Israël en vue notamment d'inventorier les besoins de l'armée pour les prochaines années. M. Pérès ne pouvait rêver une meilleure synchronisation.

Gouverner en douceur

Le chef du gouvernement a d'ailleurs l'air d'être satisfait de son premier mois de règne. En allant prudence et fermeté, il a trouvé le ton et la manière pour « gérer » sans trop de secousses le gouvernement d'union nationale tout en donnant à croire qu'il pratique le changement plus que la continuité.

La nécessité de dégager un consensus entre les deux principaux partenaires associés au pouvoir - Parti travailliste et Likoud - oblige à gouverner en douceur en ménageant les convictions et les susceptibilités de la droite. Mais cela ne l'empêche pas de chercher à s'imposer comme le véritable patron de l'équipe dirigeante et de vouloir imposer un nouveau style. Après tout, le compromis historique avec le Likoud n'a exclu pas, dans la mesure du possible, la fidélité au langage des travaillistes sinon à tout leur programme.

Cela peut prendre la forme de quelques glissements de vocabulaire, comme lorsque M. Pérès fit grimper M. Shamir l'autre soir à Washington, en évoquant la Cisjordanie et non la « Judée-Samarie » si chère au Likoud ; ou bien celle d'une omission tout aussi intentionnelle, aux dépens par exemple des accords de Camp David, seul cadre

d'un règlement de la question palestinienne pour M. Shamir et ses amis. Le tout est de savoir jusqu'où M. Pérès peut aller trop loin sans fusser les règles du jeu de l'union nationale.

C'est affaire d'intuition et de clairvoyance. Le premier ministre, réputé habile manœuvrier, aura plus d'une occasion, dans les prochaines semaines, de prouver qu'il possède l'une et l'autre. Sa marge de manœuvre vis-à-vis du Likoud est bien sûr fort étroite. On vient de s'en rendre compte à propos des perspectives de retrait du Liban. M. Pérès répliqua à l'envi depuis un mois que le dégelage du tourbillon libanais est le souci majeur et prioritaire d'Israël. Mais il est allé un peu plus loin, jeudi dernier, en déclarant à Washington que son gouvernement « prendrait une décision avant trois ou quatre semaines », les opérations de retrait s'étalant ensuite sur six ou neuf mois. L'annonce de M. Shamir, déjà rentrée à Jérusalem, manifestait aussitôt une « profonde surprise » à l'annonce d'un engagement dont il n'était pas informé.

M. Pérès s'en sortit avec une feinte innocence en observant qu'il « ne lui était pas interdit d'avoir des idées ». Certes, mais à condition - union nationale oblige - d'en faire part à ses alliés avant de les divulguer. A son retour en Israël, dimanche 14 octobre, M. Pérès a fait discrètement machine en arrière. L'état-major de Tshahal, a-t-il déclaré, soumettra avant trois ou quatre semaines divers scénarios de retrait au gouvernement, qui devra ensuite en débattre. Il n'est plus question de retrait à tout prix, dans ce même délai, une décision catégorique.

Cette mise au point devrait rassurer les généraux israéliens qui ont toujours redouté de se trouver en position de faiblesse parce que le pouvoir se serait lié les mains.

En théorie, les travaillistes et le Likoud poursuivent un même et double objectif : se retirer du Liban tout en garantissant à long terme la sécurité de la Galilée. Mais les démarches divergent sensiblement. M. Pérès insiste sur l'urgence du retrait, tandis que M. Shamir privilégie l'impératif de la sécurité. Le premier croit pouvoir « s'entendre sans négocier » avec Damas, le second en doute. L'un veut hâter le processus de retrait de manière irréversible, conformément à ses promesses électorales, l'autre préférerait obtenir de solides garanties avant de s'engager. Conscient que son pari optimiste pouvait être pris pour de la faiblesse ou de la naïveté, M. Pérès a souligné dimanche qu'Israël était en dernier ressort seul maître d'une décision de retrait, et ne la ferait pas dépendre des caprices ou des « faveurs » de Damas.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ASIE

Jacques Abouchar est apparu à la télévision soviétique

De notre correspondant

Moscou. - Une courte séquence de la « conférence de presse », au cours de laquelle Jacques Abouchar a été présenté, le 11 octobre, à Kaboul, « à des journalistes afghans et étrangers », a été diffusée, lundi soir 15 octobre, par la télévision soviétique. Le journaliste d'Antenne 2, fait prisonnier le 17 septembre dernier, paraissait en bonne santé. Il répondait calmement aux questions posées, mais ses propos n'étaient pas audibles.

Le commentaire accompagnant cette séquence a repris, pour l'essentiel, les éléments déjà avancés précédemment par les *investis*, le quotidien du soir soviétique, qui avait publié, le 11 octobre, une « interview » de Jacques Abouchar, ainsi que par l'agence afghane Bakhtar et par l'Ass.

Le journaliste français passera en jugement à une date qui n'est toujours pas précisée. Il est accusé d'être entré illégalement en Afghanistan, ce qu'il ne nie pas. Il admet également avoir en des contacts au Pakistan avec des représentants de la résistance. Le « franchissement

illégal » de la frontière et la « coopération avec la contre-révolution » sont les deux seuls griefs officiellement retenus contre lui par un responsable afghan, identifié comme un officier du service de sécurité. Tass et Bakhtar vont cependant plus loin dans leurs commentaires. « Il ressort des réponses d'Abouchar qu'il avait été chargé de pénétrer en Afghanistan afin de nouer des contacts avec les bandes et de procéder à une collecte d'informations, notamment celles dans le caractère est incompatible avec le métier de journaliste », estime l'agence soviétique, citant son homologues afghan.

L'affaire Abouchar semble donc se développer à deux niveaux. D'un côté, il devrait y avoir un procès « officiel » au cours duquel seraient officiellement évoqués les faits déjà cités, de l'autre, l'appareil de propagande afghan décrit le journaliste français comme un espion, sans toutefois employer directement ce mot.

DOMINIQUE DHOMBRES.

CORRESPONDANCE

La protection des journalistes en mission périlleuse

M. Philippe Bretton, professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans, nous adresse à propos du cas de Jacques Abouchar une lettre dans laquelle il écrit notamment :

Le sort de Jacques Abouchar (...) illustre tragiquement le problème de la protection des journalistes en mission périlleuse.

Cette notion figure pourtant dans un traité international, le protocole premier de Genève du 10 juin 1977, dit additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 sur la protection des victimes des guerres.

Ce document correspond à une initiative française. En 1970, M. Maurice Schumann, alors ministre des affaires étrangères, sensibilisé par la disparition au Vietnam de plusieurs journalistes, ayant été lui-même journaliste pendant la seconde guerre mondiale, proposa à l'ONU d'adopter un traité international sur la protection des journalistes en mission périlleuse. Cette idée fut appuyée par plusieurs Etats, mais la décision de réunir à Gênes, en 1974, une conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés internationaux et non internationaux, sur convocation de la Suisse, eut pour conséquence d'entraîner un transfert de compétence de l'ONU à cette conférence pour en discuter. Ce qui était à l'origine un véritable projet de traité devint finalement se réduire à un seul article, l'article 79, intitulé « mesures de protection des journa-

listes ». Ce texte établit sans contestation possible la qualité de personne civile au profit des journalistes, internationalistes en cas d'arrestation le droit d'être admis au bénéfice de la IV^e convention de Genève de 1949 sur la protection des personnes civiles.

Mais il paraît difficile que les autorités françaises puissent fonder leurs démarches en faveur de Jacques Abouchar sur ce texte car la France n'est pas partie à ce traité, alors qu'elle vient d'adhérer à l'autre protocole adopté simultanément, mais qui porte sur les conflits armés non internationaux et ne contient rien de tel. Quand bien même la France serait-elle liée par ce traité, cela n'aurait qu'une portée limitée dans la mesure où ni l'Afghanistan ni le Viet Nam n'ont ratifié ce traité international.

Peut-être, poursuit cependant notre correspondant, n'est-il pas inopportune de signaler au moins l'existence de ce texte, ne serait-ce que pour attester qu'il n'y a pas sur ce point de lacune du droit international.

Pour avoir en à défendre ce projet français en 1972, lors d'une conférence d'experts gouvernementaux sur le droit des conflits armés, l'auteur de ces lignes se contenta d'indiquer qu'à l'époque les réticences les plus vives venaient des Etats-Unis. On sait le rôle qu'ont joué plusieurs reportages impressionnants pour rendre la guerre du Vietnam impopulaire aux Etats-Unis (...).

Liban

L'élection à la présidence de l'Assemblée nationale donne lieu à une âpre bataille politique

Correspondance

Beyrouth. - Une âpre lutte pour la présidence de l'Assemblée nationale se déroule ce mardi 16 octobre à Beyrouth. Elle oppose le président sortant de la Chambre des députés, M. Kamel El Assad, à M. Hussein Hussein. Si naguère le président sortant, c'est-à-dire l'homme du régime en place, était réélu automatiquement, cette année, ce n'est pas le cas de M. Kamel El Assad et, surtout, il n'est pas l'homme de la Syrie devenue omnipotente au Liban depuis la non-ratification par Beyrouth, le 5 mars dernier, de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 censé par les Etats-Unis. Le président de la Chambre s'est brouillé avec M. Amine Gemayel et avec Damas parce qu'il était opposé à l'abrogation de l'accord du 17 mai soutenant qu'aucun substitut susceptible de conduire à un retrait israélien du Liban du Sud n'avait été trouvé, alors que la Syrie avait aidé à mettre à feu et à sang le Liban afin de le forcer précisément à dénoncer l'entente conclue avec l'Etat hébreu.

Certains de ces derniers estiment d'ailleurs que le camp chrétien trouverait quelque avantage à l'élection de M. Hussein, car celui-ci est susceptible de contrebalancer, au sein de la communauté chiite - à laquelle la présidence de la Chambre est réservée, - l'influence de plus en plus prépondérante de M. Nabih Berri, président du mouvement Amal et ministre dans le gouvernement Karamé... Il reste qu'entre M. Berri et M. Hussein, et bien que le premier ait remplacé le second à la tête du mouvement Amal, les choses ne pourront jamais aller vraiment mal, car M. Hussein est un fervent disciple de l'imam Moussa Sadr, fondateur d'Amal, disparu en Libye. Il avait refusé de se ranger, en août 1982, dans le camp parlementaire favorable à Bechir Gemayel et n'avait pas voté en faveur de l'accord de 17 mai.

ROGER GEHCHAN.

AFRIQUE

Maroc

La FIDH critique l'attitude des autorités à l'égard des grévistes de la faim en prison

Les autorités marocaines « se refusent à envisager toute solution humanitaire qui permette de sauvegarder l'intégrité physique des détenus (grévistes de la faim), déjà particulièrement atteints au plan de la santé », indique un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) publié lundi 15 octobre et rédigé à l'issue d'une mission effectuée par un délégué de la FIDH, M. Christian Rostockier, avocat au barreau de Paris, et un médecin membre de l'association Médecins du monde, M. Eric Cheysson. Ils ont séjourné au Maroc du 30 septembre au 6 octobre, soit jusqu'à la veille de la reprise de la grève de la faim de vingt-cinq détenus des prisons de Marrakech, Essaouira et Safi (le Monde du 9 octobre).

Arrêtés lors des émeutes de janvier dernier, les condamnés avaient observé en juillet et août une grève de la faim en vue d'obtenir le statut

de détenus politiques. Trois d'entre eux sont morts au cours de cette grève, qui a été suspendue le 4 septembre à la suite des assurances données par les autorités.

« Les autorités marocaines se refusent à prendre position de façon officielle, en termes clairs et précis, sur la suite qu'ils entendent donner aux demandes présentées par les grévistes de la faim », précise le rapport.

D'autre part, une délégation représentant plusieurs associations marocaines en France a été reçue par M. Hubert Vedrine, conseiller diplomatique de M. François Mit-

terrand, et lui a fait part de la situation et de la santé des détenus de Marrakech. Selon un communiqué publié par les « comités de lutte contre la répression au Maroc », l'entretien a porté également sur « l'aggravation de la répression politique au Maroc ; le sort des deux mille prisonniers politiques ; les disparus, dont le nombre avoisine le mille de personnes, ainsi que sur les atteintes aux libertés démocratiques (liberté de circulation, d'expression) qu'ont subies encore ces derniers travailleurs immigrés entrés au Maroc pour leurs vacances ».

LE CONFLIT SAHARIEN

Violents combats dans le secteur de Zag

L'armée marocaine a tué 176 maquisards du Front Polisario au cours de violents combats engagés samedi 13 octobre près de Zag, dans le nord du Sahara occidental, rapporte ce mardi l'agence marocaine MAP.

Selon l'agence, les maquisards sahraouis ont lancé à l'aube une attaque contre les lignes de défense s'effondrant. Les pertes marocaines se sont élevées à 37 morts.

« De violents combats, particulièrement intenses, ont donné lieu souvent à des corps-à-corps... Les forces armées royales ont aussitôt accueilli les groupements ennemis à battre en retraite, abandonnant sur le terrain un nombre élevé de morts et de blessés, ainsi qu'un matériel nombreux et divers », écrit MAP.

Pour sa part, dans un communiqué publié à Alger, le « ministère sahraoui de l'information » avait annoncé le début de « l'offensive Grand Maghreb » et assurait avoir « investi quatre points d'appui des forces armées royales dans la ceinture entre Khachyine et Z'Moul Niran, au sud-est de Zag ». Le Polisario affirme, ce mardi soir « mis hors de combat 295 soldats marocains, dont 75 tués ».

L'annonce de cette nouvelle offensive intervient après une relative accalmie de près de deux ans, marquée par des opérations de harcèlement et quelques violents accrochages tendant à retarder la progression du « mur » en direction d'Angala, au début de cette année. Elle survient aussi un mois avant le vingtième anniversaire de l'OUA à Addis-Abeba. — (AFP).

PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE
Prix étudiés - Livraisons rapides
ELYSÉES Sces
53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris Tél. : 270618 FLY 211

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953
POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :
• FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
• MÉTHODOLOGIE DE LA DISSERTATION
• MISES À NIVEAU EN LANGUES VIVANTES
• OUVERTURES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN
ENTRÉE EN AP
ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
SESSIONS SEMESTRIELLES COURS DU SOIR
AUTOUR : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 224.10.72 +
TOULIAC, 83 av. Châteauneuf 75013 Paris
Tél. 585.57.55 +

COURRIER ÉLECTRONIQUE : TÉLÉPHONEZ VOS LETTRES. TEMPS MICRO
LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
Sortie du n°2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

Afghan

Dans un premier article, Omar Rey a montré comment le soldat afghan remplit ses devoirs de soldat, mais aussi les difficultés nouvelles auxquelles se heurtent les tentatives d'unité des divers mouvements de guerrilla. (Le Monde du 10 octobre.)

Le commandant Hamid Karzai de la résistance afghane a été tué par les troupes soviétiques. Le commandant Karzai a été tué par les troupes soviétiques. Le commandant Karzai a été tué par les troupes soviétiques.

Le président afghan a été élu. Le président afghan a été élu. Le président afghan a été élu.

مكتبة المجلد

ASIE

Afghanistan : les résistants de l'an V

II. - L'influence de l'Iran

par OLIVIER ROY (*)

Dans un premier article, Olivier Roy a montré comment la résistance afghane tenait tête, par de meilleures techniques de combat, à l'intensification de la guerre menée par les troupes soviétiques, mais aussi les difficultés nouvelles auxquelles se heurtaient les tentatives d'unification des divers mouvements de guérilla (le Monde du 16 octobre).

dizaines de milliers de jeunes Hazaras partis travailler en Iran. Tout le problème est de savoir s'ils vont réussir à s'implanter durablement dans une population restée très traditionnelle.

dehors du Hazarajat, sur la frontière iranienne, les petits groupes chiites équivalents sont appelés Hezballah, comme le groupe de Qari le mouchet à Héral. Une autre organisation hazara beaucoup plus ancienne est le Nasr, formé surtout d'anciens étudiants militants depuis l'époque du roi Zâher. Si le Nasr se réclame du khomeinisme, il se veut strictement afghan et refuse l'intégration aux pasdaran. Des tensions sont apparues entre le Sepah et le Nasr, et celui-ci semble amorcer une ouverture en direction des groupes plus modérés et du Pakistan.

A court terme, cette volonté de privilégier la révolution interne par rapport à la lutte contre les envahisseurs dresse les khomeinistes contre la plupart des partis de la résistance, tant chiites que sunnites. L'influence iranienne contribue ainsi, pour le moment, à brouiller les cartes.

Mais dans le long terme, les choses sont moins évidentes. Quelles que soient les ambiguïtés du mouvement khomeiniste, il a deux atouts par rapport à l'ancienne direction de la shura : il offre une idéologie et il dispose de cadres. Le dynamisme du mouvement est un obstacle à la stratégie soviétique, qui mise sur la lassitude de la population et sa dépolitisation. L'inquiétude des Soviétiques se marque par la violence récente de leurs attaques contre les groupes prokhomeinistes, même si à court terme ils profitent de la paralysie du Hazarajat. Si l'expansion des mouvements radicaux se confirme et si l'Iran parvient à en garder le contrôle, il lui faudra faire un choix. Ou bien une sorte de république autonome chiite se crée dans le Hazarajat et établit un *modus vivendi* avec le régime de Kaboul, ou bien l'Iran va se trouver de plus en plus impliqué dans le conflit afghan, ce qui ne manquera pas de modifier le rapport de forces en faveur de la résistance (et en faveur des chiites à l'intérieur de la résistance).

De toute façon, il est inévitable que l'Iran entre tôt ou tard dans le jeu, ne serait-ce que par nécessité géopolitique, donc indépendamment des questions d'idéologie, même si ce changement est conditionné par la fin du conflit avec l'Irak et par des modifications dans les sphères dirigeantes. Le Pakistan, qui se sent très isolé, n'est d'ailleurs nullement hostile à ce retour de l'Iran sur la scène, qui briserait ainsi le face-à-face de plus en plus tendu entre lui-même et l'URSS, appuyée par l'Inde. Le paradoxe est donc que, au moment où le principal soutien de la résistance, le Pakistan, se pose ouvertement la question d'un règlement politique, un autre protagoniste se profile à l'horizon, autrement plus redoutable pour les Soviétiques. Le risque est que la résistance soit exsangue lorsque l'Iran se décidera à la soutenir plus ouvertement.

FIN

Mollahs de choc

Au bazar de Ghujur, près de Jaghori, le parti Nasr a ouvert une bibliothèque où l'on trouve un rayon enfants (avec plus de contes et légendes que de propagande) et un département femmes, ce qui en dit long sur l'évolution des mentalités. On rencontre souvent, dans des villages perdus en pleine montagne, de jeunes mollahs de choc, récemment formés en Iran et dont le niveau intellectuel tranche par rapport au conservatisme borné de leurs aînés. On voit aussi des Afghans qui ont passé plusieurs années parmi les Gardiens de la révolution en Iran revenir comme cadres du mouvement. En ce moment même, des centaines de jeunes Hazaras se battent sur le front irakien ; et il n'est pas rare de voir affiché sur les mosquées de village un appel à la commémoration de la mort d'un « martyr » tombé sur ce front lointain.

Le Hazarajat a toujours pratiqué le mimétisme envers l'Iran ; les mêmes auberges qui affichaient aujourd'hui le portrait de Khomeiny exhibaient celui du shah il y a dix ans. Le clergé chiite était formé à Qom ou à Karbala en Irak ; depuis la guerre entre l'Iran et l'Irak, il est exclusivement formé à Qom. On sait que ce clergé est bien plus hiérarchisé que son équivalent sunnite ; l'esprit de corps y est très fort. Les mollahs chiites d'Afghanistan gardent un contact étroit avec leurs professeurs iraniens, et bien des citages politiques à l'intérieur de la communauté hazara s'expliquent par les rivalités entre les différents *mujtahads* (professeurs habilités à pratiquer l'effort d'interprétation) iraniens, voire irakiens par disciples interposés.

Mais, même à l'intérieur de la mouvance khomeiniste, il y a des dissensions évidentes, qui semblent refléter les luttes de tendances en Iran. L'organisation la plus puissante, et la plus récente, est le Sepah-e pasdaran, formé sur le modèle des Gardiens de la révolution, dont elle a pris le nom : elle est intégrée de fait à l'organisation iranienne. Armes et entraînement sont fournis par l'Iran, et l'action est directement supervisée par l'état-major des pasdaran iraniens. En

L'opposition aux khomeinistes est très hétérogène : on y trouve les débris de la shura, les notables traditionnels et un parti qui se réclame aussi de la révolution islamique, le Harakat-e Islami, qui voit sa cote monter (à ne pas confondre avec son quasi-homonyme sunnite, le Harakat-e enqelab-e islami). Dirigé par le plus prestigieux chef religieux chiite afghan vivant, cheik Assef Mohseni, ancien disciple de l'ayatollah Khuy, le Harakat-e islami est le seul parti chiite à ne pas être exclusivement hazara (son chef est pach-toune). Il recrute aussi bien dans les minorités chiites urbaines que dans le pourtour du Hazarajat, où il est bien implanté. C'est, depuis deux ans, le seul parti chiite à se battre réellement contre les Soviétiques. Il collabore étroitement avec le Jamiat, dont la structure et le recrutement sont similaires côté sunnite.

Pas de confrontation avec l'URSS

Y a-t-il une politique iranienne cohérente par rapport à l'Afghanistan, et quels sont les risques de confrontation entre les éléments les plus pro-iraniens et les Soviétiques ? L'implication de l'Iran aux côtés de la résistance afghane est de plus en plus grande : les armes sont désormais autorisées à transiter par le territoire irakien, et les groupes chiites reçoivent directement des livraisons d'armes légères. D'autre part, on constate un raidissement de l'Iran par rapport à l'URSS, dont la presse, depuis un an et demi, dénonce avec virulence les « ingérences » iraniennes sur la frontière afghane ; l'imam Khomeiny est ouvertement critiqué par la presse de Kaboul.

Cependant, la question afghane reste secondaire, pour les Iraniens, par rapport au conflit avec l'Irak, et il n'est pas question de s'investir dans une confrontation même indirecte avec l'Union soviétique. Ce qui intéresse l'Iran, c'est surtout le contrôle des minorités chiites à l'extérieur du pays. Tout se passe comme si les dirigeants de la révolution islamique considéraient que cette révolution s'adresse en priorité aux chiites, qui sont l'objet essentiel de leur propagande. Cette transition de la minorité chiite passe donc par une « révolution » qui n'est pas seulement idéologique : il est à la mode, chez les militants hazaras, d'adopter l'accent et la tenue iraniens (treillis et barbe de quelques jours).

(*) Chercheur au CNRS.

Conditions spéciales SALON DE L'AUTO Offre valable jusqu'au 31 octobre



Stock permanent de 500 véhicules

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro: Mairie de St-Ouen

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

UNE BRÈCHE DANS LA MOROSITÉ.



Dynamiques, Performants, Créatifs, les Preneurs d'Ordre présents au MIDEST sont à la pointe de la Technologie et du Savoir-faire.

VENEZ CHOISIR VOTRE PARTENAIRE AU MIDEST du 22 au 26 octobre 84, Parc des Expositions - Lyon-Chaiseau

A envoyer à MIDEST - Boite Postale 893 - 54001 NANCY CEDEX - Tél. (0) 33.09.01 - Telex MO 096

Le titre _____
 Rue _____
 Code Postal _____
 Attention à _____

COUPONS REMISES

dépoter(0) MIDEST 84
 exemplaire(0) du catalogue (cette offre de 10 FF est réservée aux clients de l'ICM 84)
 feuille(0) réduction 20 % SNCF

carte(0) d'invitation gratuite(0)
 programme(0) des Human Resources Management
 brochure(0) réduction Ad-4/82
 documentation MIDEST 85 (PARIS 26 ou 29 novembre 85)

DES OUTILS POUR ORGANISER VOS IDÉES. TEMPS MICRO
 LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
 Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

Pendant l'hiver 84/85, la S.N.C.F. met en service des trains* (de nuit, de jour), spécialement étudiés pour faciliter votre voyage en famille. Par exemple, les trains familles de jour circulent sur 12 relations* aller-retour : De Paris vers Brest, Brive, Hendaye, La Rochelle, Nantes, Port-Bou, Quimper et vice versa ; au départ de Bordeaux vers Lyon et Marseille et vice versa ; au départ de Hendaye vers Nice et vice versa. Ils comportent les aménagements suivants :

- coin nurserie avec table à langer ;
- prise chauffe-biberons ;
- pour les plus grands, la voiture «espace enfants». Le tout entièrement gratuit.

Vous y trouverez aussi un service de restauration adapté aux besoins des enfants, et la possibilité de réserver, moyennant un forfait modique, un compartiment pour toute votre famille. Vos enfants de moins de 4 ans, grâce au tarif «bambin» (réduction de 75% sur le prix du billet adulte), bénéficient d'une place à part entière. Renseignez-vous dans les gares et agences de voyages.

* Sur certains trains et certains jours.

SNCF

LE TRAIN. DU BON TEMPS A BON PRIX.

... ET DES MIROIRS DÉFORMANTS.

ALLEZ LES ENFANTS PRÉPAREZ-VOUS ON ARRIVE !!!

OH NON! ON S'AMUSE TROP BIEN!

ON ARRIVE JULIE SE TROUVE SI BIEN QU'ELLE NE VEUT PLUS DESCENDRE DU TRAIN FAMILLE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'ouverture de la discussion budgétaire

La discussion du projet de loi de finances pour 1985 devait commencer mardi 16 octobre à 16 heures à l'Assemblée nationale. Le débat budgétaire sera l'occasion, pour les députés communistes qui jugent ce projet de budget « mauvais », de concrétiser par un vote la situation nouvelle dans laquelle ils se sont placés vis-à-vis du pouvoir socialiste.

communistes ne sont pas les seuls parlementaires de gauche à manifester quelque réticence à l'égard de ce projet de budget. Si au sein du groupe parlementaire socialiste le projet n'est pas globalement contesté (une fois réglée la question du prélèvement de 3 milliards de francs sur les avances de l'Etat aux collectivités locales), le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Christian Goux, tout comme le CERES, notamment par la voix de M. Jean-Paul Planchou, député de Paris et membre de la commission des finances, réfute la logique de la baisse des prélèvements obligatoires.

bre), se prononce pour une limitation du déficit budgétaire à 100 milliards de francs (en francs courants), et ce pour cinq ans, M. Planchou, dans l'entretien qu'il nous a accordé, précise au contraire un supplément de déficit budgétaire comme instrument de relance des investissements au service de la croissance. M. Planchou, qui avait déjà constaté, lors des journées parlementaires du PS (le Monde du 29 septembre), que ce projet de budget représentait une « pause » dans la lutte des socialistes pour la justice sociale, émet ici des réserves sur l'efficacité proprement économique du projet de budget.

J.-L. A.

La réforme du droit des faillites

L'Assemblée nationale, lundi 15 octobre, a adopté en deuxième lecture les projets de loi, en provenance du Sénat, relatifs au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (le Monde des 7, 8-9, 11, 12, 13 avril et 7, 8, 10-11, 14 juin).

Ces deux projets représentent le deuxième et le troisième vote de la réforme du droit des faillites engagée par M. Robert Badinter, ministre de la justice. Dans les deux cas, socialistes et communistes ont voté pour, l'opposition, représentée pendant tous les débats par un seul député, M. Serge Charles (RPR, Nord), choisissant l'abstention.

M. Charles s'est demandé, à propos du texte sur le redressement et la liquidation des entreprises, si ce projet - conçu dans l'euphorie de l'état de grâce [et en portant] les stigmates (...) dernier de la grande vague de réformes socialistes, ne devrait pas faire lui aussi l'objet d'une certaine autocritique. M. Charles a donc demandé à M. Badinter d'accepter « de le remettre à l'étude, éventuellement en le retirant provisoirement de l'ordre du jour, afin d'en revoir l'équilibre général ».

Apparavant, M. Gérard Grouzet (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur du projet pour la commission des lois, avait souligné que le texte « n'a pas vu son économie générale modifiée par le Sénat », et avait invité l'Assemblée à adopter, dans le texte de la Haute Assemblée, plus d'une dizaine d'articles à propos desquels les deux Assemblées n'avaient pas eu de désaccords. « Fondamentaux ». En revanche, la plupart des modifications de fond introduites par le Sénat ont été écartées. Les députés ont, notamment, rétabli l'automatisme de la procédure simplifiée pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Le second texte, qui supprime la profession de syndic, a, lui aussi, été rétabli, pour l'essentiel, dans les dispositions votées par les députés en première lecture.

L'Assemblée a enfin adopté, en première lecture, l'opposition n'étant pas représentée dans l'hémicycle au moment du vote, un projet de loi (modifiant l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958) sur la domiciliation des entreprises. Ce projet a pour but d'alléger les obligations de domiciliation auxquelles sont soumises les entreprises nouvellement créées.

J.-L. A.

M. Planchou (PS) : il faut accroître le déficit du budget pour soutenir l'investissement

« Le projet de budget pour 1985 est présenté par M. Christian Piret, rapporteur général, comme inspiré avant tout par un souci d'efficacité économique. Quel est votre sentiment à ce propos ?

Globalement, je crains que l'effet récessif, dû à la réduction des dépenses, soit plus fort que la dynamique de consommation qui devrait, normalement, résulter de la diminution des charges.

A priori les ménages les plus aisés désuiteront une part des possibilités qui ne leur seront pas prélevées et les entreprises chercheront, en cette période de basse conjoncture, à conforter leur trésorerie. Au surplus il ne faut pas sous-estimer le risque pervers d'une relance d'importations de produits de haut de gamme.

Fondamentalement, ce sont les financements des activités d'avenir qui dans ce budget ne sont pas à la hauteur des objectifs industriels précédemment affichés. Or les engagements financiers publics concernent, par exemple, la filière électronique qui le plus productif de nos jours.

Bref, il faudrait que ce budget suscite une impulsion spécifique.

Sous quelle forme ?

Il n'y a qu'une solution. Moins réduire les dépenses que les recettes et consacrer cette marge de manœuvre à financer l'investissement productif dans les branches prioritaires. Au vu des objectifs à atteindre, c'est un effort budgétaire d'un ordre de grandeur de 15 milliards de francs environ qui serait nécessaire pour allouer des dotations nouvelles aux entreprises nationalisées dans les secteurs d'avenir, accroître les aides et les crédits industriels bonifiés qui stagnent, notamment au profit de plans sectoriels comme la production de la machine-outil, et conforter également les capacités du Fonds industriel de modernisation.

L'économie française est aujourd'hui enfermée dans un régime de croissance ralentie, inférieure pour les années à venir à celle de ses principaux partenaires. Ce qui ne lui permettra pas de surmonter.

Le groupe de la Gauche démocratique réadmet les sénateurs MRG. Les douze sénateurs radicaux de gauche ont rejoint le groupe de la Gauche démocratique que préside M. Jacques Pélissier et qu'ils avaient quitté, en mai dernier, pour constituer celui du Rassemblement démocratique, en vue de soutenir aux élections européennes la liste ERE conduite par MM. Stirn, Lalonde et Doublin. Le Rassemblement démocratique avait disparu au début du mois (le Monde du 5 octobre) du fait du départ de l'un de ses quinze membres (chiffre minimum pour créer un groupe au Sénat), M. Pierre Jeambrun (UDF-RAD, Jura).

Transfuges du groupe socialiste au Rassemblement démocratique, M. Marc Plantegenest (Saint-Pierre-et-Miquelon) s'est de nouveau apparenté au PS, tandis que M. Gilbert Baumet, président du conseil général du Gard figure parmi les non-inscrits.

Les rapatriés et l'Algérie. M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, reçu à l'Élysée par la conseillère du président de la République chargée des questions de rapatriés, a souligné, avant le voyage que doit faire M. Mitterrand à Alger, « la situation angossante des Français d'Algérie bloqués sur leur terre natale ».

On peut financer ce supplément de déficit sans alourdir gravement la dette publique en plaçant auprès des banques qui ont des capacités d'emplois actuellement disponibles des bons du Trésor au taux de l'inflation. En contrepartie, les banques se verraient accorder une sortie conditionnelle et sélective de l'encadrement et pourraient profiter de l'instauration progressive d'un système de réserves obligatoires rémunérées.

Il y a, en outre, une marge financière, limitée mais réelle, que l'on pourrait sensiblement accroître sans aggraver la dette publique, en actualisant et en révisant les dispositions de la loi Giscard de 1973 sur les avances de la Banque de France au Trésor qui sont malles aujourd'hui.

Quant aux effets sur le commerce extérieur, il est vrai que tout effort d'investissement industriel se traduit par des importations accrues de biens d'équipement professionnels. Ce sont les maillons manquants

de notre tissu productif, pourtant si nécessaires à sa modernisation. Il est significatif à ce propos qu'avec la croissance, cette année, de l'investissement industriel s'éloigne la perspective d'un rétablissement rapide de la balance commerciale. C'est sans doute le prix à payer pour un développement ultérieur plus autonome.

WALL STREET SUR ÉCRAN. TEMPS MICRO. LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE. Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

IS THE IRON LADY BOMB-PROOF ?

Newsweek Betraying The Mafia. An Informer In the Family Touches Off An International Manhunt. Tommaso Buscetta In Custody.

Outside views. Inside information.

LE CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE POINCARÉ CÉLÉBRÉ PAR M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing, député UDF du Puy-de-Dôme, a participé, lundi 15 octobre, à un « dîner chronométré » offert par la fédération de la Meuse du Parti républicain à Sampigny, où Raymond Poincaré est mort il y a cinquante ans.

L'ancien chef de l'État a retracé la carrière de celui qui, né à Bar-le-Duc en 1860, fut président de la République de 1913 à 1920, puis sénateur et plusieurs fois président du conseil entre 1922 et 1929.

Il a ajouté : « Comme Raymond Poincaré, j'ai été président de la République. Comme lui, je reviens à l'Assemblée parlementaire dans l'état légal. L'analogie peut-elle aller plus loin ?

« Laissons là ces jeux qui ignorent la bouillonnante des époques et le profond changement des institutions. L'important, aujourd'hui, ce ne sont pas les personnes mais les problèmes à résoudre.

« L'obsession de l'élection présidentielle a bouleversé le débat politique en le centrant sur de vaines compétitions de personnes, alors que des problèmes aussi obstinés que le chômage et l'appauvrissement de la France frappent quotidiennement à notre porte. Assez de questions de personnes, place enfin aux idées et aux solutions.

« Le nouveau député a continué : « La création de nouveaux emplois n'aura lieu que si notre machine économique redémarre. Pour cela, l'union doit se faire autour de la volonté de redressement. Sans un rassemblement de toute l'opposition, il sera impossible de faire face aux échéances, de gouverner et de redresser le pays.

Selon M. Giscard d'Estaing, « l'option à proposer aux Français est celle d'un libéralisme clair et net adapté aux réalités économiques et humaines des temps modernes ». « Union et libéralisme, sont donc, pour l'ancien président, « les clés du choix à venir des Français ».

Newsweek Traduction du texte inséré ci-dessous : « La dame de fer est-elle à l'abri des bombes ? »

Contradictions. LES SOC. « CAN ». LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE POUR LA 1ère FOIS L'INFORMATIQUE SOUS TOUS SES ASPECTS. 42,50 F EN LIBRAIRIE. HATER.

صك من القرآن

LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

SUR EUROPE 1

Contradictions

De quelles perspectives de pouvoir dispose le Parti communiste ? Il n'en a plus depuis qu'il a quitté le gouvernement, estime M. Lionel Jospin. La direction du PCF veut « battre la droite », mais refuse de gouverner à gauche parce qu'elle affirme que les socialistes ont traité. Le constat du premier secrétaire du Parti socialiste est fort ennuyeux pour une formation politique qui s'inscrit toujours dans la ligne de conquête du pouvoir par des voies démocratiques.

Il en tire aujourd'hui une conclusion, le même qu'en 1977 lorsque avaient été rompus les négociations sur l'actualisation du programme commun : le PCF, par son comportement, prend le risque de laisser le champ libre au seul autre choix possible, la droite.

Il est difficile, dans ces conditions, d'exercer le pour de l'échec », entrepris dans laquelle M. Jospin s'est engagé le week-end dernier lors d'un séminaire qui réunissait les premiers secrétaires fédéraux de son parti. Il ne faut pas « poser de façon dramatique le problème de 1988 », dit-il. Ce souci répond apparemment à celui exprimé par le président de la République, qui traite, sur un mode plaisant, d'un « autre scénario possible », et qui envisage, sans se démonter, que l'alternance réussie en 1981 puisse se reproduire, en sens inverse, à la prochaine occasion. Le socialisme, remarque M. Jospin, est une « perspective historique ». De cela, la direction du PCF est bien d'accord, même si elle ne s'agit pas du même socialisme et même si, au dire de M. Fiterman, elle ne s'inscrit pas dans une « logique de l'échec ».

C'est bien la première fois depuis le début de la V^e République qu'un pouvoir et ceux qui le soutiennent dédramatisent les échéances nationales auxquelles ils devront faire face. Cette technique nouvelle méritait d'être publiquement expliquée, faute de quoi elle risque de provoquer des effets démotivateurs dont les socialistes, à l'évidence, n'ont pas besoin.

D'autant qu'elle est en apparence contradictoire avec tout le mal que M. Jospin pense de la droite et de ses chefs de file. Ces derniers sont, selon lui, engagés sur une pente qui les conduit à abandonner leurs perspectives d'action telles qu'elles ont été inscrites dans l'histoire à la Libération. La droite, affirme M. Jospin, gèrera à droite des structures héritées de la gauche - planification, secteur public, Sécurité sociale - sous la direction d'un homme, le général de Gaulle, « qui a été à la tête d'un mouvement progressiste ». La droite, selon lui, revient à ses « vraies valeurs », celles qui se sont épanouies sous le pétainisme et dans la collaboration.

L'analyse n'est pas nouvelle. Elle avait été développée lors d'une réunion du bureau exécutif du PS, en janvier 1983, et, à la même époque, M. Paul Quilès affirmait que le programme économique et social du RPR ramené des Caste-Junis dans les bagages de M. Chirac, est « le plus à droite jamais élaboré depuis Vichy ».

Cela rappelle l'époque où M. Jacques Chirac divisait le monde politique français en « vichystes » et « résistants », et classait M. Giscard d'Estaing dans la première catégorie. Le socialisme, pour lui, était la soumission. Pour la gauche, c'est aussi la revanche de la droite sur les « désordres » du Front populaire.

Comparer un comportement politique actuel à celui du maréchal Pétain, c'est une fameuse injure, une de celles qui limitent le débat politique, le crispent outrageusement et sont portées de contradictions. Faut-il vraiment dédramatiser 1986 si la France court le risque d'être dominée par les « valeurs » de la « collaboration » ?

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Fiterman dénonce la « concentration des pouvoirs au plus haut niveau de l'Etat »

Invité de l'émission de Jean-Pierre Elkabbach, « Découverte », sur Europe 1, le lundi 15 octobre, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, ancien ministre des transports, a confirmé qu'il avait eu, en 1983, l'intention de quitter le gouvernement. M. Fiterman a précisé que cette question s'était posée en liaison avec la préparation du budget pour 1984, et que, finalement, la « discussion » avec le premier ministre et avec le président de la République avait « permis d'aboutir à une solution acceptable ».

M. Fiterman a exprimé sa solidarité avec ceux dont les espoirs ont été déçus depuis 1981. « Moi, personnellement, je n'ai pas été déçu ; je n'avais aucune illusion », a-t-il dit. M. Fiterman a souligné la « concentration des pouvoirs au plus haut niveau de l'Etat » sous la V^e République. « Le président de la République, a-t-il dit, est amené à décider d'un nombre incalculable de choses (...) de presque tout ; le premier ministre ne décide que de ce que le président de la République lui délègue (...) ; les ministres, sauf peut-être celui de l'économie et des finances (...), ne jouent pas un rôle politique suffisant. Quant au Parlement, ses pouvoirs sont presque réduits à rien du tout ; cela relève du faux semblant ».

Selon M. Fiterman, « une des raisons de l'échec qu'on peut constater (...) est que l'on ne peut pas s'attaquer à des difficultés aussi grandes, mettre en œuvre les réformes profondes qui sont nécessaires si on ne fait pas appel aux gens (...), si on ne mobilise pas les forces vives de ce pays ». Or, a-t-il ajouté, il faut bien constater que les institutions ne vont pas dans ce sens et que la pratique institutionnelle n'y va pas non plus. « L'ancien ministre s'est déclaré d'accord avec « l'idée d'une sorte de président arbitre », qui « laisserait au gouvernement le soin de gouverner ». « Il faut une démocratisation des institutions », a dit M. Fiterman.

« La majorité ? Pas d'histoires : à partir du moment où nous n'avons aucune responsabilité dans la direction, la gestion des affaires de ce pays, nous ne sommes pas dans la majorité », a affirmé M. Fiterman. Il a ajouté : « Cette politique est mauvaise, et la France perdra avec cette politique. Le courage (...) c'était de s'attaquer aux privilèges (...) qui font la crise actuelle (...) ».

Réunis en séminaire

LES SOCIALISTES VEULENT « CASSER LA LOGIQUE DE L'ÉCHÉC »

Les premiers secrétaires fédéraux du PS se sont réunis en séminaire à huis clos dans la région parisienne, du vendredi 12 octobre au dimanche 14 octobre.

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, chargé des fédérations, qui rendait compte des travaux de ce séminaire lundi 15 octobre, a indiqué qu'au cours de cette réunion « sans précédent », les socialistes ont « recherché les moyens d'améliorer l'efficacité du PS, et probablement aussi de le moderniser ». Ce séminaire a permis aux socialistes de « casser une espèce de logique de l'échec ». Selon M. Delanoë, « il y en avait besoin ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a ouvert les travaux en proposant une réflexion autour de six questions : les élections de 1986 ; l'identité du PS est-elle aujourd'hui en cause ? Quel type de rapports avec le gouvernement d'ici à 1986 ? Comment rassembler l'opinion pour gagner ? Comment rassembler les militants ? Qu'attendre de la direction du PS ?

M. Delanoë a admis que les militants socialistes las de « prendre des coups dans la gueule », ont parfois la tentation de se taire.

« M. Barre est un élément de désordre » affirme M. Jospin

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé lundi 15 octobre, lors de l'émission de France-Inter « Face au public », a déclaré, à propos de M. Raymond Barre : « M. Barre est un élément de trouble et de désordre dans la vie politique française. C'est un homme qui aime apparaître comme un modéré, comme un homme d'ordre, et ce n'est pas la réalité de sa position. (...) Ce n'est pas un homme audessus des partis, puisque, actuellement, ses partisans sont engagés dans une bataille féroce pour tenter de couronner l'UDF. (...) C'est un homme qui veut créer un peu d'instabilité dans le système politique français ».

M. Jospin, qui a affirmé que « la plus grande transformation de la France actuellement » n'est pas la transformation de la gauche mais celle de la droite, a expliqué : « Depuis 1958, la droite au pouvoir a géré à droite une France faite par la gauche. Cette France a été faite par la gauche dans les années 1936 - Front populaire - et dans les années 1944-1946, lorsque nous sommes sortis de la Résistance. La droite a accepté ce qui a été fait à ce moment-là (...) toute une série de dispositions économiques et sociales qui ont fait la France du lendemain de 1945. La droite a géré cette société à droite d'une façon conservatrice, mais sans remettre en cause cette France qui j'allais dire de gauche. Et elle l'a fait parce que, avec ce qui s'était passé dans la période intermédiaire, c'est à dire entre 1939-1940 et 1943, époque éponymique des valeurs traditionnelles de la droite, sous le pétainisme et aussi dans la collaboration, il n'était pas possible pour elle de se lier à ces valeurs. Ce

qui est en train de se passer sous nos yeux, (...) c'est que la droite est en train d'affirmer qu'elle veut gérer à droite une France de droite, une France fondée sur ses principes (...). Tout ce qu'écrivait la droite actuellement sur la remise en cause de l'Etat, de son rôle dans l'économie, sur la remise en cause des valeurs d'égalité et de solidarité pour prôner le libéralisme et l'individualisme à tout crin, tout ce qu'elle dit sur l'école, la remise en cause de l'école publique, tout cela fait que la droite française (...) me paraît une droite régressive (...). D'une certaine façon elle remonte l'histoire à reculons. Elle retrouve une tradition de droite qui est la tradition de la Restauration et elle revient, dans certains domaines, à ce que sont les vieilles valeurs conservatrices, notamment celles du pétainisme. Et même quand il s'agit de l'école (...), elle revient, à la limite, avant même 1914, c'est-à-dire sur les fondements mêmes de la République en France ».

Le premier secrétaire du PS a ensuite évoqué les relations de son parti avec le PC pour affirmer : « Le principe de la discipline républicaine de l'union (...) derrière le candidat de la gauche le mieux placé reste pour les dirigeants du Parti socialiste (...) une nécessité absolue ». M. Jospin a ajouté : « Nous craignons que la seule alternative politique que puisse présenter le Parti communiste au monde du travail ne soit le retour de la droite (...). Vous ne pouvez pas avoir, vous, dirigeants du Parti communiste, une perspective de pouvoir qui vous soit propre ».

Enfin, à propos de la réforme électorale, M. Jospin a indiqué : « Je ne pense pas qu'on puisse dire que la position du PS est la proportionnelle intégrale, mais c'est une proportionnelle assez généralisée (...). On peut modifier cette position, je suis prêt à discuter ».

Nous étions prêts à le faire. C'est parce qu'on n'a pas voulu le faire qu'il [nous] a fallu partir ».

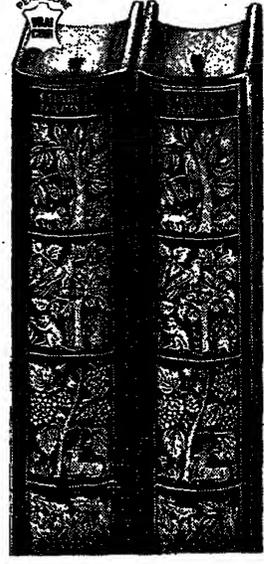
« La victoire de l'opposition ? On verra en 1986. On n'y est pas », a dit M. Fiterman. Il a précisé : « Nous ne nous situons pas dans une perspective d'échec ». L'ancien ministre a affirmé qu'« il n'y a pas de querelle d'hommes » au sein du PCF. Il a ajouté : « Accuser Georges Marchais des difficultés que le Parti connaît actuellement, ce serait vraiment un peu facile ». Après avoir souligné les « grandes qualités » de M. Marchais, M. Fiterman a affirmé que le secrétaire général du PCF « est aussi un novateur : c'est lui qui a dirigé toutes les évolutions de la politique du Parti depuis dix ans ».

« Dans ces conditions, les attaques, la campagne de l'adversaire contre lui, sont liées à ces qualités qui lui sont propres », a dit M. Fiterman. Un parti qui céderait à la pression qui s'exerce actuellement en ce domaine serait un parti qui s'abaisserait. Je pense que notre parti ne le fera pas, et que Georges Marchais est le mieux à même de conduire la politique qui a été inaugurée avec nos trois précédents congrès, et qu'il faut développer. C'est pour cela que je ne suis pas favorable au remplacement de Georges Marchais ».

VOS BUDGETS 85: 42 LOGICIELS POUR VISER JUSTE. TEMPS MICRO LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE. Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

1882 1982 Pour le centenaire de Darwin Jean de Bonnot publie en édition d'art le livre scientifique le plus scandaleux : l'Origine des Espèces de Charles Darwin

Charles Darwin vient de publier l'Origine des Espèces, ouvrage dans lequel il affirme que toutes les espèces animales sont issues de quatre ou cinq formes vivantes primitives, ayant un seul et unique prototype. L'homme serait l'aboutissement de cette sélection naturelle. L'homme tranquille par qui le scandale arrive. Darwin a accumulé les preuves : les fossiles témoignent de l'évolution et les vivants aussi. Il démontre que la main de l'homme, le pied du cheval ou l'aile de la chauve-souris sont bâtis sur le même modèle et renferment les mêmes os. Il arrive à des conclusions troublantes : l'oeil possède 24 vertèbres embryonnaires exactement comme la queue de l'archéoptéryx, cet animal mi-reptile, mi-oiseau qui vivait il y a 200 millions d'années. On retrouve la même évolution dans le développement de l'embryon humain que chez un minuscule animal marin vivant il y a plus de 500 millions d'années. Chez l'homme adulte, le cœur comporte dix oreillettes et deux ventricules, tout comme le premier mammifère d'il y a 200 millions d'années. Etonnant vestige de notre immémorial passé. La tranche supérieure, ainsi que la reliure sont à l'or véritable 22 carats. Tranche et signet assortis. Les coins du livre sont pliés soigneusement à la main : long et minutueux travail des compagnons relieurs. Format in-octavo 14 x 21 cm. Le monde actuel voudrait considérer les livres comme un produit industriel pensable. Nous n'acceptons pas cette mode. Nous avons le respect de notre travail et désirons lui assurer la longévité d'antan.



Huâ, ridiculisé, interdit encore dans les écoles de 20 états des U.S.A. La salle se déchaine contre Darwin, mais il reste impassible et continue son exposé avec rigueur, donnant des exemples irréfutables. En quelques phrases il a balayé toutes les théories scientifiques, toutes les philosophies et tous les dogmes religieux. Après plus d'un siècle, cette révolution n'est pas tout à fait apaisée et si la science a dû accepter ses thèses, toutes les religions s'y sont opposées : il aurait fallu jeter aux orties le Bible, le Coran, le Talmud et tous les autres enseignements religieux. Darwin est encore interdit dans les écoles de plus de vingt États des U.S.A. Mais l'évidence est là : son génie ne peut être comparé qu'à celui de Copernic, de Galilée ou d'Einstein. Livres d'art : prix éditeur. Jean de Bonnot présente cette œuvre fondamentale en deux magnifiques volumes d'art, reliés en plein cuir violet crépuscule. L'impression est sur papier vergé chiffon filigrané « aux canons ».

CADEAU Les souscripteurs qui recevront leur bulletin dans le semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14x21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P. à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08. Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « L'Origine des Espèces » de Charles Darwin, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 168,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume, au même prix, le mois suivant. Nom, Prénom, Rue, Code postal, Ville, Signature. Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE POUR LA 1ère FOIS L'INFORMATIQUE SOUS TOUS SES ASPECTS Un outil de référence et d'initiation 42,50 F EN LIBRAIRIE HATIER



Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon

LA MESSE DE SAINT PIE V A NOUVEAU AUTORISÉE Retrouver son latin

Le Front national a appelé à une manifestation

Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon, tué jeudi 11 octobre, lors d'un contrôle d'identité à Puteaux (Hauts-de-Seine), ont eu lieu mardi 16 octobre, à 10 h 30, à la préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre, en présence de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

Après l'interdiction de la marche silencieuse appelée par l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC-Police, proche de l'opposition), le ministre de l'Intérieur a cependant autorisé un dépôt de gerbes, à 8 h 30, sur les lieux de la fusillade. Le Front national, pour sa part, avait appelé la population parisienne à manifester, à partir de 9 h 30 et depuis la station du RER Nanterre-préfecture, non loin du lieu des obsèques officielles du policier.

L'« effet Le Pen » dans la police

Radio-Le Pen, autrement baptisée par ses animateurs « Radio Liberté-parité », annonce la couleur. Mardi 16 octobre, le répondant téléphonique où le Front national diffuse quotidiennement ses commentaires et ses consignes appelle la « population parisienne » à se rendre « dans le recueillement » à la manifestation du Front, à Nanterre (Hauts-de-Seine), non loin du lieu des obsèques officielles du gardien de la paix Joseph Léon.

De même, un certain émoi était perceptible dans l'administration policière, lundi soir, après la diffusion dans les commissariats d'un télégramme du directeur départemental des polices urbaines des Hauts-de-Seine : il interdisait aux policiers hors service de se rendre « à titre personnel » aux obsèques officielles. Bien qu'annulée tardivement par le ministre de l'Intérieur, cette consigne, très mal perçue par les policiers de base, pouvait laisser craindre un attroupement de policiers empêchés d'entrer dans la cour de la préfecture et rejoignant alors le cortège du Front national.

Ces risques assumés par M. Joxe ne sont pas sans visées politiques : le ministre de l'Intérieur voudrait, ainsi, montrer à l'opposition parlementaire que, en tentant d'exploiter les émotions policières, elle fait le jeu de l'extrême droite. C'est, en effet, à un syndicat proche de l'opposition, et notamment du RPR - l'USC-Police - que le Front national s'est adressé pour se substituer. C'est encore une des différences avec le 3 juin 1983 : à l'époque, M. Le Pen manifestait avec un syndicat fort minoritaire et explicitement d'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP). D'un cortège à l'autre, en un an et demi, c'est en somme une nouvelle illustration de l'« effet Le Pen ».

Le 19 juin, au bar du garage des motos de la préfecture de police, un policier-berman refuse de servir un fonctionnaire antillais en lançant « Vive Le Pen ! ». A la même époque, la multiplication de dessins et d'autocollants « Voter le Pen », « Les Français d'abord », au commissariat central du huitième arrondissement de Paris suscite l'émoi de certains syndicalistes. Dans ce même commissariat, lors de la manifestation du 24 juin pour l'école privée, un officier de paix principal s'adresse, devant ses collègues, à des manifestants interpellés sur les Champs-Élysées : il leur conseille de porter plainte, leur assure que leur interpellation est arbitraire et se fait appliquer par les matrapêles. Cet incident provoque une enquête administrative.

Quel que soit son déroulement, la manifestation du Front national de ce mardi est donc la première expression publique de l'écho de ses thèmes au sein de la police. C'est un progrès aux yeux de l'extrême droite qui, en tant qu'« effet Le Pen », n'a jamais caché le soutien qu'il lui apportait : « C'est à ma demande que l'un de mes amis personnels a accepté de vous prêter gratuitement des bureaux que vous occupez rue Saint-André-des-Arts, et j'ai assisté à votre entrée dans les lieux », écrit-il en octobre 1983, dans son bulletin RLP-Hebdo, le président du Front national à l'adresse des dirigeants de la FPIP.

Le paradoxe de cette utilisation par l'extrême droite de certains syndicats de policiers est que le Front national est fondamentalement hostile à tout syndicalisme dans la police, estimant que l'« homogénéité » doit l'emporter sur les voix discordantes...
EDWY PLENEL.

A Paris

UN JEUNE HOMME EST TUÉ PAR UN GARDIEN DE LA PAIX

Un jeune homme, âgé de vingt-cinq ans, a été tué par balles par un gardien de la paix rue Ordener, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, mardi 16 octobre, peu avant midi. Le déroulement exact des faits n'était pas encore connu, mardi à la mi-journée. Selon la version de la préfecture de police, deux gardiens de la paix en patrouille avaient repéré une voiture qui ne respectait pas les feux rouges et qui devait s'arrêter pour prendre de l'essence à une station Esso de la rue Ordener.

C'est en s'avancant pour contrôler l'identité de ses deux passagers que les deux policiers auraient vu la voiture foncer sur eux. L'un d'entre eux devait tirer à deux reprises, à travers la vitre latérale arrière droite du véhicule, une Renault 12 bleue. Le conducteur, qui était le propriétaire du véhicule, a été tué sur le coup. Son identité n'a pas été révélée. Le passager est indemne.

M. Mazé, soixante-trois ans, retraité de la fonction publique, vivait seul et avait peu de contact avec ses voisins. Lundi, le gardien de l'immeuble avait alerté les sapeurs-pompiers après avoir entendu des bruits suspects dans l'appartement du retraité. Lorsque les pompiers voulurent y pénétrer, ce dernier, armé d'un fusil, ouvrit le feu. M. Jean-Claude Bonneau, trente-sept ans, caporal-chef du centre de lutte contre l'incendie de Fontainebleau, marié et père de trois enfants, atteint au ventre, devait décider, peu après son transfert à l'hôpital.

Vers 23 heures, M. Mazé, toujours retransché dans son appartement, tira de nouveau sur trois policiers de la brigade des gaz qui tentaient de le maîtriser.

Mardi dans la matinée, des membres du GIGN, couverts par des tireurs d'élite pénètrent dans l'appartement, après avoir fait sauter à l'explosif la porte palière, et blessèrent mortellement M. Mazé.

M. Le Pen a tenté sans succès d'assister aux obsèques

Les obsèques officielles du gardien de la paix Joseph Léon, tué le 11 octobre au cours d'un contrôle d'identité à Puteaux (Hauts-de-Seine), qui ont eu lieu mardi matin 16 octobre à la préfecture des Hauts-de-Seine à Nanterre, ont été l'occasion de vifs incidents entre le service d'ordre et des militants du Front national, parmi lesquels M. Jean-Marie Le Pen. Le « bouclage » de la préfecture a été sévèrement critiqué par les délégations syndicales présentes à la cérémonie, notamment par M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, proche de la majorité) dénonçant des « obsèques sous garde à vue ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député européen, qui accompagnait M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national et également député européen, et M. Jean Fontaine, député (non-inscrit) de la Réunion, ainsi qu'une petite vingtaine de militants du Front national se sont vu refuser l'accès de la cérémonie. « Je suis dans mon pays et non pas dans celui de M. Mitterrand, et je suis député européen », a tout d'abord déclaré M. Le Pen au gradé commandant la douzaine de gardiens de la paix qui contrôlaient l'accès latéral de la préfecture. Ayant alors fait son échape belle de député européen, M. Le Pen a lancé : « Vous auriez dû faire cela à 3 heures du matin, cela aurait été plus discret. » Le socialisme est tombé bien bas, à présent, il a peur des morts, reprit-il. M. Le Pen. Cette interdiction est manifestement illégale. Ce n'est pas la première fois que je viens rendre hommage à un policier tué en service, mais c'est la première fois que l'on m'en empêche. Si vous voulez que je me retire, il vous faudra utiliser la force.

C'est instant, M. Le Pen et ses amis commencèrent à s'avancer, empêchés par des policiers qui, pendant quelques minutes, eurent grand mal, dans une vive bousculade, à leur interdire le passage. Une nouvelle bousculade plus violente encore allait s'ensuivre, qui ne devait cesser qu'avec l'arrivée d'un renfort de la gendarmerie mobile et de CRS. Vers 10 h 20, radicalement repoussés par le service d'ordre, M. Le Pen et ses partisans étaient contraints de s'éloigner. « Nous avons été chargés comme des voyous et des malfaçons », a déclaré le député européen, le col et la cravate dégrafés, à bout de souffle, avant de quitter les lieux à bord de sa voiture - immobilisée au Luxembourg avec une plaque du corps diplomatique - après une ultime bousculade. « Le Pen président ! », « A bas les traitres ! », « Vive Le Pen ! », scandaient par intermittence les amis du président du Front national.

Dans la cour Alain-Pradines, du nom du premier policier tué, en 1977, depuis la création du département des Hauts-de-Seine - ses incidents et les consignes données au service d'ordre alimentaient les conversations des délégations policières venues assister aux obsèques. Le discours de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, avait été bref. Soulignant que le deuil du gardien Joseph Léon - quatrième policier tué dans ce département depuis sa création, en 1964 - était « celui de la police tout entière », M. Joxe exalta le « dévouement », « l'héroïsme » d'une profession où « le risque assumé peut aller jusqu'à celui de la vie ».

Mais, plutôt que le traditionnel propos ministériel, l'application des consignes de protection de la cérémonie contre d'éventuels manifestations suscitait l'émotion. Des groupes de policiers en civil avaient eux aussi été bloqués. Refoulés dans un premier temps avec M. Le Pen, M. Fontaine, député de la Réunion dont était originaire le gardien Léon, a

reçu, de vive voix, les excuses de M. Joxe. « On a peur de tout le monde ici, des cadavres, des vivants, de Le Pen », confiait M. Fontaine qui promettait une interpellation à l'Assemblée. Auparavant, plusieurs délégations syndicales officielles de policiers ainsi que des journalistes et même un membre du cabinet de M. Joxe avaient été refoulés.

Dénonçant des « obsèques sous garde à vue », M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, devait vivement critiquer cette situation : « C'est une erreur d'empêcher un élu, quel qu'il soit, de participer aux obsèques d'un policier. Mais je trouve inadmissible que M. Le Pen appelle ses supporters à troubler l'ordre public un jour d'obsèques. » La confusion de la bousculade avec le Front national et, plus généralement, le comportement du service d'ordre suscitait des commentaires parmi ses propres responsables. L'un d'eux, ne comprenant pas comment M. Le Pen avait pu arriver si près de la préfecture alors que les barrières, installées à plusieurs centaines de mètres, refoulaient catégoriquement toute personne, confiait : « Il semble qu'on pénètre le dispositif plus facilement avec une carte du Front national qu'avec une carte de presse ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND et EDWY PLENEL.

UN FORCENÉ EST MORTELLEMENT BLESSÉ LORS D'UNE INTERVENTION DU GIGN

Un forcené, qui s'était retranché, lundi soir 15 octobre, dans son appartement à Avon (Seine-et-Marne), a été tué, mardi 16 octobre, dans la matinée, après un assaut du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

M. Mazé, soixante-trois ans, retraité de la fonction publique, vivait seul et avait peu de contact avec ses voisins. Lundi, le gardien de l'immeuble avait alerté les sapeurs-pompiers après avoir entendu des bruits suspects dans l'appartement du retraité. Lorsque les pompiers voulurent y pénétrer, ce dernier, armé d'un fusil, ouvrit le feu.

M. Jean-Claude Bonneau, trente-sept ans, caporal-chef du centre de lutte contre l'incendie de Fontainebleau, marié et père de trois enfants, atteint au ventre, devait décider, peu après son transfert à l'hôpital.

Vers 23 heures, M. Mazé, toujours retransché dans son appartement, tira de nouveau sur trois policiers de la brigade des gaz qui tentaient de le maîtriser.

Mardi dans la matinée, des membres du GIGN, couverts par des tireurs d'élite pénètrent dans l'appartement, après avoir fait sauter à l'explosif la porte palière, et blessèrent mortellement M. Mazé.

C'est à y perdre son latin ! Après avoir polémique avec les intégristes depuis quinze ans sur la licéité - ou non - de la messe en latin, selon le rite de saint Pie V, le Saint-Siège vient d'autoriser cette messe « sous certaines conditions ». Dans une lettre rendue publique mardi 16 octobre et adressée aux présidents des conférences épiscopales du monde entier par Mgr Augustin Mayer, préfet de la Congrégation pour les sacrements et le culte divin, il est précisé que la messe de saint Pie V en latin pourra être autorisée par les évêques, cas par cas, et devra être célébrée selon le dernier missel publié en 1962, avant la réforme de Paul VI, en 1969.

Ce geste d'apaisement inattendu à l'encontre de certains groupes traditionnalistes, qui ont toujours fait de la messe de saint Pie V le cheval de bataille de leur différend avec l'Eglise conciliaire, intervient après une longue période d'hésitation. Il y a quatre ans, Jean-Paul II avait consulté l'épiscopat mondial pour savoir comment les fidèles avaient accueilli le nouveau missel, promulgué par Paul VI en 1970 à partir des réformes décidées par le concile Vatican II, en demandant aux évêques de le renseigner « sur les difficultés rencontrées dans l'application de la réforme liturgique et sur les éventuelles résistances de la part de groupes de fidèles ».

Selon la lettre de Mgr Mayer, « sur la base de leur réponse, le problème de prêtres et de fidèles restés liés au rite remontant au concile de Trente (1545-1563) semblait presque entièrement surmonté ». Mais, ajoute-t-il, « le problème demeurait quand même, le pape a décidé d'aller à la rencontre de ces groupes et de permettre aux évêques d'accorder aux prêtres qui le désirent de célébrer la messe selon le missel romain de 1962 ». Mgr Mayer conclut en soulignant que cette concession « devra être utilisée de manière à ne pas porter préjudice au respect fidèle de la réforme liturgique ».

Un rite « éternel » ?

Et cette messe qui est au cœur de la controverse ? C'est le rite instauré par saint Pie V, premier pape élu après le concile de Trente (1566 à 1572), qui établit le missel et le bréviaire romains, en application des décrets de ce concile. C'est la messe en latin qui était en vigueur partout

dans l'Eglise latine jusqu'à la réforme de Paul VI, une messe sensiblement plus longue que la nouvelle, en raison des prières avant et après le canon.

La décision de Paul VI de célébrer l'ancienne messe dans les langues vernaculaires, puis l'introduction d'un nouveau rite, avaient provoqué de nombreuses résistances. Des groupes traditionalistes, comme ceux animés par Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire d'Ecône (Suisse), ou l'abbé Ducaud-Bourget, récemment décédé, qui occupa l'église parisienne de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, s'étaient cramponnés à cette « messe de toujours », puisque Pie V avait stipulé, en promulguant sa messe « à perpétuité » : « on ne pourra rien ajouter, retrancher ou changer au missel que nous publions ».

Vaine querelle, puisque « la messe de toujours » ne date que de quatre siècles et demi et que la liturgie a été constamment réformée. Comme l'a écrit le Père Congar : « C'est une erreur d'absolutiser l'historique, si vénérable soit-il. C'est ce que font les tenants entêtés du missel de 1570 ».

La querelle que les intégristes font à l'Eglise actuelle ne se limite pas à la réforme liturgique, du reste, et on peut se demander si ce geste d'apaisement de Jean-Paul II - qui vient bien tard - scellera la grande réconciliation. Le pape, suivi par les évêques français, pose comme condition à la célébration de l'ancienne messe une fidélité publique au concile, alors que Mgr Lefebvre a toujours affirmé que « la messe de saint Pie V est la véritable messe liturgique, proclamant la souveraineté du Christ, contrairement à celle de Paul VI, qui est une messe démocratique et hybride ».

Si la première réaction de Mgr Lefebvre a été de se déclarer « très heureux » d'apprendre qu'on pourrait à nouveau diriger l'ancienne messe, c'était pour ajouter aussitôt : « Rome et les évêques sont responsables du climat de persécution dans lequel nous vivons. Le décret sur la messe, est en gestation depuis quatre ans. Il a toujours été question de le publier, mais il y a toujours eu des oppositions. Le pape a dû prendre une décision personnelle contre l'avis d'un certain nombre de cardinaux et de secrétaires de congrégation ».

ALAIN WOODROW.

Cinq conditions

Dans un communiqué publié le 15 octobre par son secrétariat général, l'épiscopat français affirme : « Le pape, par souci des personnes attachées à la messe de saint Pie V, donne aux évêques la possibilité de permettre la messe en latin selon le missel de 1962, à une condition : celle de la reconnaissance publique, par ceux qui feront la demande de cette permission, de la légitimité et de la rectitude de la messe de Paul VI, et donc aussi de l'enseignement même du concile ».

Puis, résumant le contenu de la lettre romaine, les évêques donnent les cinq règles à observer pour pouvoir bénéficier de cet indulgent : « 1) Que soit manifesté sans ambiguïté et même publiquement que ce prêtre ou ces fidèles n'ont aucune connivence avec ceux qui méprisent en doute la valeur législative et la rectitude doctrinale du missel romain promulgué en 1970 par le pape Paul VI ; 2) Que cette célébration se fasse uniquement pour l'utilité

des personnes qui en ont ainsi fait la demande, uniquement dans les églises et oratoires désignés par l'évêque du diocèse (et non pas dans les églises paroissiales, sauf si l'évêque l'a permis dans des cas extraordinaires) aux seuls jours et aux seules conditions approuvées par l'évêque, soit de façon habituelle, soit pour un cas extraordinaire ; 3) Cette célébration devra se faire selon le missel de 1962 et en latin ; 4) Il n'y aura aucun mélange avec les rites et les textes de l'autre missel ; 5) Chaque évêque informera la Congrégation pour le culte divin des permissions qu'il aura accordées et, après un an de cet indulgent, des résultats que son application aura obtenus. Une telle concession, qui est la preuve du souci que le père commun porte à tous ses fils, devra être utilisée sans porter le moindre atteinte à l'application des règles liturgiques qui doivent être observées par toute communauté ecclésiale ».

« Le pape prêt à se rendre à Cuba. » - Parlant, le 13 octobre, avec les journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion d'Alitalia, retour de sa brève tournée dans les Caraïbes hispanophones, Jean-Paul II a déclaré : « Je suis prêt à aller

n'importe où. Dans le cas de Cuba, il manque une invitation. Nous verrons. » Le pape avait adressé son salut aux catholiques cubains à l'occasion de la messe qu'il célébrait le 12 octobre à San-Juan de Ponce-Rico. - (AFP, UPI.)

...ET ZIIP BERLITZ.

Pour apprendre une langue :
immersion totale, leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

BOULOGNE: 606.1570 CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.4160.
LA DEFENSE: 773.6216 NANTON: 3711.54
ORLÈANS: 742.13.39 PANTHEON: 03.98.77.5412
522.22.33 SAINT-GERMAIN
EN-LAYE: 93.75.00
VERSAILLES: 85.08.70

BERLITZ
L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE LANGUES

SOCIÉTÉ

A quoi sert l'école ?

L'automne des pédagogues



(Suite de la première page.)

Elle portait en filigrane une interrogation que tous ses protagonistes n'ont pas voulu considérer : le secteur privé confessionnel est celui qui, souvent, met l'accent sur l'éducation - confondue parfois avec la discipline, mais pas toujours - sur l'apprentissage des valeurs autant que sur celui des connaissances. Dès lors, pour le pouvoir, désireux de redorer le blason de l'enseignement public, il est devenu tentant d'appuyer le trait sur l'image : l'école laïque est celle où l'on travaille. On connaît la suite, inévitable : pas de travail sans effort. La pédagogie, l'épanouissement, le plaisir d'apprendre : de toutes ces belles idées de luxe, on parlera plus tard.

Ce langage plaît à bon nombre d'enseignants. Dans leur ouvrage *Tant qu'il y aura des profs* (1), Hervé Hamon et Patrick Rotman

rappellent qu'une étude commandée en 1980 par M. Christian Beullac, alors ministre de l'éducation, aboutit aux mêmes résultats que la commission Joxe dix ans plus tôt, et ils concluent : « Le système fonctionne pour les élèves qui en ont le moins besoin ». De cet échec, les enseignants se sentent les bouc-émissaires. Les voici désormais comme dédouanés, rassurés en tout cas par les propos de leur ministre.

M. Chevènement réclame implicitement au placard les rapports Legrand, Frost et autres vieilles lunes destinées à faire de l'école un lieu où le maître ne serait plus un simple dispensateur de savoir, un échanson des connaissances seulement chargé de déverser sa science dans des bouteilles vides. Un récent sondage SOFRES publié par *Télé 7 Jours* (2) le confirme : pour 69% des enseignants, l'école doit servir en priorité à transmettre des connaissances.

Qu'une telle opinion soit à ce point dominante n'a rien d'étonnant. A la lettre, elle exprime une évidence. Mais elle traduit de surcroît un consensus retrouvé. Combien de parents immergés dans la crise ont acquis la conviction que le diplôme reste pour leurs enfants la meilleure protection ? L'arithmétique des chiffres sur le marché de l'emploi leur donne d'ailleurs raison. Le fait inté-

ressant est que la question puisse se poser. Il révèle que les utopies soulvées dans l'éruption de mai 68 sont bien parties en fumée.

Tout se passe comme si l'on prenait conscience que l'on ne peut trop demander à l'école ; et qu'il faut renoncer aux objectifs les plus ambitieux, où le bonheur de l'enfant à s'approprier une culture, un savoir, un savoir-être, aurait sa part. Pour donner la préférence à ceci : l'élève est là pour apprendre. Finie la récré. Tout le reste est littérature.

Est-ce vraiment le bon choix ? Trois raisons au moins permettent d'en douter. La première repose sur les résultats des travaux accumulés depuis des décennies par les chercheurs en éducation. Elle nous renvoie à l'image de la bouteille vide. Pour qu'un enfant (ou un adulte ailleurs) assimile des connaissances, il ne suffit pas que le professeur le décrète. Le processus est complexe par lequel l'individu intègre un apprentissage. L'affectivité, le jeu social, qui le baignent à l'école, le multiplient ou à contrario la volenté et l'effort intellectuel. Cela, les « pédagogues » des centres de formation de cadres supérieurs, contraints, eux, à l'efficacité, l'ont parfaitement compris.

La deuxième raison ramène au problème de la finalité. Transmettre

un savoir, mais quel (s) savoir (s) ? Celui qui tiendra compte de l'univers culturel de l'élève, de son environnement social, ou celui que l'on définit comme le savoir-type, inventorié dans les programmes et instructions officielles, à tel point que seule la minorité d'une classe d'âge aura la chance d'y accéder ? Un savoir constitué, indifférent aux modes, ou au besoin en perpétuelle évolution, aux agueurs des bouleversements technologiques ? Un savoir axé sur la capacité à servir les machines ou sur la capacité à s'en servir ?

Une troisième raison de mettre en doute le bien-fondé d'une conception de l'école focalisée sur l'apprentissage des connaissances apparaît ici. Le savoir, certes : nul ne saurait nier la nécessité d'apprendre des « contenus », de stocker des informations. Mais, si c'était de quelque chose en plus que les individus comme la société auront besoin demain ? Aux portes d'un monde où les trois quarts du savoir qu'ils utiliseront sont encore inconnus, les enfants d'aujourd'hui seraient-ils bien armés par l'ingestion du premier quart, déjà sur le point d'être périmé ? Les parents qui se hasardent, ces samedis d'automne, aux réunions organisées pour eux dans les collèges et les lycées entendent des enseignants leur seriner : « Ce n'est pas avec de l'imagination que vos enfants auront le bac ». Et si créer, être, imaginer, était encore le moyen le plus efficace, le seul peut-être de sortir un jour de la crise. Et, accessoirement, de vivre mieux.

CHARLES VIAL

Demain :

UN ENTRETIEN AVEC M. RENÉ HABY
ANCIEN MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

(1) Editions du Seuil.
(2) Sondage SOFRES réalisé du 13 au 20 septembre sur un échantillon de 500 personnes, représentatif des enseignants français du 1^{er} et du 2^e degré.

ÉCHECS

Le championnat du monde d'échecs KASPAROV ANNULE LA TROISIÈME PARTIE

Belle et rude empoignade dans la treizième partie du championnat du monde lundi à Moscou. S'il n'a pas réussi à briser la série de nulles qui dure depuis la dixième partie, Kasparov s'est pourtant bien employé : vingt-trois minutes de réflexion avant de sacrifier un pion au onzième coup (récupéré au seizième) ; cinquante et une minutes pour analyser au dix-septième coup le sacrifice de qualité le coup suivant (récupéré au vingtième) et, enfin, dernier sacrifice de pion au vingt et unième coup (récupéré au vingt-septième).

De son côté Kasparov a joué avec précision et fermeté en rendant, quand il le fallait, les « dons gros » de son adversaire et, après le trentième coup, toutes les ressources avant de sacrifier un pion au onzième coup (récupéré au seizième) ; cinquante et une minutes pour analyser au dix-septième coup le sacrifice de qualité le coup suivant (récupéré au vingtième) et, enfin, dernier sacrifice de pion au vingt et unième coup (récupéré au vingt-septième).

Bonus : KASPOV
Nulles : KASPAROV
Troisième partie
Partie anglaise

1. Cf3	Cf8	18. Dd1	Cd7
2. F4	b5	19. Dxd7	Dx2
3. F3	c5	20. Fx18	Tx18
4. F2	Fb7	21. Td1	Dxb3
5. 0-0	g6	22. Cd6	Dc3
6. Cc3	Fg7	23. Tg7	Df6
7. d4	Fd8	24. Cc5	Dd4
8. Cxd4	Fxd4	25. Dxd4	Fxd4
9. Rxe2	0-0	26. Td7	Fg7
10. e4	Dc7	27. Txe7	b6
11. b3	Cx64	28. Td7	Fd4
12. Cxe4	Dd5	29. Td7	Fg7
13. Df3	Dxd4	30. b4	F5
14. Fa3	Cc6	31. Cd2	Tf6
15. Td1	Dd5	32. Tc7	T66
16. Txd7	Dd5	33. Rf3	Ff6
17. Fxe7	Cc5		Nulle.

Victoire française dans l'Himalaya. - Deux alpinistes français, Pierre Beghin et Jean-Noël Roche, ont atteint, le 4 octobre, le sommet du Dhaulagiri (8 172 mètres) en empruntant l'arête sud-ouest, une des voies les plus difficiles de l'Himalaya, sans oxygène ni sherpas, après dix-sept jours d'escalade. Lors de la descente, Jean-Noël Roche a battu le record du monde de vol de pente (saut en parachute) avec un saut de 5 700 mètres.

Un nouveau système solaire ?

Un système solaire en cours de formation a-t-il été découvert à proximité d'une étoile, Beta Pictoris (1), située à 450 000 milliards de kilomètres de la Terre ? Peut-être. C'est ce que soutiennent deux astronomes américains, MM. Bradford Smith, de l'université d'Arizona, et Richard Terwilliger, du Jet Propulsion Laboratory, au vu des clichés qu'ils ont pris de l'observatoire de Las Campanas au Chili. Sur les photographies, obtenues après traitement par ordinateur, apparaîtraient autour de cette étoile, grosse comme deux fois le Soleil, une vaste disque de particules solides s'étendant sur plusieurs dizaines de milliards de kilomètres.

En dépit de leur enthousiasme, les deux chercheurs américains font preuve cependant d'une certaine prudence. « Même si les indications que nous avons recueillies, a déclaré M. Smith, paraissent satisfaisantes à prouver que nous avons observé un système solaire autre que le nôtre, nous ne sommes pas en mesure d'affirmer pour autant qu'il existe un cortège de planètes autour de Beta Pictoris ». Seul, pour le moment, a été mis en évidence un disque de matière sans doute très jeune - « quelques centaines de millions d'années » - fait de particules dont la taille va de celle de grains de poussière à celle de noyaux de comètes de plusieurs kilomètres. La matière qui les compose serait un mélange de glace, de

silicates et de composés carbonés, analogues à ceux qui existent dans le système solaire.

Ce n'est pas la première fois que des astronomes font référence à l'existence d'autres systèmes solaires. Dans le passé, certaines perturbations observées dans le mouvement d'étoiles ont laissé supposer qu'un cortège de planètes pouvait graviter autour d'elles. Plus récemment, des observations faites par le satellite d'astronomie infra-rouge IRAS (1), conçu par des Américains, des Britanniques et des Néerlandais, ont laissé penser qu'à proximité de Vega, l'une des étoiles les plus brillantes de notre ciel, et de l'étoile HL Tau, dans la constellation du Taureau, se formaient peut-être de nouveaux systèmes planétaires (*Le Monde* daté 6-7 mai). Des accumulations de poussière ont en effet été observées autour des deux étoiles. Mais, de là, à conclure que des planètes en train de naître ont été détectées, il y a un pas que nombre de spécialistes se sont bien gardés de franchir. « Avant que l'on communique seulement à savoir comment se forme un système planétaire comme le nôtre. »

J.-F. A.

(1) Beta Pictoris avait été remarqué par le satellite IRAS comme l'une des étoiles autour desquelles il pouvait exister de la matière solide.

EN BREF

Condamnation de deux « vigiles » cambrioleurs

La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a condamné, lundi 15 octobre, à cinq ans de prison Robert Schlandeler et Jean-Claude Chillon, auteurs d'une attaque à main armée, commise le 16 juillet 1982, contre un magasin Quick. Au moment des faits les deux hommes, anciens parachutistes, étaient employés par une entreprise marseillaise de gardiennage la Société méridionale de protection.

En 1982, en escaladant une gouttière du petit musée d'histoire naturelle de la ville, ils n'avaient guère eu de mal à pénétrer dans le bâtiment, puis à fracturer une vitrine et à faire main basse sur plusieurs pièces, notamment des « scarabées de cœur », de petits bijoux de pierres précieuses, des lampes et « le » papyrus.

« Il représsente une chanteuse devant un personnage royal, précise M. Georges Sigwarth, conservateur du musée. C'est l'attaché consulaire Steyer, un enfant de Colmar, en poste en Egypte, qui avait rapporté cette collection de Thèbes en 1836. »

« Les jeunes « égyptologues » procèdent de venir le documenter dans quelques dizaines de milliers de francs. Il est en fait inestimable », affirme M. Sigwarth.

Entrainés sur la pente de leur passion, les quatre garçons voulaient en tirer tout juste le prix d'un voyage au pays des pharaons. J. F.

Perrine est morte...

De notre correspondant

Belfort. - Une enfant âgée de quatre ans, Perrine Kimbler, est morte, vendredi 12 octobre, dans le service de pédiatrie de l'hôpital de Belfort où elle avait été admise la veille au soir. « Pourquoi n'a-t-on pas mis Perrine dans un service de réanimation ? Pourquoi s'est-on trompé de diagnostic ? A quelle heure est-elle décédée ? » Les parents de Perrine s'interrogent.

Jusqu'à la sortie de l'école, leur fille unique est souffrante. La mère, infirmière libérale, fait appel à son médecin traitant. Celui-ci déclare une laryngite aiguë. Plus l'enfant semble aller mieux. En début de soirée, Perrine s'agite. La mère appelle la SAMU. L'hôpital envoie un médecin de garde au chevet de l'enfant. Le praticien fait le même diagnostic, administre une piqûre de corticoïde à Perrine et conseille aux parents de l'hospitaliser. A 22 h 30, le couple conduit Perrine au service des urgences de l'hôpital de Belfort. L'interne procède au diagnostic, laryngite aiguë avec angine, et fait transférer l'enfant dans le service de pédiatrie, « son état ne justifiait aucun geste de réanimation ».

Perrine y sera examinée à 23 heures par un des trois médecins du service. Le diagnostic est à nouveau confirmé et le médecin demande au personnel infirmier la surveillance habituelle. Les parents sont invités à venir reprendre leur enfant le lendemain matin. A 9 h 30, de retour au centre hospitalier, Mme Nelly Kimbler apprend que sa fille est morte. Quelques heures plus tard, elle fait part de son intention de saisir la justice « pour savoir la vérité et éviter qu'un tel drame ne puisse se renouveler ».

Hémorragie massive

Le corps de l'enfant a d'abord été amené au domicile des parents, puis ramené à l'hôpital, où une autopsie a été pratiquée, samedi 13 octobre.

Un communiqué de l'hôpital expose ainsi la suite des événements : « A 6 h 45, elle est réveillée et elle est debout dans son lit. L'état respiratoire noté à l'entrée s'est amélioré. A 7 heures a lieu le relevé par l'équipe de jour. A 7 h 15, une autopsie de pédiatrie s'approche de Perrine et constate que l'enfant dort et respire calmement. Un quart d'heure plus tard, dans vers 7 h 30, rentrant dans la chambre, la même personne constate que l'enfant est sans vie. »

Cette autopsie a fait apparaître comme cause probable de la mort « une hémorragie gastrique massive sans manifestation extérieure ». Le docteur Lami, chef du service de pédiatrie de l'hôpital, affirme : « Il n'y a jamais eu la moindre indication d'étouffement. On s'est trouvé devant un organisme dépassé par un processus vital. C'est une histoire presque invraisemblable. » Samedi, à l'hôpital de Belfort, il n'y a eu aucun problème, qu'un scandale : la mort d'une enfant. PATRICE MALINA.



« Je veux rester chez moi. Je ne veux pas aller à l'hospice. Mes enfants sont loin. Pouvez-vous m'aider ? »

OUI MAIS CELA DÉPEND DE VOUS !!
des milliers de Donateurs qui soutiennent notre action.

ACCUEIL ET SERVICE - SOS 3^e AGE, est une association pour le soutien à domicile des personnes seules, âgées ou handicapées qui met à la disposition des personnes du 3^e Age en détresse : un service d'écoute téléphonique permanente, un service d'intervention à domicile, 365 jours par an, 24 h sur 24, même les dimanches et jours fériés. Ses implantations actuelles : Paris et Lille. D'autres sont en projet. Mais pour se maintenir et se développer dans toute la France, Accueil et Service a besoin de vous.

VOTRE GESTE C'EST IMPORTANT :

- Par vos dons, vous nous permettez de continuer à répondre oui aux appels qui nous parviennent nuit et jour.
- Vous participez à l'action de 47 permanents et de plus de 300 bénévoles qui ont décidé de lutter contre l'isolement et la détresse des personnes âgées.

Envoyez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous, sous enveloppe fermée avec votre chèque à : Accueil et Service SOS 3^e Age - 163, rue de Charenton - 75012 Paris.

AIDEZ-NOUS A LES AIDER

Oui, je désire apporter mon aide à une ou plusieurs personnes âgées(s) en détresse.

Je vous fais parvenir ci-joint :

un chèque bancaire de : 100 F 200 F

un chèque postal 300 F 500 F

CCP PARIS 23.195-32 L F

*Cochez les cases de votre choix

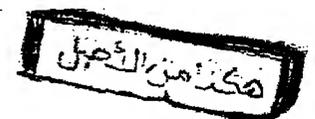
Je vous prie de me faire parvenir une attestation pour déduction de mon revenu imposable.

NOM Prénom

Adresse

Code Postal Ville

A retourner d'urgence à :
ACCUEIL ET SERVICE - SOS 3^e AGE
163, rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél. : 340.44.11



TÉLÉCOPIEUR PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 347.21.32

مكتبة من العمل



La micro-électronique Bosch a été conçue comme si toutes les routes étaient comme ça.

Le réseau routier est généralement en bon état, mais sait-on jamais... La micro-électronique qui équipe le Système Anti-Blocage (ABS) Bosch est armée contre les cahots, les secousses et pire encore.

Même sur une route que vous connaissez bien et où vous avez l'habitude de rouler vite, peut soudain se présenter une omière traîtresse due au gel. Le châssis de votre voiture doit pouvoir supporter de tels chocs : la très sophistiquée micro-électronique Bosch de même. Elle commande entre autres le système d'allumage et d'injection, le système de régulation Mouronic ou bien elle déclenche le système de sécurité Airbag.

Et ce n'est pas parce que vous conduisez la

plupart du temps sur des routes impeccables, entre votre domicile et votre lieu de travail, que la micro-électronique Bosch ne subit pas de contraintes sévères, à multiplier par le temps de vie de votre voiture : vibrations incessantes, brutales variations de température, humidité, encrassement...

A contraintes particulières, solutions particulières : la micro-électronique Bosch.

Vous trouverez la micro-électronique Bosch dans tous les domaines qui exigent hautes performances, haute fiabilité et haute résistance : l'automobile, l'aviation, les satellites et les studios TV.

Vous pouvez toujours compter sur la micro-électronique Bosch.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

*** - 3.800 personnes
⊕ - 4 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Massy)
- 5,7 milliards de chiffre d'affaires
- 0,8 milliard réalisé en exportation directe et
0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- ☛ - Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- ☛ - Electroménager
- ☛ - Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- ☛ - Electronique médicale
- ☛ - Machines d'emballage
- ☛ - Outillage électrique et pneumatique
- ☛ - Photo, cinéma, vidéo Bauer
- ☛ - Produits et technologie pour l'industrie
- ☛ - Télécommunication, radiotéléphone.

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
52, Avenue Michelet
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.33



BOSCH

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Conflits à l'amiable

Lente, encombrée, onéreuse est la justice, insatisfaisante pour chaque partie : la dimension humaine du traumatisme causé à la victime n'est pas prise en compte, l'indemnisation est partielle, la réparation incomplète. Combien de l'absurdité, la victime est souvent montrée du doigt. L'auteur du dommage est sanctionné par une amende ou une peine de prison qui, en l'excluant de la société, ne lui permet pas de s'amender et risque de l'ancre dans la délinquance ou la marginalité.

Noir tableau dépeint par certains de ceux qui font partie de l'institution judiciaire. L'Etat ne peut tout faire : ce constat des associations ouvre un champ à leur action qui commence là où celle de l'administration s'arrête.

S'agissant de la justice et de ses pesanteurs, un groupe de juristes et d'hommes de bonne volonté met en place depuis un an une solution originale : la médiation ou résolution à l'amiable des conflits.

Histoire vécue : un différend oppose deux Turcs. L'un s'imagina que l'autre lui a volé sa petite amie. Il le menace de mort. La victime potentielle contacte l'association SOS-Agressions-Conflits : la médiation est proposée, acceptée, réalisée. Rapidement, sans frais, sans casse, avant que la violence n'éclate.

Cette solution en amont n'est pas une justice parallèle : ni juges ni arbitres, les médiateurs aident les gens à trouver eux-mêmes la solution à ce qui les oppose. SOS-Agressions-Conflits, qui a introduit la médiation en France et accueille les victimes, a eu l'occasion de mesurer son efficacité à l'étranger.

Nursérie près du box

M. Jacques Vénin, ancien chef du Service de coordination de la recherche à la chancellerie, a vu fonctionner le modèle américain depuis une dizaine d'années. Une association importante de New-York, le Vera Institute, leader des expériences en matière de justice, a lancé une vingtaine de programmes d'aide aux victimes et aux prévenus : il se charge de recevoir les victimes et les délinquants dans les tribunaux. Les renseignements sont mis sur ordinateur : la justice peut les interroger. Au tribunal de Manhattan, une nurserie accueille les enfants des inculpés et des témoins. Ailleurs, un groupe est chargé de conduire à l'audience les victimes âgées ou handicapées.

A San-Francisco, la médiation fait partie d'une philosophie qui vise à redynamiser les quartiers. La division du travail aboutit à une spécialisation très poussée. « Il y a », dit M. Vénin, ceux qui effectuent les visites préliminaires, les panels de médiateurs, les responsables de la propagande chargés de la notoriété de l'association, ceux qui assurent le suivi de la médiation, les

comités locaux, enfin, qui administrent chaque quartier. » La médiation peut intervenir à tout moment : au début du conflit, quand la plainte est déposée au parquet, ou après le jugement pour en faciliter l'exécution. M. Vénin a vu un juge de l'Ontario, au Canada, renvoyer les parties devant une association pour tenter le montant des « dommages et intérêts » : « Essayez d'abord de vous entendre », leur a-t-il dit.

SOS-Agressions-Conflits s'inspire de la procédure américaine de médiation. Quand la phase de consultations s'est déroulée dans le calme, on résume la situation et on invite les adversaires à se parler. Avant de suggérer des solutions, « on se répète », dit M. Vénin, au moment du conflit et on se dit : « aurions-nous dû faire alors ? » C'est le moment psychologique où tout est possible : « le passé est le passé », et on regarde l'avenir.

L'idéologie du gagnant

Ce mouvement tient compte des études mesurant le préjudice causé aux victimes. « Pour elles, le dégat matériel peut être minime et le préjudice moral immense », note M^{me} Jacqueline Morineau. Unique salariée de l'association, elle évoque l'extrême cas subi par la victime et les conséquences en chaîne de l'agression : la femme âgée qui n'ose plus sortir de chez elle devient craintive et recroquevillée sur elle-même ; ses enfants doivent faire ses courses, en viennent à la prendre en grippe...

M^{me} Morineau dénonce « l'idéologie du gagnant » suprématie de l'opinion. « Le délinquant, dit-elle, est une figure intéressante ; pas la victime, qui a eu tort de se faire voler, voler, s'indifférence de l'entourage, attitude critique des assurances qui donnent mauvaise conscience, tout concourt à ce que les gens s'installent dans un rôle de « victime professionnelle ».

L'exemple anglo-saxon d'aide immédiate séduit SOS-Agressions-Conflits : outre-Manche, les bénévoles consultent le soir, dans les commissariats, la liste des personnes agressées ou cambriolées. Le lendemain, munis de leur badge ou de la carte de leur association, ils vont leur proposer de les aider.

Intéressés par les perspectives qu'offre la médiation, le procureur de la République et le parquet de Paris sont prêts à confier à l'association les affaires classées sans suite, et la chancellerie les cas litigieux de son bureau d'aide aux victimes.

DANELLE TRAMARD.

* SOS-Agressions-Conflits, 240, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : (1) 325-70-41, permanence le lundi de 18 heures à 20 heures, le mardi, mercredi et vendredi de 14 h 30 à 17 heures. L'association, issue de Droits de l'Homme et Solidarité, a reçu cette année une subvention de 100 000 F du ministère de la justice.

MÉTÉOROLOGIE

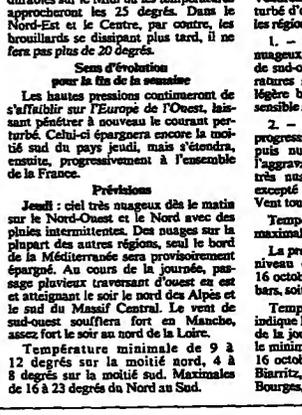
SITUATION LE 16.10.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17-10-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 17 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)

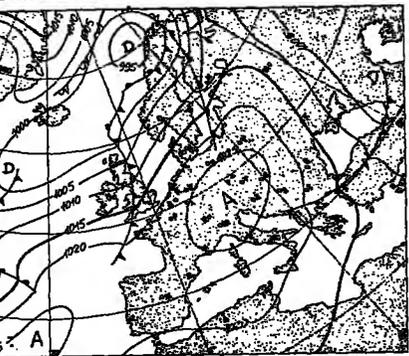
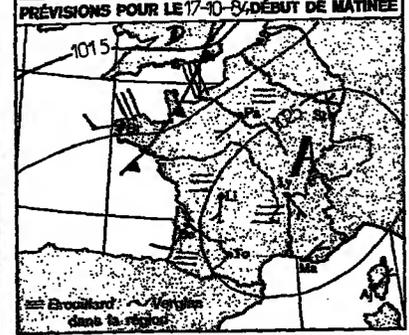


Evolution probable du temps en France entre le mardi 16 octobre à 0 heure et le mercredi 17 octobre à 24 heures. Les hautes pressions qui recouvraient la France s'affaiblissent sur leur face nord. Les perturbations, d'abord peu actives, vont retrouver le chemin de la France. Mercredi matin, le ciel sera nuageux et il y aura des brèves éclaircies sur les régions au nord de la Loire. Il fera 8 à 9 degrés au lever du jour. Sur les régions méditerranéennes toujours du beau temps et ciel dégagé. Les températures resteront voisines de 10 degrés. Sur toutes les autres régions persistance d'une situation à brouillard. Les bancs seront localement denses et persistants. Il fera assez frais, 4 à 6 degrés.

Progressivement, au cours de la journée, le temps nuageux et légèrement pluvieux gagnera la moitié nord-ouest de la France. Les pluies menaceront essentiellement les côtes de l'Atlantique et de la Manche. Les températures monteront entre 15 et 17 degrés, le vent s'orientera au sud-ouest. Sur la moitié sud-est, après dissipation des brouillards, de belles éclaircies se développeront, les précipitations seront minimes, les précipitations de pluie s'approcheront les 25 degrés. Dans le Nord-Est et le Centre, par contre, les brouillards se dissipent plus tard, il ne fera pas plus de 20 degrés.

Seus d'évolution pour le 17 octobre. Les hautes pressions continueront de s'affaiblir sur l'Europe de l'Ouest, laissant pénétrer à nouveau le courant perturbé. Celui-ci épargnera encore la moitié sud du pays jeudi, mais s'étendra, ensuite, progressivement à l'ensemble de la France.

Prévisions. Jeudi : ciel très nuageux dès le matin sur le Nord-Ouest et le Nord avec des pluies intermittentes. Des nuages sur la plupart des autres régions, seul le bord de la Méditerranée sera provisoirement épargné. Au cours de la journée, passage pluvieux traversant d'Ouest en Est et atteignant le soir le nord des Alpes et le sud du Massif Central. Le vent de sud-ouest soufflera fort en Manche, assez fort le soir sur la Loire. Température minimale de 9 à 12 degrés sur la moitié nord, 4 à 8 degrés sur la moitié sud. Maximales de 16 à 23 degrés du Nord au Sud.



Vendredi et samedi : le courant perturbé d'ouest gagnera, progressivement, les régions de la moitié sud. 1. - Sur la moitié nord, temps très nuageux avec passages pluvieux. Vent de sud-ouest à ouest assez fort. Températures maximales voisines de 10 degrés. Légère baisse vendredi, en baisse plus sensible samedi (2 à 3 degrés). 2. - Sur la moitié sud, aggravation progressive. Assez beau vendredi matin, puis nuageux l'après-midi. Samedi, l'aggravation se poursuit, ciel souvent très nuageux, précipitations possibles excepté sur le pourtour méditerranéen. Vent tournant à ouest faible ou modéré. Températures minimales en hausse, maximales en baisse de 2 à 3 degrés. La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était, à Paris, le 16 octobre à 7 heures, de 1 027,7 millibars, soit 770,8 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 octobre; le second, le minimum de la nuit du 15 octobre au 16 octobre) : Ajaccio, 21 et 9 degrés; Biarritz, 24 et 14; Bordeaux, 23 et 6; Bourges, 13 et 9; Brest, 23 et 8; Caen, 15 et 9; Cherbourg, 14 et 8; Clermont-Ferrand, 14 et 5; Dijon, 12 et 9; Grenoble-St-M.-H., 17 et 10; Grenoble-St-Genève, 13 et 9; Lille, 17 et 11; Lyon, 12 et 9; Marseille-Marianus, 20 et 7; Nancy, 13 et 7; Nantes, 20 et 9; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12; Paris-Orly, 13 et 11; Pau, 25 et 8; Perpignan, 20 et 10; Rennes, 21 et 8; Strasbourg, 16 et 7; Tours, 16 et 9; Toulouse, 23 et 6; Pointe-à-Pitre, 31 et 23. Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 17 et 10; Athènes, 25 et 17; Berlin, 14 et 5; Bonn, 14 et 12; Bruxelles, 17 et 11; Le Caire, 30 et 21; Les Canaries, 27 et 21; Copenhague, 15 et 3; Dakar, 30 et 26; Djibouti, 24 et 17; Genève, 14 et 9; Istanbul, 20 et 16; Jérusalem, 24 et 16; Lisbonne, 26 et 15; Londres, 14 et 11; Luxembourg, 13 et 12; Madrid, 23 et 5; Montréal, 18 et 8; Moscou, 3 et -3; Nairobi, 27 et 13; New-York, 22 et 12; Palma-de-Majorque, 24 et 10; Rio-de-Janeiro, 25 et 21; Rome, 22 et 10; Stockholm, 7 et 0; Téhéran, 23 et 16; Tunis, 24 et 13. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3820

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Plat ou platiride. N'a pas toujours la réaction espérée. - II. L'auteur d'un tel acte n'y va pas de main morte. III. Trouve donc la clé de la solution. Symbole chimique. - IV. On doit donc en prendre l'air. - V. Que l'on ne trouve donc pas dans les grandes surfaces. - VI. Phare d'Alexandrie. Objets de toilette. - VII. Pour l'obtenir, certains n'hésitent pas à prendre le fusil. - VIII. Remède lorsqu'on a mal pris. - IX. Déplacement d'air. C'est égal. - X. Avoir une attitude envahissante. - XI. Ancien jeton de présence.

VERTICALEMENT
1. Un homme qui préfère les grosses. A souvent la tête qui tourne. - 2. Met à disposition ou met en indisposition. - 3. Du genre possessif. Part ou sort. - 4. N'est donc pas partisan du moindre effort. Libéré de l'emprise parentale. - 5. Pour porter la flamme. Chefs de police ou chefs de gang. - 6. Grands et forts. - 7. Code postal. Rend donc meilleur. - 8. Se retire avant l'aube. - 9. Effet saisissant. Agit contre l'astropne.

Solution du problème n° 3819
Horizontalement
I. Brillant. - II. Aride. - III. Code. Csr. - IV. Huc. Cocus. - V. Al. Allo! - VI. Llan. Né. - VII. Alpiniste. - VIII. Nettement. - IX. Dé. Au. - X. Est. Ote. - XI. Eché. **Verticalement**
1. Achalandés. - 2. Brouillés. - 3. Ride. Apt. Té. - 4. Ide. Anité. - 5. La. Clone. Oh! - 6. Col. Imite. - 7. Abconce. El. - 8. Au. Eta. - 9. Torse. Etuve.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

- JEUDI 18 OCTOBRE**
- L'hôtel Godefroid et l'Îlot Thorpy, 14 h 30, 60, rue des Archives, M^{me} Allaz.
- Saint-Nicolas du Chardonnet et le peintre Le Brun, 15 heures, devant l'église rue Monge, M^{me} Bouquet des Champs.
- Le musée Marmottan et ses collections, 14 h 30, 2, rue Louis-Boilly (M^{me} Rojon).
- Peinture allemande, 14 h 50, Petit Palais (L'art pour tous).
- L'hôtel de Brévilliers et son quartier, 15 heures, 12, rue Charles V (M^{me} Boulot).
- Le Marais, 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Vieux village d'Auteuil, 14 h 30, métro Église d'Auteuil (Les Filabères).
- La crypte archéologique de Notre-Dame, 15 heures, métro Cité (M^{me} Hanon).
- Les palais de justice en activité, 14 h 30, métro Cité (M^{me} Lasserre).
- Hôtels de la rue des Francs-Bourgeois, 14 h 30, métro Chemin-Vert (Paris pittoresque et insolite).
- La Mosquée, 15 heures, devant l'entrée (M^{me} Polyver).

CONFÉRENCES

- 14 h 30, 62, rue Madame, M.A. Bouhème : « L'Égypte pharaonique au Moyen Empire et au Nouvel Empire » (Arcus).
18 heures, 18, boulevard Haussmann, Hervé Oursel : « Rubens et Van Dyck dans les collections du nord de la France » (Maison de la région Nord-Pas-de-Calais).
18 h 30, 108, rue de Vaugirard, docteur Claude Orsel : « Face à la drogue, que pouvons-nous faire ? » (Forum 108).
20 heures, 26, rue Bergère, Gonzague Masquelier : « Drogue ou liberté : un lien pour choisir » (L'homme et la connaissance).

UNIVERSITÉS DE QUARTIER

PARIS. TREIZIÈME. - Pour sa réouverture, l'université de quartier du treizième arrondissement, lors de la **journée portes ouvertes** du samedi 20 octobre, de 11 heures à 17 heures, ses cycles de formation : astronomie, arts plastiques, mécanique auto, cours de langues, etc.
* Université de quartier de treizième, 30, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : 589-96-17. Permanences le mercredi de 17 heures à 19 heures et le samedi de 11 heures à 12 heures.

annonces associations

Appels
Vous voulez participer à des activités spécialement utiles et non rémunérées qui correspondent à vos compétences. Prenez contact avec la Boutique de Projets, 41, rue Jomard-Métro, 75018 Paris. Tél. : 347-54-04, après-ruche.

Créations
Qui désire faire 7-8-10 boît. Accueil séduisant. Tél. 209-73-00. Informations et recherche, 47, bd Magenta, 75010 PARIS.

Manifestations
Le Combat de Carnaval et Carême, bimensuel d'art, contemporain et recherche, L.C.C.C., 7, rue Abbé, 31390 CARBONNE.

Sessions et stages
POURQUOI SURIN SA VIE ALORS QU'ON PEUT LA CRÉER? Si on ne nous a pas appris à communiquer humainement, à nous faire confiance, nous n'y sommes pour rien. Mais nous y pouvons quelque chose. La CREB et l'université populaire de Paris ont créé dans ce but la session SYGMA, séminaire personnel et communication. Prochaine session 31 oct. - 4 nov. 1984. Tél. : 555.61.69.

STAGES D'INFORMATIQUE
Nombreux stages. Stages d'initiation. Session du samedi matin : 17/11 Cours du soir : 30/10. Stage intensif : 5-9/11. Stage s'achève : 10/11. Demandes : note documentation ou venez nous voir (10/18 h) L.C., 71 bis rue de Vaugirard 75015 Paris. Tél. : 544-05-14.

ENVIRONNEMENT

BOURSES POUR PROFESSIONNELS

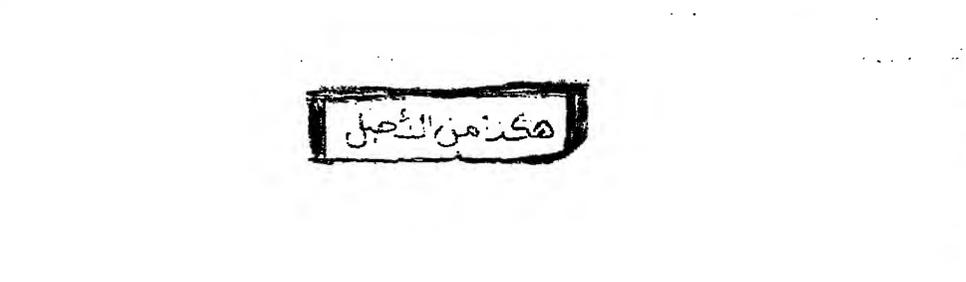
Le German Marshall Fund des Etats-Unis offre des bourses de 3 000 dollars à des professionnels de l'environnement de République fédérale d'Allemagne, de France et des Pays-Bas intéressés par l'acquisition directe de connaissances dans un certain nombre de domaines de la politique de l'environnement aux Etats-Unis. Les boursiers pourront passer quatre à six semaines dans un ou plusieurs organismes (gouvernementaux ou non) et y examiner des problèmes spécifiques (gestion des déchets toxiques, pollution atmosphérique, pollution des eaux, etc) dont l'intérêt sera directement lié aux travaux qu'ils mèneront dans leur pays d'origine. Quatre bourses pourront être attribuées au cours de cette première année expérimentale. Une excellente connaissance de l'anglais est exigée. * The German Marshall Fund of the United States, Marianne Lehr-Baumig, Program Office, 11, Dupont Circle N.W., Suite 900, Washington D.C. 20036. Tél. : 202/745-3950, (avant le 15 décembre).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 15 et mardi 16 octobre.
UN DÉCRET
* Fixant les conditions d'application de l'article 79 (impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaire) de la loi de finances pour 1984.
UN ARRÊTÉ
* Fixant le montant de l'aide financière pour l'aménagement des postes de travail en faveur des travailleurs handicapés à partir duquel l'arrêté du commissaire de la République de département est transmis au ministre chargé de l'emploi.

Le Monde
L'ÉDUCATION
de
OCTOBRE 1984
ÊTRE BON ELEVE
Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours sont toujours là. Qui sont-ils ces « bossués », ces champions qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment le devient-on ? *Le Monde de l'éducation* ne donne pas de recette, mais analyse et décrit leur situation.

Aussi au sommaire :
QUI SONT LES PROFESSEURS DE COLLÈGE ?
Ils sont quatre-vingt mille : de la sixième à la troisième, un professeur sur deux. Ils enseignent deux matières. Ils sont méconnus et mal considérés. Injustement.
MATERNELLE A DEUX ANS : OUI OU NON ?
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11 F



مكتبة النهر

LE CARNET DU Monde

Réceptions

- L'ambassadeur d'Espagne et M^{me} Jean Revonnet Carner ont donné une réception, vendredi, à l'occasion de la Fête de la rose.

Naissances

- Martin ADER et Marie-Noëlle ADER, née Dubour, leurs filles Magali, Caroline, Pénélope, Chloé, ont la joie d'annoncer la naissance de Héloïse, le 8 octobre 1984, 37, rue Bourret, 75019 Paris.

Décès

- Nancy. Il a plu à Dieu de rappeler à lui, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-onzième année, M. Pierre-Alexandre CHONÉ, inspecteur central honoraire des contributions, conseiller juridique et fiscal, médaillé militaire, croix de guerre 1939-1945 avec étoile d'argent et palmes, officier de la Légion d'honneur.

De la part de M^{me} Choné-Demenots, ses enfants et petits-enfants, Ses neveux et nièces, Sa famille, ses amis. Les obsèques ont eu lieu à Nancy, en l'église Saint-Léon-DX, à 14 h 15, lundi 13 octobre 1984. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Saint-Benoît-des-Bois, 58330 Saint-Saulge. On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Simone COLLOREC, née Tissot, survenue à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques ont eu lieu le mercredi 10 octobre 1984, en l'église de Saint-Benoît-des-Bois. De la part de M. Raymond Collorecc, son époux, M^{me} Liliane Collorecc, Le docteur et M^{me} Félix M'Bappé, ses enfants, M. et M^{me} Frédéric Collogrande, Félix, Carole, Sophie M'Bappé, ses petits-enfants.

- On nous prie d'annoncer le retour à Dieu, au terme d'une cruelle maladie supportée avec un infini courage, de l'Amiral Pierre IEHLÉ, compagnon de la Libération, Distinguished Service Cross.

De la part de M^{me} Pierre Iehlé, née Simone Krémer, son épouse, Et de toute la famille, Parents et alliés.

Selon la volonté formelle du défunt, la cérémonie religieuse et l'inhumation se sont déroulées dans la plus stricte intimité familiale à Marsillargues (Hérault) et les honneurs militaires furent rendus par le BAN de Nîmes-Garons, le 12 octobre 1984. Cet avis tient lieu de faire-part.

« Même quand je marcherais dans la nuit de l'ombre de la mort, je ne craindrais aucun mal ! Car tu es avec moi, c'est ton bien et ta houle qui me consolent. »

Parane 23, 204, chemin de la Gavareuse, 83220 Le Pradet. (Le Monde du 13 octobre.)

- M^{me} Jean-André Lesouple, Le général (C.R.) et M^{me} Jean Good, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Emile Lesouple, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} René Martin et sa fille, M^{me} Pierre Félix, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-André LESOUPLE, survenu le 11 octobre 1984, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 15 octobre, en l'église de Prignaniens. Cet avis tient lieu de faire-part.

Prignaniens-Prigoniens, 24130 Laforce.

(Publicité)

Cures thermales d'hiver au soleil

Vous supporterez mieux le rhumatisme saisonnier si vous l'agrémentez d'une cure thermique et de détente au soleil du Midi. En Haute-Provence, en Floussillon, en Armagnac ou au Pays Basque, choisissez les stations de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, ouvertes en hiver : Carroz-les-Bains, Le Buisson, Amélie-les-Bains, Barbotan-les-Thermes et Carroz-les-Bains.

RHUMATISMES - VOIES RESPIRATOIRES - ORL - CIRCULATION VEINEUSE - VOIES DIGESTIVES - FOIE - ETATS MIGRANEUX. Documentation gratuite n° 201 (hébergement et cures) à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, leader du Thermalisme Français, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra, 75002-PARIS. Tél. 742.67.91

- On nous prie d'annoncer le décès de

Augusta MOUCHET, administrateur civil (H.C.) honoraire, ancien professeur de lettres classiques au lycée de jeunes filles de Douai,

officier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite national, officier des Palmes académiques, officier des Arts et lettres, officier du Mérite agricole, survenue, à Paris, le 13 octobre 1984.

Elle ne voulait ni fleurs ni couronnes, mais elle aurait approuvé des dons pour la recherche contre le cancer. Cet avis tient lieu de faire-part.

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

- Le Seigneur a accueilli dans sa paix et sa lumière

M. Pierre REGNAULT, ingénieur des Arts et manufactures, ingénieur principal (H.C.) honoraire à la SNCF, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

piécement décédé à Lille le 14 octobre 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe des obsèques aura lieu le jeudi 18 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Maurice-Ville à Lille.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Andresselles (Pas-de-Calais), à 15 heures. M^{me} Pierre Regnaud-Verlé, son épouse, M. et M^{me} Christian Manoury-Regnaud, Paul, Jean, Marie-Hélène, M^{me} Martine Allain-Regnaud et Marie-Chrylotte, ses enfants et petits-enfants, Les familles Laboureur, Mairesse, Regnaud, Verlé, Benoit, Et ses nombreux amis, 2, rue du Priez, 59600 Lille.

- M^{me} Martine Rodrigue a la douleur de faire part de la disparition de son mari,

Albert RODRIGUE, le 7 octobre, à Nice, 26, rue Paul-Déroulède.

- M^{me} René Louis Girard, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Achard, M^{me} Nicole Tabard, M. et M^{me} Jean Tranquille Tabard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Tranquille TABARD, née Marguerite Hessez, leur mère, grand-mère, survenue accidentellement le 5 octobre 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 10 octobre en l'église Sainte-Odile, sa paroisse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Torigni-sur-Vire (Manche), 18, rue Galvani, 75017 Paris.

- M^{me} Xavier Terras, Mireille Mercier-Terras, ses enfants et petits-enfants, François Mottencier et ses enfants, Jean et Geneviève Berger, leurs enfants et petits-enfants, Christiane Terras, Henri et Odile Vincent et leurs fils, ont la douleur de faire part du décès de

Xavier TERRAS, ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu brusquement à Tamerize (Cantons), le 22 septembre 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité. 70, rue Jean-Mermoz, 13008 Marseille.

- Berkaou, Montpellier. M^{me} Emile Tissot, M. et M^{me} Denis Tissot, M. et M^{me} Pierre Carayon, M. Emile Marie Tissot, M. Jean-Louis Tissot, Et toute les familles Fico, Adamaki, Alfonsi, Oustric, Parents et alliés, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Emile TISSOT, vice-président des agriculteurs français du Maroc, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le 17 octobre, à 14 h 30, en l'église Don Bosco à Montpellier. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

- M. Frantz Gagnerot, ses enfants et petits-enfants, Sa famille, ses alliés et amis, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Frantz GAGNEROT, née Marthe, Marie, Monna Descubes de Laverneville, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leur message et envoi de fleurs ont pris part à leur cruelle épreuve.

- Caen. M^{me} Jean-Charles Payen, son épouse, M^{me} Sylvie, Isabelle, Christine et Cécile Payen, ses filles, très sensibles aux innombrables marques de sympathie témoignées lors du décès de

M. Jean-Charles PAYEN et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

- Dans l'impossibilité de répondre, la famille de

M^{me} Georges TERQUEM, remercie tous ceux qui se sont associés à son deuil.

Anniversaires

- Pour le cinquantième anniversaire du décès de Jean SALLÉRAS, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

- La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris sera célébrée le mardi 6 novembre 1984, à 18 heures, en l'église Saint-Joseph des Carmes. Mgr Badier, évêque de Bayeux et de Lisieux, présidera la célébration et prononcera l'hommage. L'animation liturgique sera assurée par le Centre de formation pédagogique pour l'enseignement spécialisé.

- Une messe sera célébrée le jeudi 25 octobre, à 18 h 30, en l'église Sainte-Clothilde (Paris-7^e), à la mémoire de

Marcel DUDET, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, ancien doyen de l'inspection générale des Lettres, décédé le 26 août 1984. De la part des inspecteurs généraux des Lettres.

- Ses amis sont invités à se rassembler et à prier pour

André LATREILLE à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Benoît des Chartreux (rue Pierre-Dupont, Lyon-1^{er}), mardi 23 octobre 1984, à 19 heures.

Communications diverses

- Jeudi 18 octobre, à 18 h 30, salle P.-J. Eymard, 23, avenue de Friedland, Paris-8^e (M^{me} George-V, Charles-de-Gaulle-Etoile) : ouverture des sessions et conférences de la Centrale catholique 1984-1985 sur « Les grands événements de l'histoire de l'Eglise et la foi », par J. Dumont, historien, documentaliste. (260-56-32).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-IV, samedi 27 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, M^{me} Marie-Claire Zimmermann : « La solitude d'Audis March (1397-1459) : recherches sur la naissance et le devenir d'un style dans la poésie ibérique. »

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Cinq en avant Supercinq en avance!

PROTECTIONS INTÉGRÉES.

TRAIN AVANT A DÉPART NÉGATIF.

GRUPE MOTEUR-BOÎTE TRANSVERSAL.

Renault Supercinq plus cinq que la 5

FIAT 84 STAND B 29
DENISE RENÉ ALBERS
« Home to the square »

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, PARIS 7^e
Anni ALBERS
Josef ALBERS
ŒUVRES GRAPHIQUES
VERNISSAGE
Mardi 16 octobre à 19 h

A3802

EXPOSITIONS

La peinture allemande au Petit Palais

Pierre Bichet et la saison blanche

La carrière extra-picturale de Pierre Bichet risque d'attirer davantage l'attention sur des exploits...

Maie cet aventurier est revenu chaque fois dans son atelier Jura. Pour faire quoi ? Pour peindre et graver...

Avant tout, Bichet aime la neige. Il ne vibre que lorsque s'annonce la rude saison blanche qui confère leur architecture aux maisons et aux paysages...

JEAN-MARIE DUNOYER. * Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

Jules Renard en personne

Jules Renard avait la dent longue et la perfidie facile. Impitoyable pour lui-même, il l'était aussi pour les autres...

Fernand Beret a mis en dialogue ce Journal. Il y interprète le rôle de « l'homme fort », aux côtés de Jean-Marie Galey « l'homme jeune »...

C'est tout cela qu'on retrouve dans ce spectacle qui romane et fait le gros dos. Quelques notes de musique, des cris de mouettes pour l'ambiance...

CAROLINE DE BARONCELLI. * Comédie de Paris, 19 heures.

Rock à OMD

D'une année sur l'autre, on se dit (sans cynisme) que l'un des talents de OMD (anciennement Orchestral Manoeuvres in the Dark)...

Avec sa musique synthétique et de synthèse, OMD est un groupe à double facette : celle des tubes aux mélodies instantanées qui s'adaptent parfaitement au format radiophonique...

Au Casino de Paris, le dimanche 7 octobre, dans un cadre de toute beauté fondé sur un système d'éclairage remarquablement étudié...

ALAIN WAIS. * Discographie chez Virgin.

(Suite de la première page.) Réalisme allemand, second romantisme, esprit académique, idéalisme paysan, naturalisme spirituel, symbolisme lyrique...

Notons tout de suite que ces repères, nécessaires pour comprendre l'agencement de l'exposition sont à trouver dans une petite brochure, fort bien faite et vendue 6 francs...

Si l'on ne doit donc pas s'attendre à d'inoubliables révélations, l'intérêt documentaire et quelques beaux moments d'émotion font malgré tout de la visite au Petit Palais une obligation pour tout honnête amateur de peinture...

Arrêtons-nous là, non parce qu'il est plus loin question de « dualité éternelle de l'âme allemande », mais, retrouvant en effet cette forte peinture, afin de nous rappeler ce qu'elle fut et merveilleusement explorée en 1976...

L'exposition de 1976 avait déjà pour commissaire général allemand le professeur Werner Hofmann, directeur de la Kunsthalle de Hambourg, qui supervise maintenant celle du Petit Palais...

Runge disparut en 1810, Koch en 1839, Bleichen, et Friedrich en 1840, Schinkel en 1841, Rethel en 1859. Cela explique, parmi d'autres éléments, la date initiale du présent ensemble...

Gärtnert, en revanche, dont on avait retenu une Vue de Berlin



Eduard von Steinle, Le Landai (1863)

(1849) revient avec le même Berlin, Unter den Linden (1852), pas plus ni moins romantique, ni réaliste, ni symbolique...

D'autres revenants : von Ravekl, mais son jeune comte est bien pâle ; Richter, qui perd son pinceau et se limite à quelques bois gravés ; Rottmann, dont le Temple d'Apollon, à Egine, paraît rougir de son statut de carte postale...

De l'usine au jardin

Adolf von Menzel, né en 1815, plus ou moins autodidacte, maniaque de la réalité à laquelle il parvient même à plier la peinture historique, doué pourtant d'un physique qui eût dû l'en dissuader (il était nain, semble-t-il)...

somme les baromètres de l'âme humaine. Ainsi Klingner, moins pour la manière dont il fait passer les rochers que pour ses gravures, la formidable et minutieuse Paraphrase sur la découverte d'un gant (1881).

Involontaire en revanche est sans doute l'Épave de von Stuck, pauvre scribe gravement dans le neige, et d'est forcément aussi l'autoportrait de l'artiste accompagné de sa femme, laquelle semble avoir quitté le pantalon pour la robe tant sa féminité fait songer à certains messieurs de Berlin...

On est frappé, davantage qu'en 1976, par les thèmes quasi photographiques de Menzel, par leurs cadrages improbables et l'utilisation souvent paradoxale qu'il fait de la lumière. Ou bien par sa simplicité habile lorsque il revient de la ville ou de l'usine au jardin.

L'influence française plus ou moins bien assimilée est une des clés de la présentation du Petit Palais, on l'a notée pour Menzel, qui exposa à Paris en 1855. C'est vrai pour nombre de ses confrères, soit qu'ils aient étudié dans le capitale français, soit qu'ils aient vu la peinture de nos compatriotes chez eux...

Le bien peint n'est pas ce qui caractérise le mieux l'exposition du Petit Palais, même si l'on veut bien louer la liberté, la rapidité de tel ou tel coup de brosse. C'est plutôt l'extrême des références, comme pour Leibl, des sujets, des anecdotes. On en tira l'événement du sourire et du rire, volontairement ou involontairement provoqué par l'artiste...

la fois de l'innocence et de la campagne germaniques, le VIII italien au printemps, qui livre le meilleur et la plus mûre série de Böcklin, et la Classe de Diane, qu'on ne saurait trouver autrement que bon : c'est un des deux ou trois tableaux qui nous viennent de France, et du musée d'Orsay.

Laissés Böcklin, moins pour suivre l'éléatoire parcours du Petit Palais que pour signaler quelques incontournables : Au printemps, automnale peinture de l'inégal Feuerbach, ou les sombres gravures de Kolwitz, la seule femme de l'ensemble mais pas la moins efficace. Sur le canapé, de Trübner, pour ses alliances d'étoffes, le Turckentouls de Keller, le Passage de Specker, et Wolf accroupi de Kalkreuth, dont la suscite l'Étape avant Paris de von Wernier...

Ainsi va-t-on, au gré imperceptible des réalités, des symboles. Des réalités : revenons à Nietzsche, qui, du peintre réaliste, écrit :

« La moindre parcelle du monde est une chose finie. Il en est de même de l'homme. Et que lui plaît-il ? Co qu'il sait peindre (le La gai savoir) ».

Des symboles : « l'obligation de signifier quelque chose finit par les transformer affectivement en solennelles nullités » (Aurore). Nietzsche partit ici des principes. Ce que ne sont heureusement pas tous les peintres de notre exposition, s'ils ne savent pas toujours ce qui leur plaît vraiment.

FREDERIC EDELMANN. * Petit Palais, jusqu'au 13 janvier, de 10 heures à 17 h 40. Prix d'entrée : 15 francs. Catalogue : 150 F.

THÉÂTRE

« GHETTO » par Peter Zadek à Berlin

Le rire des fantômes

La Fraie Volkabühne à Berlin présente une comédie musicale adaptée d'un livre de Joshua Sobol et mise en scène par Peter Zadek : Ghetto. L'histoire se passe dans un ghetto polonais décliné, condamné. Pourtant, il s'agit d'une vraie comédie musicale avec des chansons, des danses, des gags.

Contrairement au spectacle de Pip Sirens An die Musik, dont le cadre était un camp de concentration où s'affrontaient féroce-ment le comble de l'absurdité tragique et l'absurde clownesque, mais qui s'achevait sur la beauté apaisée d'une image de mort, ici, la tragédie elle-même est traitée dans la dérision. Seul un juif allemand d'origine hongroise, exilé tout enfant à Londres pendant le « blitz », seul Peter Zadek pouvait incarner ce rôle sans verser dans l'horreur larvinaire ou la vulgarité atroce.

Le décor est un immense entrepôt de vêtements, où sont rangés les juifs qui vont mourir, qui vivent, aiment, ont des confits idéologiques, discutent de l'opportunité de monter une comédie musicale, incarnent sur des pancartes « les cimetières n'ont pas de théâtre », ont élu un chef qui porte des gants et leur sert d'intermédiaire avec les SS, organise un banquet, répète sous la surveillance complaisante d'un officier, ardeur lui aussi : le grand jeu des dupes.

La duplicité de toute relation humaine, semble dire Zadek, et en particulier celles qui s'établissent sur les planches fatiguées du théâtre, entre les acteurs et le metteur en scène. Tous des bouffons, mais l'un d'eux définit le pouvoir dans ce lieu clos qui vit sur lui-même qui se joue à lui-même.

COLETTE GODARD.

COMEDIE DE CAEN CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NORMANDE

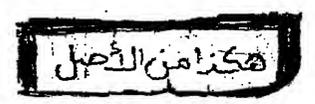
AGATHA DE MARGUERITE DURAS

2 AU 27 OCTOBRE 1984 CHATEAU DE BEAUREGARD HEROUVILLE-SAINT-CLAIR

IRCAM CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'INFORMATIQUE MUSICALE (ICMC) PROGRAMME DES CONCERTS

CHARLOT THEATRE NATIONAL 1984-1985 on s'abonne dès maintenant

7.2.7.8.1.15



مكتبة من الكتب

JACQUES OFFENBACH

LA PERICHOLE

MISE EN SCENE DE JEROME SAVARY



LA NOUVELLE AFFAIRE SAVARY
Vive la Périchole! *Affligeante*
LE PARISIEN LE FIGARO

THEATRE
CHAMPS-ELYSEES
DES

15, AVENUE MONTAIGNE, PARIS 75008

LOCATION PAR TELEPHONE: 720.36.37

RESERVATIONS ADOSSEES ET PAR CORRESPONDANCE
RENSEIGNEMENTS TELEPHONIQUE: 720.36.37

DE CAEN

AS ALLIANCE
M. MONTAIGNE

LESURFACE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Table listing concert administrators and their contact information, including names like Quator VIA NOVA, REACH, Ivan DRENIKOV, etc.

THEATRE CAMEROUN CANADA COTE D'IVOIRE SUISSE... FETIVAL FRANCOPHONE... 15-28 OCTOBRE. EYMOUTIERS LA MOGÈS. SAINT-JUNIEN SAINT-YRIEIX. (55) 33.23.63

CONCERTS Radio France

Table listing concert programs for Radio France, including Orchestre National de France, Musica Antiqua de Cologne, and Wagner: La Walkirie.

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur: Daniel Barenboim. Salle Pleyel. 17 octobre - 20h30. Palais des Congrès 20 octobre - 17h. Daniel BARENBOIM, dir. Lesch...

SPECTACLES théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EMILIE: Quel de la Gare (585-88-88), 20 h 30. LA COPULATION DES SOIES: Bolygy, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMEDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30: Ivanov. CHAILLOT (727-81-15), Théâtre Gai...

Les autres salles

ARCANE (338-19-70), 20 h 30: Michel-Ange. ARTS-HERBERTOT (387-23-23), 15 h et 21 h: Le Mariage de Figaro.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EMILIE: Quel de la Gare (585-88-88), 20 h 30. LA COPULATION DES SOIES: Bolygy, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30.

Les salles subventionnées

COMEDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30: Ivanov. CHAILLOT (727-81-15), Théâtre Gai...

Les autres salles

ARCANE (338-19-70), 20 h 30: Michel-Ange. ARTS-HERBERTOT (387-23-23), 15 h et 21 h: Le Mariage de Figaro.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles...

Mardi 16 octobre

Table listing theatrical performances for Tuesday, October 16, including Opérettes, Opéra, Les concerts, and Jazz, pop, rock, folk.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans. La Cinémathèque. CHAILLOT (704-34-24) 15 h, L'Amour veille, de H. Rosset...

Maeterlinck - Feydeau L'intruse - Léonie est en avance THEATRE DE L'AQUARIUM CARTOUCHERIE 374.99.61

PALAIS DES SPORTS Porte de Versailles LE CIRQUE DEMOSCOU 17 NOV - 13 JANV.

LOCATION OUVERTE AUX CAISSES DU PALAIS DES SPORTS LE LUNDI 29 OCTOBRE 84. LOCATION PAR TEL.: 828.40.90. BON DE LOCATION à retourner au Palais des Sports - Porte de Versailles - 75015 Paris.

PIANO★★★★ THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 25 octobre, 20 h 30 ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA MARIA TIPO MOZART Loc.: 723.47.77

THEATRE EUROPE LE MAL DU PAYS de Jacques-Pierre AMETTE mise en scène Stuart SEIDE Jean-Baptiste MALARTE, Laurence ROY, Wladimir YORDANOFF. 16 OCT. 17 NOV. 18 H 30. PETIT ODEON Salle Roger Blin 325.70.32

كتاب من الأصل

SPECTACLES COMMUNICATION

LE « QUART D'HEURE FABIUS » ET SA RÉPONSE

TF 1 propose une « table ronde » majorité-opposition

Aura-t-elle ? N'aura-t-elle pas ? Le rendez-vous mensuel imaginé par M. Hervé Bourges, PDG de TF 1, avec le premier ministre, M. Laurent Fabius - pour répondre pendant un quart d'heure aux questions d'un journaliste de la chaîne, - est suspendu à la possibilité d'organiser un droit de réponse avec les formations politiques de la majorité et de l'opposition. A vingt-quatre heures de la première émission (mercredi 17 octobre après le journal de 20 heures), la balle est dans le camp des partis politiques, et singulièrement de l'UDF et du RPR.

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a fait par lettre une « recommandation » à la direction de la première chaîne laissant à celle-ci plusieurs possibilités. Soit d'organiser le lendemain de l'émission deux « réponses » d'un quart d'heure chacune (majorité-opposition), soit une émission d'une demi-heure. Autre formule : un quart d'heure le lendemain, un quart d'heure le surlendemain. Malgré la discrétion de TF 1, on sait que M. Hervé Bourges a adressé, lundi 15 octobre, trois lettres, respectivement au premier ministre, au président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, et à M^{me} Michèle Alliot, présidente de la Haute Autorité. Il y défend notamment l'intérêt des téléspectateurs et la morale professionnelle des journalistes. Sa solution : organiser une « table ronde », le lendemain du « quart d'heure Fabius », à la même heure et en direct aussi, avec les partis représentés à l'Assemblée nationale. Libre à eux d'élargir leurs rangs à des formations non représentées au Parlement, M. Mermaz ayant déclaré forfait pour tout rôle d'intermédiaire.

Cette solution comporte plusieurs avantages. D'abord elle est acceptable pour les journalistes de TF 1, qui ont même fait savoir que c'était la seule qui avait leur agrément. De même que, la veille, le journaliste pourra questionner librement le premier ministre, de même le lendemain pourra-t-il mener comme il l'entend cette « réplique ». Elle permet en outre au Parti communiste

de donner son point de vue sans être catalogué formellement dans la majorité ou dans l'opposition. La participation peut être élargie, à condition, bien sûr, que les « quatre grands » en soit d'accord. On pense au PSU ou au MRG par exemple, mais aussi au Front national : deux représentants du PCF et du PS avaient refusé de débattre avec celui-ci le soir des élections européennes... Dernier avantage : une « table ronde » est peut-être plus « vivante » et plus intéressante, pour les téléspectateurs, qu'une succession de déclarations, assorties ou non de la présence d'un journaliste porte-micro.

Quelle va être la réponse des partis politiques ? Le PCF et le PS seraient favorables à cette formule. Le RPR, par la voix de M. Claude Labbé, président du groupe à l'Assemblée nationale, a fait savoir qu'il jugeait la proposition « malhonnête », et qu'il était « partisan d'un refus clair et net ». L'opposition ne devant pas à ses yeux « servir de faire-valoir au premier ministre ».

Un concertation doit avoir lieu ce mardi au sein du RPR et avec l'UDF, qui n'a pas encore fait connaître ses intentions. La Haute Autorité n'ira pas plus loin dans la formulation du « droit de réponse ». C'est donc à TF 1 de jouer, au finish, sur une corde raide. Si la proposition de M. Bourges n'est pas acceptée, le « quart d'heure Fabius » pourrait fort bien être supprimé.

SUR TF 1

La parenthèse Khrouchtchev

Le 15 octobre 1984, le monde ébahi apprenait que Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, le numéro un de l'URSS, venait d'être destitué. Ce mardi 16 octobre, l'émission de Gilbert Lazard (l'histoire à la une), première chaîne) marque le vingtième anniversaire de cette révolution de palais. Que fut, dans les trois quarts de siècle, ou presque, de l'histoire soviétique la période Khrouchtchev ? Une décennie à bien des égards sensationnelle et déconcertante, remplie de drames, de bouffonnerie et d'espoir.

Le premier secrétaire était, apparemment, sûr de lui. Mais savait-il vraiment où il allait ? Comment faire la part, dans son propos, de la certitude raisonnable et de la fanfaronnade ? Son passage sur le devant de la scène ne fut-il, en fin de compte, qu'un accident inacceptable pour les gens du système ? Sans doute. En tout cas, la parenthèse a été fermée en octobre 1984.

Nat Lilienstein raconte l'homme à l'aide d'images d'archives malheureusement incomplètes ; il est impossible de trouver les films qui montrent, par exemple, les obsèques de Staline : les Soviétiques ne veulent pas communiquer ce qu'ils ont, et les cinéastes occidentaux ne possèdent pas de documents. Entre deux séquences, des diplomates (MM. Soutou et Manac'h) des écrivains (MM. Claude Roy, Michel Heller, K. S. Karol), proposent leur analyse. Des hommes politiques témoignent. Tous les grands événements ont été ainsi évoqués. A l'intérieur, la déstalinisation et l'effervescence qu'elle a provoquée dans le camp socialiste en Pologne, en Hongrie et en Chine. La manie des réformes d'un premier secrétaire toujours en quête du remède miracle pour sauver l'agriculture. A l'extérieur, une assurance nouvelle acquise lors du lancement du premier Spoutnik et souvent mauvaise conseillère.

Médisant ses partenaires, M. « K » avait provoqué la crise de Berlin ou celle des fusées à Cuba. Il fut néanmoins reconnaître qu'il savait faire marche arrière lorsqu'il prenait conscience de la résistance... et du danger. Il avait ainsi l'habitude de souffler presque en même temps le chaud et le froid.

Cette méthode lui réussit pendant quelques années. Jusqu'à leur ou ceux qui l'avaient fait roi cessèrent de le prendre au sérieux et le jetèrent par-dessus bord lorsqu'il voulut mettre en œuvre une nouvelle réforme qui menaçait l'appareil en place.

Au cours de l'émission, Michel Tatu, qui fut correspondant du Monde à Moscou pendant la plus grande partie de la période Khrouchtchev, rappelle que la déstalinisation avait commencé lorsque M. « K » se tenait encore dans l'ombre. Les premiers signes de rejet du stalinisme portèrent le marque du gouvernement dirigé par Mikhaïlov. Et Beria s'en attribua même le mérite. La déstalinisation « à la Khrouchtchev » fut cependant plus ample. Le premier secrétaire avait eu la chance de n'être coopté qu'en 1939 au bureau politique, alors que présentaient fin les purges sanglantes et massives. Il put s'offrir le luxe d'attaquer les autres dirigeants, qui, eux, s'étaient compromis... et qui étaient, dans les années 50, ses rivaux les plus redoutables.

André Fontaine rappelle que Khrouchtchev donnait l'impression d'être vraiment communiste. Ce n'est pas une banalité : la plupart de ses collègues ou successeurs nous apparaissent comme des pratiquants plutôt que des croyants. Mais rien n'est simple : en Khrouchtchev le communisme était imbibé de populisme. Le mélange de marxisme plus ou moins assimilé et de tradition inspirait le style inimitable d'un homme capable de dire : « Dieu n'existe pas, Dieu merci ! »

FRANÇOIS BRÉVENT.

* Mardi 16 octobre, TF 1, 21 h 30.

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Espace Galia 14 (327-95-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A. v.o.) : Chryso Ecolis, 9 (334-20-12) ; UGC Marbeuf, 9 (561-94-25) ; V.I. : Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDUIT (A. v.o.) : Forum, 1 (229-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; George-V, 8 (562-41-46) ; UGC Normandie, 8 (359-41-18) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (297-49-70) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Publicis Champs Élysées, 8 (720-76-23) ; - V.I. : Gaumont Beaugrenelle, 2 (232-56-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

MÉTÉO DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ;

Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Molière, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (297-49-70) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Publicis Champs Élysées, 8 (720-76-23) ; - V.I. : Gaumont Beaugrenelle, 2 (232-56-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

MÉTÉO DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ;

Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Molière, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (297-49-70) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Publicis Champs Élysées, 8 (720-76-23) ; - V.I. : Gaumont Beaugrenelle, 2 (232-56-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

MÉTÉO DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ;

Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Molière, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (297-49-70) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Publicis Champs Élysées, 8 (720-76-23) ; - V.I. : Gaumont Beaugrenelle, 2 (232-56-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

MÉTÉO DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ;

Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Molière, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (297-49-70) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Publicis Champs Élysées, 8 (720-76-23) ; - V.I. : Gaumont Beaugrenelle, 2 (232-56-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (232-56-70) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

MÉTÉO DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ;

Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8 (722-69-23) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Lumière, 8 (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Molière, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-52-37) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-36) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Studio Cujas, 5 (354-89-22) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-29-46) ; Elyées Lincoln, 8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.I. : Rex, 2 (236-80-93) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Favart, 13 (331-56-60) ; Paramount Gaîté, 13 (380-18-03) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse Patbé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Marat, 16 (651-99-75) ; Paramount Molière, 17 (578-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

L'INTRUS (Fr.) : UGC Rognon, 6 (575-94-94).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LISTE NOIRE (Fr.) : Français, 9 (770-32-85).

LE CALÈRE (Brit. v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3 (278-36-15) ; Saint-André des Arts, 6 (326-50-25) ; Olympic Entrepôt, 14 (545-35-38) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).

LES MALHEURS DE HÉRID (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MARIA'S LOVERS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Action rive gauche, 5 (354-47-62) ; UGC Champs-Élysées, 5 (326-58-00) ; 14-Juillet Beaubourg, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.o.) ; UGC Opéra, 2 (274-93-30) ; Rex, 2 (236-80-93) ; UGC Rognon, 6 (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94).

LE MEILLEUR (A. v.o.) : Gaumont Halle, 1 (

COMMUNICATION

LE DIXIÈME VIDCOM

La France et le Luxembourg signeront un accord à la fin du mois pour l'exploitation commune de TDF 1

Les différents enjeux liés aux satellites en Europe ont été évoqués le lundi 15 octobre lors du dixième VIDCOM à Cannes. A l'initiative de France (TDF), comme à la SNIAS, dont M. Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, visitait les installations, on s'est efforcé de minimiser la portée des incidents qui vont retarder le lancement de TDF 1 (le Monde du 16 octobre) en précisant que Thomson-CSF n'était pas le seul fabricant en cause.

Quand Thorn EMI bâtit l'audiovisuel européen

Cannes. - Ce n'est plus une découverte mais une éclatante confirmation : Thorn EMI est devenu, en cinq ans, le géant de l'audiovisuel européen et sa stratégie commerciale pèsera lourd dans le développement des nouveaux médias. Pour ce dixième VIDCOM, le groupe anglais avait choisi un profil bas mais pointu : proposer aux premiers réseaux câblés français une chaîne musicale diffusant seize heures de vidéo-clips et de concerts par jour, gratuitement. Programmé par vingt réseaux câblés britanniques, Music Box est financé à 20% par ses abonnés et à 80% par la publicité. Le satellite ECS-F1 lui a permis de s'imposer dans neuf autres pays avec le même argument irrésistible : la gratuité pendant deux ans.

Il lui reste aujourd'hui à conquérir la France, la Belgique et la Suisse. L'objectif de Thorn EMI est de passer de 400 000 abonnés à 3 millions en mai 1985, 25% des foyers européens recevant le câble. Music Box est le poisson-pilote du groupe anglais : la musique est une langue internationale et traverse sans encombre les frontières. Derrière, il y a Jack in the Box, une chaîne pour enfants, et surtout Première, qui associe Thorn EMI aux grands studios américains et aux chaînes payantes d'outre-Atlantique dans une programmation de films. Ces deux chaînes spécialisées se partagent un canal du satellite Intelsat-V, qui ne couvre que la Grande-Bretagne. Mais Thorn EMI négocie déjà partout en Europe leur diffusion sur de nouveaux supports.

Musique, cinéma, programmes pour enfants : le groupe anglais ne croit qu'aux chaînes thématiques et s'empresse d'occuper les créneaux les plus appréciés du public. Qui lui résistera ? Dans les coulisses du VIDCOM, les professionnels sont par-

tagés entre l'admiration devant l'audace commerciale et un scepticisme sur les chances économiques de l'entreprise. Music Box doit payer 35 millions de francs par an pour le satellite et presque autant pour les programmes. Les recettes d'abonnements et de publicité ne couvriront pas ces charges avant quatre ou cinq ans. Pour Première et Jack in the Box, le coût des programmes, la barrière des langues rendent l'entreprise encore plus incertaine.

De notre envoyé spécial

tagés entre l'admiration devant l'audace commerciale et un scepticisme sur les chances économiques de l'entreprise. Music Box doit payer 35 millions de francs par an pour le satellite et presque autant pour les programmes. Les recettes d'abonnements et de publicité ne couvriront pas ces charges avant quatre ou cinq ans. Pour Première et Jack in the Box, le coût des programmes, la barrière des langues rendent l'entreprise encore plus incertaine.

89 000 employés

Certes, mais Thorn EMI a les reins solides. Les programmes et le câble ne sont qu'une petite partie des activités de ce groupe, qui fabrique de l'électroménager aussi bien que des équipements électroniques de pointe, vend et loue des téléviseurs, des magnétoscopes (Visca), édite des cassettes dans vingt-cinq pays, contrôle un sixième du marché mondial du disque, équipe et gère des réseaux câblés. Il faut y ajouter une chaîne de télévision (Thames TV), les studios dans lesquels ont été tournés Indiana Jones et les Aventuriers de l'arche perdue, ainsi que 300 salles de cinéma. Au total, 89 000 employés et un chiffre d'affaires pour 1984 de 31 milliards de francs.

Qu'importe, alors, s'il faut anticiper sur les recettes du câble pendant cinq ou dix ans. Faire des programmes n'est-il pas le meilleur moyen de vendre des téléviseurs, du câble ou des magnétoscopes ? Jouant sur la synergie de ses différentes activités, Thorn EMI a décidé de bâtir l'audiovisuel européen. Il le fait d'ailleurs sans prélever d'un quelconque monopole. - Il serait ridicule d'imaginer une chaîne anglaise envahissante

L'Europe, explique M. Marcus Bicknell, responsable des activités câble et satellite du groupe. Le public ne le supporterait pas. Dans chaque pays, nous cherchons des partenaires nationaux auxquels nous laissons la majorité dans l'exploitation. Et nous complétons nos programmes avec des émissions françaises, allemandes ou belges.

Ainsi, en France, Music Box cherche des associés pour pouvoir diffuser quatre heures quotidiennes de clips français et fait des propositions au quotidien Libération pour assurer la couverture de l'actualité musicale. Pour compléter la proclamation de Jack in the Box, Thorn EMI songe au groupe Hachette. En Allemagne, aux Pays-Bas, il a déjà trouvé d'autres partenaires.

Cette offensive commerciale est d'autant plus imparable qu'elle ne rencontre en face d'elle aucune résistance conséquente. Les grands groupes français de communication n'ont pas la même surface financière et s'intéressent plus à la télévision classique qu'aux chaînes spécialisées. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a les mains liées par un satellite qui vient de prendre plusieurs mois de retard. Havas doit concentrer ses efforts sur Canal Plus. Les groupes cinématographiques ne sont pas en état de se diversifier. Seul Hachette n'a pas encore choisi sa stratégie (1). Le sous-dimensionnement économique et les retards technologiques risquent ainsi de condamner nos industries de programmes à n'être que des associés du grand projet européen de Thorn EMI.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Le rachat des Editions Dupuis et de leur filiale audiovisuelle, productrice des Schtroumpfs, pourrait, s'il se concrétise, donner au groupe Hachette une position de force sur le marché des programmes pour la jeunesse.

La SFP entre dans la danse

De notre envoyée spéciale

Cannes. - Lundi 15 octobre était, pour le VIDCOM, la grande journée du câble. Il y eut un colloque ouvert par M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines et président de la mission « TV-câble », sur « vidéo communication et collectivités locales », une visite guidée des stands sur le thème des programmes pour les réseaux câblés et deux signatures de protocoles d'accord entre la mission et, d'une part, Télédiffusion de France (TDF), d'autre part la Société française de production (SFP). Un coup d'aiguillon certain pour cette dernière, soucieuse d'entrer enfin dans la danse.

Cela se passait sur le stand de la SFP avec un brin de solennité : on se congratulait et on se courtoisait comme il est de coutume au moment d'un accord : le public observait, blasé rien ne ressemble plus à l'annonce d'un accord qu'une autre annonce d'accord... Et puis, soudain, à la fin d'un discours, on appela un homme, présent dans le public, pour lui rendre un hommage : M. Jean-Charles Edeline, ancien patron de la SFP, visionnaire étonnant, qui, il y a six ans, avait déjà rêvé de mettre la SFP sur les rails d'une production pour le câble et les nouveaux médias.

Une présence symbolique pour des résolutions toutes neuves, et un pari difficile : montrer la compétitivité du service public pour la production de programmes, créer une dynamique mobilisatrice pour le personnel et susceptible de diminuer la dépendance de la SFP à l'égard des chaînes du service public en accroissant la part des autres programmes. Reste à élaborer le catalogue des émissions disponibles produites ou coproduites par la société

et à mettre au point des services d'assistance-conseils et de prestations techniques pour l'exploitation des réseaux câblés.

Le président de la SFP, M. Bertrand Labrusse, ne semblait guère douter, lundi, de sa faisabilité, alors même que sa société s'apprette à annoncer la création d'une unité de production et de post-production particulièrement destinée aux marchés du film publicitaire, industriel et éducatif. Des équipements nouveaux et modernes permettent désormais en effet le traitement et la synthèse numérique de l'image et devraient rendre la SFP concurrentielle à l'échelon européen.

« Nous sommes dotés d'outils adaptés à de nouveaux types de produits demandés sur le marché », explique M. Pierre Coraille, directeur des marchés institutionnels et des nouveaux médias à la SFP. Il y a les vidéogrammes institutionnels, pour lesquels la clientèle est de plus en plus exigeante ; les nouveaux programmes qui prendront place dans le cadre de la Régie française des espaces et surtout, insiste-t-il, des spots publicitaires diffusés dès janvier en vidéo sur l'antenne.

Témoin amusant de ces projets : la cassette de huit minutes destinée aux publicitaires, qui présente, sous forme de vidéo-clip, l'étendue des possibilités de trucs et d'images, utiles pour les spots et les génériques. La SFP, incontestablement, cherche à entrer dans le jeu. Son savoir-faire et son expérience plaident sans doute pour elle. Dans ses mises en cause successives, ce n'est jamais ce qu'on lui a reproché.

ANNICK COJEAN.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL
ATELIERS D'ÉCRITURE DE SCÉNARIOS
Sélection en octobre-novembre.
Début des ateliers : janvier 85.
Durée : 20 jours sur 7 mois + suivi pendant les intervalles.
Prix 16.000 F + Dossier d'inscription : 200 F.
Prise en charge possible par formation permanente.
Bourses sous conditions.
Renseignements : Bénédicte Puppincq 875-83-14.
188A 4, avenue de l'Europe, 94360 Bry-sur-Marne.

DIFFICULTÉS À SÉLECTION DU READER'S DIGEST

Selon un communiqué publié par les élus du comité d'entreprise du mensuel *Sélection du Reader's Digest*, il a été fait état, lors de la réunion du comité convoquée par la direction le 5 octobre, de « mesures sociales importantes » dans l'entreprise qui emploie 596 salariés.

Au même moment, dans les coulisses, une liste était affichée, sans entête ni signature, signifiant à cent six personnes de ne plus se présenter au travail, à partir du lundi 8 octobre, pour cause de « chômage partiel total ». La décision a ensuite été notifiée par lettre.

L'inspection du travail, précise le communiqué du CE, n'a reçu l'information et la liste que le lundi 8 octobre et, à ce jour (vendredi 12), aucune autre explication n'a été donnée par la direction au personnel en cause. Le mutisme de la direction du *Reader's Digest* s'est vérifié lundi matin 13 octobre, celle-ci nous déclarant qu'elle n'avait aucun commentaire à faire, et qu'il n'y avait encore aucun licenciement.

EN BREF

● Grève de journalistes au « Courrier de Saône-et-Loire ». A l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ), 25 des 41 rédacteurs du quotidien le *Courrier de Saône-et-Loire* ont observé, dimanche 14 octobre, une grève de vingt-quatre heures pour « le maintien des effectifs de la rédaction au niveau de l'année 82 » (trois départs n'ont pas été compensés, affirme le SNJ) ainsi que « la défense et l'amélioration des conditions de travail ».

● Mag'jeunes a un an. - Lancé en octobre 1983 par les éditions Fleurus, *Mag'jeunes* continue sa carrière. Distribuée dans toute la France, la Belgique et la Suisse, il tire à 60 000 exemplaires. Les lecteurs du Monde qui souhaiteraient recevoir des exemplaires gratuits peuvent en faire la demande à Monique Nadaud, service de presse de Fleurus-press, 31, rue de Fleurus, 75006 Paris.

Mardi 16 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie. N° 6. Un avenir pour l'Amazonie. L'équipe visite la plantation Henry Ford. Fordlandia, dont les arbres à caoutchouc devaient alimenter la firme en « pneus ». Dernier épisode de l'épopée amazonienne. Enfin !
- 21 h 30 L'Histoire à la une. De Gérard Luzzati. « Fermez la parenthèse » : vingt-cinq ans de la destinée de Krouchtchiov. Réal. Nat. Libenstein ; conseiller historique, André Fontaine. Il y a vingt ans, le 13 octobre 1964, Nikita Krouchtchiov donnait sa « démission » de premier secrétaire du PCUS. L'émission nous retrace les grands événements de cette époque, commentés par des Français et des étrangers, les Soviétiques ayant refusé leur participation.
- 23 h Journal.
- 23 h 15 Chants d'espérance. Emission de Roger Gicquel et Monica Soru. Du « piano militant » de l'Uruguayen Estrella à la composition de l'Italien, Toto Rosainha, l'expression artistique au service de la démocratie et des luttes de libération.
- 24 h Cignotant.
- 0 h 10 Vidéo première.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 Cinéma : Coup de torchon. Film français de B. Tavernier (1981), avec P. Noiret, L. Fupbert, J.-P. Marielle, S. Audran, G. Marchand, B. Mitchell. En 1938, dans une bourgade d'AEF, le chef de la police, humilié par tout le monde et trompé par sa femme, commet un acte de violence dont il fait porter la responsabilité à d'autres. Adaptation bouffonne et tragique d'un roman de Jim Thompson transposé en Afrique. Le scénario est de Jean-Claude Cocteau. Du coup-Tavernier, et Noret formidable et en - ange exterminateur.
- 22 h 45 Documentaire : Tant qu'il y aura des profs. N° 1 : Mission impossible, de Hervé Hamon et Patrick Rotman. Premier épisode d'une série de trois consacrée à la « mission » de certains enseignants face au profond reflux de l'école qui se manifeste de plus en plus chez les lycéens. Une grande enquête qui va susciter des débats.

23 h 25 Journal.

23 h 50 Soirée les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 La dernière séance : Soirée Polar. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain. Actualités 1959 ; dessin animé de Tex Avery ; 22 h 50, dessin animé : Bugs Bunny ; réclames de l'époque ; attractions et présentation du deuxième film.
- 20 h 50 Premier film : La police fédérale enquête. Film américain de M. Le Roy (1959), avec J. Stewart, V. Miles, M. Hamilton, L. Pennell, N. Adams. La remise sur pied de l'organisation policière du FBI à partir de 1924, et ses activités jusqu'en 1959. Un film très « officiel » sur lequel il y aurait beaucoup à redire mais où James Stewart, agent héroïque blanchissant sous le harnais, est très attachant.
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 35 Deuxième film : Le Chute d'un cadet. Film français de B. Bostitcher (1960), avec R. Danton, E. Steward, J. White, S. Ouland, R. Lowery (v.a. sous-titré, N.). Dans les années 20-30, l'ascension puis la dégringolade d'un danseur devenu cambrioleur et gangster. L'histoire vraie de Jack - Legs - Diamond, aussi redoutable qu'Al Capone, scénario soigné et une mise en scène musclée. Les acteurs, peu connus, ont une sorte de vérité documentaire.
- 1 h 15 Une bonne nouvelle par jour.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 15, Cité 16 : la Maison d'Albert, de S. Joubert ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Agora.
21 h 30 Musique : Diagonale on l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magiques : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 19 septembre) : *Dracula*, de Balil, par l'Ensemble Musica oblique ; dir. M. Swierczewski, sol. J. Wisan, soprano, B. Brewer, ténor, J. Bondi, basse.
22 h 55 Les soirées de France-Musique (en direct de Bréno) : Concert de jazz, carte blanche à Michel Portal.

Mercredi 17 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 20 TFI Vision plus.
- 11 h 50 La une chez vous.
- 12 h Feuilleton : Nans le berger.
- 12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.
- 13 h 40 Vitamine.
- 13 h 45 Spécial contes de Perrault ; avec Chantal Goya : Pourquoi comment ? ; les petits creux de Loula ; les Trois Mousquetaires ; Vitabourm.
- 16 h 25 Microclimat.
- 16 h 45 Hip-hop.
- 16 h 50 C'est super.
- 17 h 25 Jack spot.
- 17 h 50 Des jouets par milliers.
- 18 h 10 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Série : Danse avec mol. Feuilleton brésilien.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Cocoricocoboy.
- 19 h 55 Tirage du Tao-o-Tao.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- La déclaration du premier ministre, M. Laurent Fabius, de 20 h 30 à 20 h 45, déclara d'urgence l'horaires des émissions de la soirée, sous réserve d'une solution au « droit de réponse » prévu jeudi (lire page 19).
- 20 h 35 Série : Dallas. Les réactions sont diverses après l'annonce par Clayton de ses fiançailles avec Ellie. J.R. est furieux. Bobby tente de convaincre Jenna d'abandonner son travail afin qu'il puisse la voir un peu plus souvent. Katherine prend l'union pour Rome pour y enquêter sur le passé de Janna. Elle obtient une photocopie de l'acte de naissance de Charlie, qui révèle ainsi le nom du père de l'enfant.
- 21 h 25 Chronique d'une famille française. Série de Hervé Basle et Jacques Tréfoüel. C'est si loin l'Amérique... Une cousine est partie vivre en Amérique. Une chronique digne d'un feuilleton de Balzac transposé au vingtième siècle. Un documentaire.
- 22 h 25 Branchés musique : A tout clip.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 25 C'est à lire.
- 23 h 30 Cignotant.
- 23 h 50 Vidéo première.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
- 13 h 45 Dessins animés.

YAKARI
LE GRAND TERRIER
10^e ALBUM!
casterman

- 14 h 15 Récré A2.
- 16 h 50 Micro Kid.
- 17 h 25 Les carnets de l'aventure.
- 18 h Platine 45.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Le retour des mystères de l'Ouest. Réal. Burt Kennedy, avec R. Courd, R. Martin... Jim et Artemus reprennent du service, pour lutter contre les machinations d'un grand ennemi, Michéto, qui a réussi à s'emparer des têtes couronnées européennes. Le retour de Jim et Artemus pose quelques problèmes d'adaptation.
- 22 h 10 Documentaire : Tant qu'il y aura des profs. N° 2 : Classe tous risques. De Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Le désarroi des enseignants et leur sentiment d'échec de plus en plus fort. Quelques-uns se retrouvent même dans des centres psychiatriques. Ils démontrent de leur expérience dans le deuxième volet de cette série.

22 h 10 Journal.

23 h 10 Soirée les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Question au gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 17 h 55 Téléjournal régional.
- Programmes audiovisuels des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Emission de Guy Lux et Lela Milicic. Avec Serge Lama, Roland Magdane, Hervé Villard, Christophe, Gilbert Montagné, Richard Gotainer...
22 h Journal.
- 22 h 20 Série : Soirées de la vie conjugale. D'I. Bergman. N° 6. Au milieu de la nuit dans une maison sombre. Avec Liv Ullmann, Bibi Andersson... Sept ans plus tard, Johan et Marianne se retrouvent. Elle est remarquée. Tous les deux passent un week-end dans une maison de campagne. L'amour a-t-il placé à l'amitié. Le roman de la vie conjugale. Tendre, grave...
23 h 10 Une bonne nouvelle par jour.
23 h 15 Prétude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 40, Dessin animé : Belle et Sébastien ; 17 h 50, Météo (Guignol) ; 18 h 50, Série : Les molécules ; 18 h, Magazine du rock : Rocking chair ; 18 h 30, Vie régionale ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : Monsieur Brzjanina ; 19 h 15, Informations ; 19 h 30, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

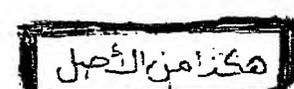
7 h Le goût du jour.
8 h 15 Les enjeux internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance (et à 10 h 50).
9 h 5 La science et les hommes ; l'objectivité en sciences.

10 h 30 Musique : Miroirs (et à 17 h).

11 h 10 Le livre ouvert sur la vie.
11 h 30 Feuilleton : La San-Felice.
12 h Panorama.
12 h 45 Avant-première.
13 h Un livre, des voix : « Le prisonnier du temps qui passe », de N. Adrienne.
14 h 30 Rencontre avec : R. Eveytenbach.
15 h 30 Lettres ouvertes.
16 h 10 Le pays d'ici : Le Berry.
16 h 30 Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire la langue ! ; à 19 h 15, Rétro 1954 ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : la biologie végétale.
20 h Musique mode d'emploi : entendre le clavecin : W. Landovska.
20 h 30 Antipodes.
21 h 30 Publications : magazine de musiques nouvelles.
22 h 30 Nuits magiques : bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : Musique de l'événement.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 8 Le matin des musiciens : Roger Désormière. La société de musique d'aujourd'hui ; Patrice-Nathan ; le Front populaire.
12 h 5 Concert : œuvres de Isaac, Merula, J.-S. Bach, par l'Amsterdam Locki Standaard Quartet.
13 h 32 Les chemins de la terre.
14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Geminiani, Sammartini, Dubois, Tanc, Daniel, Telemann, Satie, Britten, Fucqueray, par R. Parrot, par D. Parrot, hautbois, Th. Fèvre, clarinetto-piano.
15 h Après-midi des musiciens : XIX^e siècle quand tu nous tiens ; œuvres de Wagner, Chaussou, Charpentier, Auric.
17 h Histoire de la musique.
18 h L'Impératif.
19 h 15 Le temps du jazz : Où jouent-ils ? ; Inermédies ; feuilleton : Tout Duto.
20 h Musique contemporaine magazine.
20 h 30 Concert (donné le 29 novembre 1983 à la Philharmonie de Berlin) : Concerto n° 1 pour violon et orchestre en sol mineur, de Bruch ; Symphonie n° 1 en la majeur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. Soudant, sol. P. Zazorsky, violon.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : à 23 h 34, Vervein-Scott ; à 1 h, Poison d'or.



مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne TTC		La ligne**	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74	ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02	OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	60,00	71,16	DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
AUTOMOBILES	60,00	71,16	IMMOBILIER	39,00	46,25
AGENDA	60,00	71,16	AUTOMOBILES	39,00	46,25
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92	AGENDA	39,00	46,25

ANNONCES CLASSEES

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Maintenance de process on et off shore...

Jeune filiale française (15 MF, 30 personnes) d'une société anglaise membre d'un très important groupe coté à la Bourse de Londres, en pleine progression, nous en sommes, après une première phase d'implantation, à la consolidation de nos acquis et à leur optimisation. Nous recherchons donc notre JEUNE

Directeur général HF

Dans le cadre d'une politique de groupe, fixant les grands axes stratégiques et la rentabilité attendue, l'autonomie dont vous bénéficiez devrait vous permettre de faire valoir vos qualités d'ENTREPRENEUR et de GESTIONNAIRE. De formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs ou commerciales), vous avez développé jusqu'à présent votre activité dans l'engineering par exemple et connaissez bien les milieux de la pétrochimie et/ou du nucléaire. Vous avez eu récemment la responsabilité d'un centre de profit autonome. La maîtrise de l'anglais est impérative... que ce soit maintenant ou pour votre progression ultérieure au sein de notre Groupe...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière précisant votre rémunération actuelle, sous la référence C/P/MO/LM, pour que vous le développiez ensemble.

ARCOREM  Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Cabinet International recherche pour Afrique Francophone

A - Expert en Organisation et Gestion du Personnel Administratif.

B - Organisateur Financier doté d'une solide formation Comptabilité Financière. Il devra disposer d'une bonne connaissance de la Comptabilité Publique ainsi que d'une expérience de planification sectorielle en matière agricole.

Un contrat à durée déterminée avec rémunération motivante sera offert aux candidats pouvant justifier d'une expérience de plus de 5 ans dans les domaines cités.

Adressez candidature sous référence 1102 F à PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris - qui transmettra.

CCMC

INFORMATIQUE DE GESTION

Maintenir la qualité

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de Services et Ingénierie Informatique et connaissons depuis plusieurs années une forte expansion. La consolidation de cet acquis passe aujourd'hui par une meilleure prise en compte de la qualité de nos structures, de nos prestations, de nos méthodes de travail et du comportement de tout notre personnel.

Pour atteindre cet objectif, nous créons le poste de

directeur de la qualité et des études d'organisation

Le niveau des responsabilités offertes suppose nécessairement une compétence réelle dans les problèmes d'organisation, et si possible dans le domaine de la qualité, acquise soit dans l'entreprise, soit dans un cabinet spécialisé.

Il doit déboucher ultérieurement sur d'autres responsabilités, de préférence opérationnelles, au sein du groupe.

Si vous êtes tenté de nous accompagner dans ce challenge, veuillez nous adresser confidentiellement un CV même succinct, et une lettre manuscrite sous réf. 2338 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINUTE! (1) 296.10.68

un challenge à l'île de la Réunion.

Nous sommes une importante entreprise alimentaire filiale d'un groupe agro-industriel français de premier plan. Nous recherchons notre

Responsable marketing

300 000 +

Agé de 33 ans au moins, vous pouvez faire état d'une expérience réussie dans un poste d'encadrement commercial ou marketing qui affirme votre formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co, MBA, ...).

Ambitieux mais non carriériste, vous avez si possible déjà vécu outre-mer: vous souhaitez vous y épanouir et non y faire du "tourisme".

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre service marketing et de vous engager sur des objectifs commerciaux.

Si ce challenge vous intéresse, vos possibilités d'évolution tant à l'intérieur de la société que dans le groupe seront à la hauteur des espoirs que nous fondons sur vous.

La rémunération que nous offrons est assortie de tous les avantages liés à l'outre-mer (fiscalité, véhicule, voyages, ...).

Ecrivez-nous vos motivations accompagnées d'un CV détaillé + photo, sous réf. 61002/M, en adressant votre courrier à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

Staff Consultants STRASBOURG PARIS LYON NEW YORK

91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris
32, allée de la Robesseau 67000 Strasbourg

Région parisienne Haute technologie 1600 personnes

Citée dans «Le Prix de l'Excellence», cette entreprise du 3^{ème} type recherche

Directeur du personnel

Leader mondial dans son domaine de pointe, cette société, en forte expansion, obtient ses performances grâce à la motivation légitime de son personnel.

Pour son établissement commercial, elle offre une opportunité exceptionnelle à un professionnel de la fonction Personnel.

Il aura à conduire le développement de 1600 personnes.

Avec une large autonomie, déléguée par le Directeur Général auquel il rend compte, ses missions porteront sur le recrutement, la formation, la motivation et la gestion du personnel déjà largement informatisée.

Vous avez entre 35 et 40 ans et vous occupez actuellement une responsabilité importante dans la fonction Personnel. Mais, vous devez avoir eu une expérience de management et avoir dirigé sur le terrain des équipes opérationnelles (production, marketing, etc...).

Vous êtes familiarisé avec un environnement international. Vous parlez donc couramment anglais.

En plus, votre potentiel doit être à la hauteur de la rémunération attractive proposée. Il est prévu une voiture de fonction.

Adressez votre C.V., photo, prétentions, en précisant un N° de téléphone, sous réf. LM 148, à: Guy POSTEL CONSEIL BP 19, 06480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

Guy Postel 

emplois régionaux

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

Pour notre site informatique d'ANNECY, nous recherchons

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

pour mettre en œuvre notre nouvel ordinateur série IBM 43 XX.

- un ingénieur système connaissant très bien le logiciel de base IBM - OS/MS, IMS/DLI, JES 2, TSO.
- un ingénieur réseau ayant une expérience système et connaissant SMA. Il prendra en charge la partie réseau et TP.

Ils devront gérer le site, superviser l'exploitation et assurer:

- la prise en charge technique de tous les systèmes liés à l'informatique et à la bureautique.
- l'installation des réseaux et équipements de télécommunication ainsi que le développement des logiciels nécessaires à leur fonctionnement.
- qualités requises: Responsabilités, initiatives, autonomie.

Merci d'adresser un dossier complet de candidatures au Service du Personnel AVIONS MARCEL DASSAULT-BRÉGUET AVIATION - B.P. 236 - 74009 ANNECY.

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE - PARIS en expansion, affiliée à groupes importants recherche

DIRECTEUR FINANCIER

capable d'organiser et d'animer ses services titres et également de conseiller sa clientèle pour les augmentations de capital, les émissions d'obligations, les opérations de restructuration.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s. réf. 2464 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.1r.

CONTESSÉ TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINUTE! (1) 296.10.68

le directeur de notre nouvelle usine à Tours

CHARLES ANDRE SA, nous sommes une microfirme industrielle no 2 en France, 120 personnes, CA 50 millions de F (dont 23 % à l'export). Pour conforter notre expansion, nous doublons notre surface de production. Déjà fortement automatisée, nous réalisons d'importants investissements qui nous mettront parmi les 3 premiers européens.

Notre futur directeur participera à l'implantation de notre nouvelle usine. Ensuite il sera responsable de l'ensemble de la production et de la recherche technique: développement des automatismes en sous-traitance ou en création interne, amélioration de la qualité et de la productivité. Dans un climat social excellent, il orientera sa gestion de personnel sur la recherche de la qualité.

Ingénieur généraliste, vous avez 5 à 10 ans d'expérience de la direction de production en PME et vous maîtrisez parfaitement la mécanique et les automatismes. Vous vous sentez motivé pour participer avec notre jeune équipe de direction à notre développement industriel. Votre dossier de candidature envoyé sous la réf. LM 8429 sera étudié par notre Conseil

Gilles Delalandre Consultants 3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

CONSEIL EN FORMATION

SA MISSION: Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, son champ d'action privilégié est l'intervention auprès des P.M.E. de la région.

Il aura à assumer, pour un secteur dont il sera responsable, le service formation et emploi de ces entreprises. Il établit les diagnostics et dégage les priorités de formation. Il gère les budgets affectés à ces actions. Il propose et accompagne les actions de formation décidées avec l'entreprise.

Par ses propositions et les projets qu'il saura mettre en œuvre, il participera au développement du potentiel formation professionnelle et emploi de la région.

SES COMPÉTENCES: S'appuyant sur des études de niveau supérieur, il aura acquis au sein d'une ou plusieurs entreprises, ou sociétés de formation, une expérience réussie impliquant une capacité relationnelle et d'innovation, éventuellement complétée par une pratique d'animation des hommes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo d'identité et prétentions) sous réf. DE 10.00, à la Direction du Personnel et des Relations Sociales - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON - 20, rue de la Bourse, 69289 LYON CEDEX 02.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

POUR CE GROUPE LEADER, SPECIALISE DANS LES TECHNIQUES MODERNES DE DISTRIBUTION, TOUS LES CADRES SONT DES HOMMES D'ACTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Ce cadre dirigeant aura, à titre principal, la responsabilité des fonctions suivantes :

- Comptabilité et fiscalité
- Contrôle de gestion et planification
- Trésorerie
- Informatique
- Organisation et procédures administratives

Ce poste conviendra à un candidat diplômé d'une école commerciale ayant acquis une solide expérience dans un cabinet d'expertise comptable ou dans un poste similaire en entreprise.

DIRECTEUR COMPTABLE

pour sa filiale implantée à LILLE.

Sa mission sera sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier.

- L'établissement dans le cadre des règles en vigueur dans le Groupe, de situations comptables mensuelles consolidées.
- L'établissement du bilan fiscal.
- L'animation d'une équipe de quinze personnes.
- La formation du personnel administratif aux procédures liées à la comptabilité.
- La mise à jour des procédures et le développement des outils comptables.

Ce poste conviendra à un candidat ayant le DECS et une expérience pratique de plusieurs années.

CHEF COMPTABLE

pour une filiale située en région parisienne et réalisant près de 200 millions de chiffres d'affaires.

Ce cadre aura les responsabilités suivantes :

- Etablissement des situations comptables
- Reporting comptable et budgétaire
- Etablissement de la paye
- Gestion de la trésorerie.

Ce poste conviendra à un candidat ayant le niveau du DECS et possédant une expérience de cinq années dans un poste similaire au sein d'une P.M.E.

SPECIALISTE DU DROIT SOCIAL

Ce cadre aura, au niveau du Groupe, la responsabilité des fonctions suivantes :

- Analyse et mise en pratique des différents règlements sociaux.
- Conseil auprès des Directeurs Généraux ou des Directeurs du Personnel des Sociétés du Groupe.
- Participer à l'élaboration et à l'analyse des statistiques et des ratios sociaux.
- Suivi des régimes sociaux (Sécurité Sociale, prévoyance, retraite, mutuelle, etc.).

Ce poste conviendra à un candidat diplômé (Maîtrise ou DESS de droit social) ayant acquis une expérience de quatre années au moins dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence 2278 et le poste choisi à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



agence spatiale européenne

L'Agence a pour mission d'assurer et de développer, à des fins exclusivement pacifiques, la coopération entre États européens dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales. Pour notre Centre de Recherche et de Technologie installé aux PAYS-BAS, nous cherchons

DES INGÉNIEURS SPÉCIALISTES DE L'ASSURANCE PRODUIT

Les candidats retenus seront affectés à la Division "Assurance produit" qui définit la politique en matière d'assurance produit, établit les impératifs qui en découlent, exécute les programmes technologiques, fournit un soutien aux projets de l'ESA et contrôle la mise en œuvre de cette politique et des normes applicables en matière de qualité, fiabilité, sécurité des systèmes, composants, matériels, etc.

QUALIFICATIONS - Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire d'ingénieur et avoir plusieurs années d'expérience de l'un des aspects de l'assurance produit, acquise de préférence dans l'industrie aéronautique ou aéronautique ou dans un secteur voisin. Une expérience d'autres aspects de l'assurance produit et la connaissance des normes appliquées par l'ESA en la matière constitueront des atouts. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées. Les candidats doivent être prêts à effectuer de fréquents déplacements.

CONDITIONS D'EMPLOI - Les conditions offertes sont celles des organisations internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation, systèmes de sécurité sociale et de pension et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk ZH (Pays-Bas).

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
opérant au niveau international
cherche pour sa filiale américaine
en CAROLINE DU NORD

UN INGÉNIEUR CHIMISTE + MBA

qui, après avoir fait ses preuves en France dans diverses fonctions de la Société (VENTE, PRODUCTION, RECHERCHE) prendra la Direction lors du départ à la retraite du président actuel.

LARGE EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE INDISPENSABLE

Env. C.V. et prétentions s/réf. 4.361 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

NIGER

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIÈRE
(environ 1400 personnes sur site)
recherche pour lui confier les responsabilités suivantes :

- distribution électrique MT - BT en zone industrielle et urbaine à partir d'un poste alimenté par le réseau public ou en secours à partir d'une Centrale Diesel (12 MW),
- maintenance des installations électriques, un

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

ayant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire, comportant en particulier la gestion d'un service énergie dans l'industrie lourde.

Avantages liés à l'expatriation : vie en famille, congés 2 mois / 10 mois, zone franc.

Ecrire avec CV explicite s/réf. SO/EL à CETAGEP 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY-LE-ROI.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS DE RECRUTEMENT



emplois régionaux

Les circuits imprimés bipolaires issus du **CENTRE ELECTRONIQUE MOTOROLA de TOULOUSE** bénéficient au cours de leur fabrication d'un environnement de technologie avancée faisant appel aux derniers développements en robotique et automatique. Les

2 INGÉNIEURS ENSAM, ENSI, INSA, ENSEEHT...

que nous recherchons, assureront, en liaison avec le Responsable de procédé et de production, le suivi et l'amélioration des équipements d'un laboratoire de fabrication.

Responsables d'une équipe de techniciens supérieurs, ils feront preuve d'un fort potentiel.

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution et permettent un développement personnel enrichissant tant sur le plan technique que relationnel.

Expérience requise : 2 à 3 ans en technique du vide et / ou micro lithographie. Bonnes connaissances de l'anglais technique nécessaires.

Adresser C.V. + photo à J.J. LETANG
Gestion des Ressources Humaines
MOTOROLA S.A. SEMICONDUCTEURS
BP 1029 - 31023 TOULOUSE Cédex.



Société du Groupe EXXON recherche pour sa Raffinerie de Fort-Mérimé (76)

Esso

- Ingénieurs
ayant quelques années d'expérience dans le domaine Électricité - Électronique - Instrumentation

- Ingénieurs de projet grandes écoles
débutants ou expérimentés.

Ces ingénieurs seront intégrés dans une équipe jeune dotée d'outils informatiques modernes. Ils développeront et mettront en place des projets destinés à maintenir la Raffinerie en tête des unités les plus performantes. Le travail qui leur sera confié supposera un goût prononcé pour les activités de chantiers et les contacts humains à tout niveau. Une connaissance pratique de l'anglais sera appréciée car ils auront à participer activement à des réunions au niveau européen. Après 2 ou 3 années ou Département Projets, leur carrière pourra évoluer dans d'autres fonctions, dans la Raffinerie ou la Société, à moins qu'ils ne participent à la réalisation de projets de plus grande taille à des niveaux croissants de responsabilité.

Les candidats répondant aux conditions seront reçus à la Raffinerie - frais remboursés. Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo au Service Recrutement Codes - ESSO S.A.F. Codes 2 - 92093 PARIS La Défense.

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour renforcer son action commerciale dans les régions **CENTRE à ORLÈANS et BOURGOGNE à DIJON**

plusieurs délégués commerciaux

DIPLOMES SUP DE CO, MAÎTRISE SCIENCES ECO à ORIENTATION FINANCIÈRE.

Après formation, dans le cadre de notre activité, ils pourront développer leur aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions, avec référence DC sur l'enveloppe, en précisant l'affectation souhaitée, au **CEPME Service Recrutement** 14, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

Société située en Haute-Marne, filiale d'un groupe industriel international et spécialisée dans la transformation des métaux recherche

RESPONSABLE ENTRETIEN ÉLECTROMÉCANIQUE

qui aura en charge la prévention, les contrôles, la gestion des pièces, l'exploitation de certains services de distribution, ainsi que le bilan énergétique de la société. Ce poste s'adresse à un ingénieur électromécanicien, âgé de 30 ans environ. Il a déjà acquis une première expérience dans un service de maintenance en milieu industriel et dans l'encadrement d'équipe de travail.

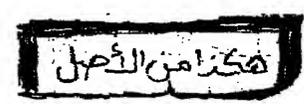
Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à **UNIVERSAL COMMUNICATION**, chaussée de la Hulpe 122, 1050 Bruxelles, Belgique sous la réf. LM/880. Réponse et discrétion assurées.

Laboratoire C.N.R.S. dispose d'une licence de Docteur-Ingénieur de l'industrie. Profil du candidat : **INGÉNIEUR-CHIMISTE**, connaissance chimie et physico-chimie des polymères (si possible avec DEA), moins de 27 ans.

S'adresser à M. J. HERZ ou M. P. REMPP, CRM, 6, rue Boulingault, 67069 STRASBOURG CEDEX.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pour adultes étrangers recherche **PROFESSEUR**

Expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire sous la réf. T 088-573 M. RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montmaury, Paris-7^e.



مكتبة الهلال

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Responsables de gestion

Pour ses Centres de Formation en

**HAUTE-NORMANDIE - LORRAINE - RHONE-ALPES
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE**

Collaborateurs immédiats des Directeurs de Centre, vous serez intégrés à l'équipe de Direction.

Vous participerez au développement des activités de formation en organisant et optimisant les moyens dont disposent les Centres sur les plans financier et administratif. Vous aurez la responsabilité du service comptable.

Vous assurerez l'encadrement des services généraux (restauration, hébergement des stagiaires...).

Vous collaborerez avec le Directeur d'établissement la gestion et l'animation du personnel.

Si vous avez 27 ans minimum, une formation supérieure en gestion (DUT, IAE...) et une première expérience de cadre administratif en entreprise,

Adressez-nous votre C.V. en nous précisant la région qui vous intéresse et votre détail de disponibilité : Nadine Croët, Service du Personnel 13, place de Villiers 93108 MONTREUIL.



LA BIOLOGIE AU SERVICE DE LA BEAUTE. calor

Le développement international du groupe SEB et en particulier de notre société CALOR est fondé sur la satisfaction des besoins personnels et domestiques de la femme et de la famille. Notre redéploiement industriel en cours est le fruit de la mise en application d'un management par projets et d'une communication transactionnelle faite de responsabilité et d'autonomie. Au sein de notre équipe de recherche pluridisciplinaire et pluriméthodes, et pour l'un de nos axes stratégiques que sont les marchés porteurs de la beauté, des soins du corps et d'autres domaines connexes, nous décidons d'amplifier à LYON la fonction de :

recherche technique produits nouveaux.

Nous souhaitons la confiance de préférence à une jeune femme de haut potentiel qui saura concevoir puis préciser des solutions techniques appropriées intégrant tous les aspects de fonctionnalité, de coût et de faisabilité. De formation supérieure de type chimie, biologie ou pharmacie, elle nous apportera un très grand talent de créativité et s'appuiera sur une expérience confirmée indispensable du milieu industriel de grande série de type cosmétique, paramédical, pharmaceutique, alimentaire...

Si vous vous reconnaissez dans ce profil professionnel et performant et si vos qualités intellectuelles, votre ouverture d'esprit et votre pragmatisme sont à la hauteur de votre aspiration à participer à notre nouvelle aventure industrielle pour la conquête de nouveaux marchés, envoyez à François Nicolet, sous réf. 425 LM, Arche-Conseil, une lettre motivée accompagnée de votre C.V. détaillé, d'une photo et de votre niveau actuel de rémunération. Il vous assure de toute sa discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

La qualité de votre contact et la grande pratique de votre Anglais (et si possible de l'Allemand) feront la différence : votre intégration et votre succès conduiront votre avenir à travers tout notre Groupe.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

ANALYSTE

Chartres

Nous sommes un important organisme de retraite et de prévoyance dont le siège est à Paris ; notre établissement de Chartres renforce son équipe informatique centrale et recrute un analyste.

Il travaillera au sein d'une équipe dotée de grands systèmes informatiques, de bases de données importantes et d'un réseau de plus de 300 terminaux répartis sur une cinquantaine de sites.

De formation supérieure, MIAGE, Ecole d'Ingénieur, DUT ou équivalent, il possèdera une première expérience professionnelle. Nous lui proposons de venir optimiser son acquis et de valoriser son potentiel.

Il prendra la responsabilité d'un domaine applicatif très important au sein du groupe études. Par ailleurs il évoluera le plus en place d'outils nouveaux tels que les langages de la 4ème génération. Sa capacité à coordonner une équipe est indispensable. Ce poste s'adresse à un candidat ayant le sens des contacts. Des responsabilités plus importantes lui seront confiées, car notre groupe autorise de larges perspectives d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'envoyer votre candidature - C.V., photo et prétentions - sous réf. 2363 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE. 11 206 10 02

message à un opérationnel du personnel pour Grenoble

Récemment constitué par le rapprochement définitif de cinq entités industrielles en synergie, notre groupe français de 1.100 personnes fabrique en feu continu des biens intermédiaires de grande consommation destinés au grand public comme aux entreprises et collectivités.

Après avoir créé une fonction centrale Direction des Relations Humaines, nous mettons en place un Responsable du Personnel, adjoint au Directeur de chaque usine. C'est ainsi le cas à GRENOBLE pour une unité en pleine restructuration de 300 personnes.

Opérationnel de la fonction personnel et des relations sociales depuis au moins 3 ans, vous avez prouvé à la fois vos compétences techniques et vos qualités de battant et d'autonome. Même âgé de 35 à 45 ans, et après plusieurs années en fabrication, vous pouvez avoir envie de confirmer votre vocation et votre pratique du social dans ce type de fonction. Votre mission sera de réorganiser et faire vivre toute la gestion sociale et administrative du personnel en sensibilisant pleinement l'encadrement à son rôle de management social, avec l'assistance de notre DRH, et en collaboration très étroite avec le directeur de l'usine.

Ce poste offre des possibilités d'évolution et son salaire sera fonction de l'expérience apportée.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser à ARCHE-CONSEIL sous référence 464 LM une lettre motivée avec C.V. + photo et indication de votre niveau de rémunération actuelle. Votre candidature sera étudiée avec toute la discrétion nécessaire et vous serez reçu soit à Paris, soit à Lyon ou Grenoble.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

GENERAL ELECTRIC PLASTICS FRANCE

Vous connaissez la réputation de nos résines thermoplastiques techniques (NORYL, LEXAN, etc.), fruits de notre volonté permanente d'innovation technologique.

Nous vous offrons aujourd'hui le type de responsabilités par lesquelles ont débuté hier nos managers actuels :

ingénieur commercial

Devenez un responsable de vente auprès d'une clientèle de transformateurs ou utilisateurs industriels du Sud de la France. Nous vous y aiderons par le puissant appui technique, marketing et financier de notre groupe dont le potentiel international nourrit votre aspiration à progresser dans un challenge permanent.

Après une formation de type ESC, vous êtes déjà riche d'une première expérience commerciale réussie de terrain dans les matières plastiques techniques. Ou alors, ingénieur de formation, votre premier parcours industriel vous conduit à bien connaître le milieu des plasturgistes au sein duquel votre fort tempérament vendeur pourra librement s'exprimer.

Quoi qu'il en soit, pour réussir pleinement chez nous, vous devez prouver tout autant la qualité et le standing de votre "présence" que votre ambition personnelle et une bonne pratique de l'Anglais.

Si vous vous reconnaissez dans cette approche, merci d'envoyer à François Nicolet, notre Conseil en Recrutement, sous référence 437 LM une lettre motivée accompagnée de votre C.V. + photo + niveau de rémunération actuelle. Il vous assure de toute sa discrétion et vous recevra soit à Paris, soit à Lyon.

14, rue Robert arche conseil 69006 Lyon

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE ROUTIERE

Nous recherchons pour notre agence du Sud-Ouest un(e)

Ingénieur confirmé en études routières

Votre mission consistera à organiser et développer la prospection commerciale et les études pour de nouveaux clients en France et à l'étranger.

Vous êtes Ingénieur diplômé et vous faites la preuve d'une expérience réussie dans un domaine similaire en ayant déjà pratiqué l'exportation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 4053, à notre Conseil.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Un ingénieur à la trempe de dirigeant Grenoble

Le PDG d'une très solide PMI souhaite assurer la succession en passant progressivement la main à un jeune ingénieur formé à bonne école (ECP, AM-SUP ELEC, A et M...), ayant déjà à son actif une première expérience significative dans une grande entreprise industrielle.

En double commande, notamment sur les aspects production, il développera des méthodes propres à atteindre des objectifs ambitieux : doubler le chiffre d'affaires dans les cinq ans.

Pour son esprit d'entrepreneur, savoir que déjà aujourd'hui 50 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation, qu'un marché important vient d'être gagné en Chine après concurrence avec des japonais, que la Société vit sans frais financiers, sont des signes très encourageants.

A l'issue d'une première expérience industrielle, c'est un vrai challenge qui est offert à un ingénieur de fort potentiel, qui désire élargir son univers d'action.

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre CV + photo en précisant votre rémunération actuelle sous référence 3041M à CORT - 65 avenue Kléber - 75116 Paris.

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE recrute un ingénieur en organisation

Chargé de missions particulières, vous participerez à l'étude des conséquences au plan des structures et au plan des hommes des innovations technologiques dans notre Etablissement, à court et moyen terme. Par la suite, des possibilités d'évolution intéressantes existent dans notre Entreprise si vous réussissez dans cette première mission.

Une expérience dans un cabinet d'organisation ou dans un service organisation d'une Banque sera particulièrement appréciée.

Envoyer votre CV détaillé accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à réf. CT 543/50 à nos bureaux à notre conseil FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit une complète discrétion.

VILLE DE ROUEN organise un concours

Plasticien polyvalent coloriste et graveur. 1^{er} cycle et peuvent intervenir dans le 2^e cycle pour le département Art de l'école régionale des beaux arts.

Adresser dossiers à : Monsieur le Maire de Rouen (76), avant le 15 oct. 1984.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES 555-91-82

grande distribution province

1^{er} job : les finances d'un hyper

- responsabilité de l'émission de tous les documents comptables jusqu'à l'édition de la sortie de la balance.
- coordination avec le comptable de gestion de l'hyper et celui du siège.
- évolution vécue et encouragée dans l'entreprise où les opportunités existent.
- formation supérieure, potentiel, puissance de travail et mobilité géographique indispensables.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 713-17 à notre Conseil :

Tour Crédit Lyonnais, 69431 LYON Cedex 03 (confidentialité, réponse assurée)

ONOMA

Nous sommes filiale d'un groupe international au premier plan dans son domaine industriel, implantée dans le Centre de la France.

Nous recherchons pour :

L'AUTOMATISATION ET LA ROBOTISATION de la production et petits ensembles électromécaniques et électroniques de moyenne série :

INGENIEUR A. et M. ou équivalent.

Rattaché directement au directeur de l'usine, il conduira, en liaison avec tous les services, les études d'industrialisation et d'amélioration de la productivité. L'expérience des méthodes et de la qualité est nécessaire, la connaissance de systèmes informatiques et de l'allemand (ou anglais) sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée) sous référence 4358 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra en toute discrétion.

Nous sommes filiale d'un groupe international au premier plan dans son domaine industriel, implantée dans le Centre de la France.

Nous recherchons pour le poste de :

CHEF DE BUREAU METHODES UN JEUNE INGENIEUR A. et M. ou équivalent.

Rattaché au département de fabrication, il animera une équipe d'agents de méthodes et conduira les études d'investissement, de production et de productivité de petits ensembles électromécaniques et électroniques de moyenne série.

L'expérience des méthodes et de la qualité est nécessaire, la connaissance de systèmes informatiques et de l'allemand (ou anglais) sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée) sous référence 4359 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra en toute discrétion.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MANAGER LES SYSTEMES INFORMATIQUES INDUSTRIELS : VOTRE CHALLENGE A L'ECHELLE MONDIALE

Au premier rang des Sociétés françaises d'ingénierie de grands systèmes informatiques, filiale d'un groupe français de taille internationale en forte progression + 60 % à l'export, près de VERSAILLES, recherche

INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

(Réf. CA/877)

- Pour la Division TELECOMMUNICATIONS (Réf. CA/877) Agé de moins de 30 ans, de formation supérieure (X, ESE, TELECOM...), vous possédez OBLIGATOIREMENT une expérience des langages et produits TELECOM pour MANAGER de grands projets en France et à l'étranger en prospectant les grands groupes et administrations et en assurant la gestion de ces affaires (aspects financiers, juridiques, marges commerciales) montage avec les co-traitants jusqu'à leur concrétisation.

(Réf. CA/878)

- Pour la division TRANSPORTS - SURVEILLANCE (Réf. CA/878) Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (commerciale ou scientifique), vous possédez OBLIGATOIREMENT une expérience dans la vente de biens d'équipement et une connaissance des processus industriels en temps réels pour MANAGER de grands projets en France et à l'étranger, en prospectant les grands groupes et administrations et en assurant la gestion de ces affaires (aspects juridiques, marges commerciales et montage avec les co-traitants jusqu'à leur concrétisation. Pour ces deux postes une bonne maîtrise de l'Anglais (négociations) est nécessaire.

CHEF DE PRODUIT

Systemes informatiques industriels

(Réf. CA/907)

- Pour la Division PRODUCTIVE Agé de 35 à 40 ans, de formation supérieure (grandes écoles - 3ème cycle universitaire) vous avez OBLIGATOIREMENT une expérience opérationnelle de réalisation de systèmes informatiques industriels en gestion et process (matériels BULL - DIGITAL).

Vous serez chargé de la réalisation de systèmes informatiques industriels pour la France et pour l'étranger (définition d'une stratégie, choix techniques, animation et contrôle des réalisations, gestion du service, assistance technique avant la vente). Bonne connaissance de l'Anglais nécessaire.

Pour tous ces postes, de réelles perspectives d'évolution dans la Société et dans le groupe sont offertes à des challengers de valeur. Prenez contact rapidement par téléphone (3) 021.85.84, ou adressez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi (lettre manuscrite, C.V., présentations) à notre Conseil qui vous garantit totale discrétion et réponse rapide.

Michel SELLEM 47, rue du Maréchal Foch 78000 VERSAILLES. **SCORE**

emplois régionaux emplois régionaux

POUR RENFORCER SON EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE LA DIVISION PNEUMATIQUE DE

DUNLOP FRANCE

recherche pour

son usine d'Amiens

UN INGENIEUR (ou EQUIVALENT)

Formation mécanique orientée vers l'automobile (ARTS ET METIERS, ETACA...).

Il sera chargé de la direction des essais de pneumatiques sur véhicules et en laboratoire. Expérience dans un domaine similaire vivement appréciée.

Connaissance de l'anglais.

DEUX TECHNICIENS

Formation Bac + 2 (BTS, DUT ou équivalent - spécialisation IPOCA appréciée).

Au sein d'une équipe de développement, ils participeront à la conception des pneumatiques. Nombreux contacts internationaux.

- L'un aura une formation de base mécanique avec de bonnes connaissances en résistance des matériaux. Notions de CAO appréciées.
- L'autre aura une formation de base orientée vers la connaissance de la matière, des polymères en particulier, associée à des connaissances de mécanique.

Connaissance de l'anglais, goût pour l'automobile.

Adresser curriculum vitae manuscrit à

DUNLOP FRANCE, Direction du Personnel
62, rue Camille-Desmoulins, 92130 Issy-les-Moulineaux.

RICAL PARIS CHEF DES VENTES TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES

Nous sommes une société française spécialisée dans la transformation et la commercialisation de bouchages en matière plastique.

Nous connaissons aujourd'hui un développement particulièrement important tant en France qu'à l'exportation.

Nous recherchons UN CHEF DES VENTES

Qui rendra compte au Directeur Commercial. De formation supérieure, il devra posséder une expérience de l'ordre de 5 ans dans la vente de produits en matière plastique ou de matières premières plastiques, ou bien encore dans la vente de machines à transformer les matières plastiques.

Agé de 30 ans minimum, il serait bon qu'il parle anglais.

Notre société connaît actuellement une expansion rapide, et elle offre donc des possibilités de carrière intéressantes à quelqu'un de dynamique, bon commerçant, capable de communiquer à tous les niveaux de direction.

Envoyer curriculum vitae avec photo et présentations à :

RICAL, 28, rue de Naples, 75008 PARIS.
Téléphone : (1) 387-50-77.

La Direction du Personnel de notre Société souhaite accueillir un nouveau collaborateur HF pour

Développer les études sociales

(E.S.C., SC. Po., SC. Eco., D.E.S.S. Gestion de Personnel + première expérience)

Rattaché au Directeur du Personnel il animera une équipe de 9 personnes dont l'administration des salaires et aura pour missions :

- d'analyser les évolutions des rémunérations et de prévoir les adaptations du système,
- de repérer les informations pertinentes au niveau des indicateurs sociaux pour les faire intervenir dans la gestion,
- d'exploiter les données issues des statistiques sociales internes et externes,
- de développer les actions appropriées pour aider à la prise de décision.

Il sera par ailleurs associé aux réalisations menées par les autres secteurs de la fonction personnel et pour toutes ces missions fera largement appel aux moyens informatiques.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste, un cadre dont la première expérience (2/3 ans) s'est déroulée de préférence dans un secteur Etudes en gestion de personnel.

Merci de nous faire parvenir lettre manuscrite + CV, avec photo que nous étudierons confidentiellement à :

Direction du Personnel 14 Bd Richelieu
92500 RUEIL MALMAISON.



LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des Ingénieurs sur Contrat pour

POSTE 1 : SERVICE CONTROLE DES CONSTRUCTIONS DE STRUCTURES-CONTROLES NON DESTRUCTIFS.

Diriger l'exécution de contrôles prescrits (radiographie X et gamma, contrôle magnétoscopique et par ultrasons). Analyser les résultats. Produire les documents d'assurance qualité correspondants. Développement de procédés nouveaux. Amélioration et optimisation des procédés existants.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-INSA qualités d'encadrement. Formation de base électronique ou électrique.

POSTE 2 : CHEF DU BUREAU METHODES ORDONNANCEMENT DE L'ATELIER MECANIQUE.

Coordonner les actions des services préparations du travail, Ordonnancement et Transit - Magasinage placé sous son autorité - Elaboration des plans de qualité - Assistance du Chef de Centre pour élaboration, actualisation et suivi des devis et plans de charge de l'Atelier qui emploie 400 personnes.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-INSA de formation mécanique - qualités d'encadrement et de dialogue.

POSTE 3 : ASSISTANT EN CALCUL SCIENTIFIQUE POUR CONSEIL INGENIEURS BUREAU D'ETUDES ET CENTRE D'ESSAI.

Construction sous-marin dans domaine mécanique (éléments fins : résistance et dynamique des structures, écoulements hydrauliques et pneumatiques, échanges thermiques). Gestion de la politique d'utilisation des moyens informatiques disponibles.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI-ENI-INSA - Pratique du calcul scientifique sur ordinateur de quelques années.

POSTE 4 : ADJOINT AU CHEF DU SERVICE QUALITE

Elaboration et mise en place de l'organisation contrôle et assurance de la qualité de l'établissement. Domaines d'activité : fabrication, remises en état, montages dans le cadre de la construction ou refonte des sous-marins.

Profil souhaité : Ingénieur de production ENI-INSA-U.T.C. - Préférence spécialité Electricité-Electronique - Expérience : Fabrication - Montages - Assurance qualité.

Pour chacun de ces postes, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 800 F.

Ecrire en adressant curriculum-vitae et en précisant bien le poste demandé à :

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel
BP N° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

A Nice, une association, gérée par 15 bénévoles (secteur social, enfance et adultes handicapés) recherche pour fin d'année 84, UN ADJOINT DE DIRECTION

destiné à assurer responsabilité de DIRECTION d'association courant 1985.

Mission de gestion : gestion + suivi des budgets des établissements et de l'association.

Mission administrative : responsabilité des méthodes et procédures (gestion du personnel), Contrôle de l'information, situation politique : participation et mise en application des orientations définies par le conseil d'administration.

Profil : HEC - ESSIS - Sciences Politiques ou équivalent (+ DECIS ou maîtrise de droit). Expérience : environ 10 ans de pratique de gestion administrative et financière.

Connaissance dans le secteur social appréciée. Ecrire à : FADAP et Les Papillons Blancs des Deux-Sèvres s. 11, avenue de La Rochelle, 75000 NORD.

Le C.N.R.S. recrute un ingénieur et un technicien supérieur ayant compétences dans au moins l'un des domaines suivants : mécanique des fluides, thermique, optique électronique, informatique. Lieu de travail : région NORD. Ecrire à : M. S. 477, le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE CONFIALE PROVINC NORD recherche COLLABORATEUR, EXPERIMENTE niveau minimum BTS ou équivalent. Ecrire avec C.V. manuscrit et présentations sous n° 8 481 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

(CA + 200 millions - export 20%) filiale d'un important groupe français recherche un

Responsable de zone export

PROFIL : formation ingénieur électrotechnique avec expérience réussie sur le terrain dans la vente de biens d'équipements électriques dans les pays du Moyen-Orient et/ou d'Extrême-Orient.

anglais parlé et si possible autres langues, rompu à la négociation en milieu international, disponible pour déplacements (30 à 40%) à l'étranger, sachant communiquer, travailler en équipe et ayant l'esprit d'entreprise.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville de Bourgogne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous référence 4.404 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra. Toute candidature, homme ou femme, sera étudiée.

Conseiller Technique

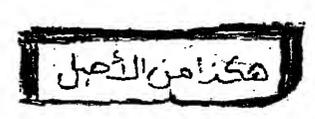
Notre Groupe recherche un Ingénieur qui ait un rôle de conseil, de négociateur, pour mener à bien les appels d'offres de biens d'équipements français correspondant à des demandes techniques de pays étrangers.

Nous souhaitons, soit un jeune diplômé Arts et Métiers ou équivalent, maîtrisant l'allemand, soit un Ingénieur qui a encore quelques années à faire, et qu'il souhaite productives.

Nous lui demanderons de trouver les fournisseurs, de faire les propositions, les répertorier, organiser les contacts, négocier, mener à conclusion.

Pour en savoir plus, si une telle opportunité vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, C.V. sous références 84728 M à Madame Claude FAVEREAU qui vous adressera un descriptif du poste plus détaillé.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS. ARCOREM



مكتبة من الأعمال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SO DETEG S T.A.I.

Filiale de SO DETEG, INGENIERIE du GROUPE THOMSON, nous sommes spécialisés dans l'ingénierie de systèmes d'automatique et d'informatique industrielle.

Pour notre activité "RESEAUX DE TELECOMMUNICATION":

INGENIEURS LOGICIEL II/III A

Spécialistes temps réel orientés télécommunications justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conception et la réalisation de systèmes logiciels de messagerie.

INGENIEURS LOGICIEL II/III A

Spécialistes temps réel orientés télécommunications justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conception et la réalisation de logiciels de gestion des télécommunications.

Pour notre activité "PRODUCTIVE":

RESPONSABLE DE LA REALISATION DE GRANDS PROJETS

Doté d'un fort potentiel et d'une très solide expérience en Informatique Industrielle (y compris conduite d'atelier).

CHEF DE PROJET OU SENIOR-CONSULTANT

Études du plan directeur de l'informatique industrielle d'entreprise (CAO, CFAO, GFAO, RESEAUX LOCAUX...).

CHEF DE PROJET PRODUCTIVE à dominante ingénierie industrielle

Expérience de production ou d'ingénierie de la production indispensable. Connaissance des procédés. Formation: Ingénieur A-M ou équivalent.

INGENIEURS Logiciels débutants et confirmés

Selon leur expérience: - ou ils s'intègrent dans des équipes d'informatique Temps Réel pour l'étude et la réalisation des Logiciels de projets.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ils s'intègrent dans des équipes d'informatique Temps Réel pour réaliser des logiciels dans les domaines suivants: production et transport d'énergie, télécommunications et productique.



BRANCHE INDUSTRIES ET INGENIERIE



1er Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile

recherche

Ingénieur Etudes et Développement Diplômé Grande Ecole de Chimie

Valeo Matériaux de Friction France (SAINT-OUEN - 93)

DEBUTANT, vous serez chargé de l'étude, de la mise au point et de l'industrialisation de nouvelles garnitures de freins.

Connaissances en allemand et/ou anglais souhaitées.

Une formation complémentaire dans le domaine soit des plastiques, soit des caoutchoucs serait appréciée.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 55297/M à: Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen - 75017 PARIS



4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

ELECTRONIQUE-SEMI CONDUCTEURS

PUISSANT GROUPE ELECTRONIQUE étoffe ses équipes dans le cadre d'une forte expansion et recherche plusieurs Ingénieurs de haut niveau.

● Manufacturing manager - 400 000 F

ECP-Mines-AM... solide expérience direction de production dans fabrications de série et de haute qualité. référence IP 108 CM

● Product control manager - 400 000 F

ECP-Mines-AM... solide expérience planification de production avec utilisation poussée de l'informatique. référence FM 105 CM

● Product marketing manager - 350 000 F +

ESE-ISEP-ISEN... solide expérience marketing semi-conducteurs et encadrement d'équipes. référence FY 198 AM

● Chef de projet (salle blanche) - 250 000 F

ECP-Mines-AM... expérience réalisation de salles blanches impliquant techniques de diffusion ou de photogravure de circuits intégrés. référence NX 173 CM

● Ingénieurs marketing - 250 000 F

ESE-ISEP-ISEN... 3 ans d'expérience développement ou marketing dans les semi-conducteurs. référence EL 104 CM

● Ingénieur développement débutant

ESE-ISEP-ISEN (physicien électronicien)... attiré par travail de conception et d'industrialisation. référence OY 174 CM

Tous ces postes se situent dans ville universitaire 100 km Paris.

● Ingénieur confirmé production

MAROC - 200 000 F (base France) AM-ENSL... 5 ans d'expérience dans direction d'ateliers de fabrication grande série. référence DK 103 CM

Ecrire en précisant la référence.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

équipement off shore

à Paris ou sur place vendre nos produits

- nos produits sont originaux : il faut être créatif
- nos produits sont techniques : il faut les comprendre dans leur structure et leur composition.
- nos affaires sont importantes : votre expérience d'ingénieur d'affaires est indispensable.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous réf. 713-03 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)

North sea
Middle East
Asia
Singapore
Abu Dhabi
Norway
Scotland
North America

Tête chercheuse d'un grand chasseur de têtes

Dans l'une des premières sociétés de Conseil International, vous serez chargé d'assister les consultants dans la définition d'une stratégie de recherche adaptée à chaque mission de recrutement.



16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra).

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une école de Gestion ou de Commerce et possèdera une première expérience dans le contrôle de gestion de type anglo-saxon.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

LA MISSION :

- assister le contrôleur de gestion de la division et développer à l'aide de l'outil informatique un système de gestion performant.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 2261 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE! (1) 250 10 05

UN FUTUR PRESIDENT EN BETON...

Notre Entreprise de Travaux Publics (assainissement, petit Génie Civil, enrobés) est très bien implantée dans la Région Parisienne où elle possède une excellente réputation.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1307 M à

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS



Membré du Syntec

HAVAS CONTACT

ARCOREM 888

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SECTEUR D'ACTIVITE :
aéronautique et espace, automobile, électronique

CA 1983 :
12 Milliards de Francs, dont plus de 50% à l'étranger

EFFECTIF TOTAL :
2870 dont 650 ingénieurs et cadres

ETABLISSEMENT PRINCIPAL :
Vélizy (78) et Châtelleraut (86)

CLIENTS :
industries, administrations, constructeurs aéronautiques en France et à l'étranger.



SFENA, société innovatrice, occupe une position mondiale de premier plan grâce à son avance technologique et à sa longue tradition de fiabilité. Nous développons continuellement des produits ou des domaines d'avant-garde, telles que les centrales inertielles à gyromètre à laser. Pour atteindre nos objectifs, et gérer le futur avec succès, nous croyons beaucoup à l'investissement humain et à la nécessité de réunir des compétences pluridisciplinaires. Nous recherchons des ingénieurs Grandes Ecoles pour nos services d'études et de développement de nos 2 établissements à Vélizy et à Châtelleraut.

Ingénieurs grandes écoles

2 ingénieurs d'études électroniques

Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Vélizy (78), dans le cadre de l'étude sur les centrales inertielles à gyromètre, vous participerez ou serez en charge de l'étude et du développement du calculateur embarqué. Réf. 940/V

Rattaché à la Division Navigation Instruments et à notre établissement de Châtelleraut (86), vous serez chargé de l'étude et du développement du gyromètre ou des centrales inertielles à gyromètre (définition, réalisation, essais et participation à l'industrialisation). Réf. 800/C

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés ou expérimentés (Sans emploi).

1 ingénieur d'affaires

Rattaché à la Division Tests Automatiques et à notre établissement de Vélizy (78), vous serez chargé près des administrations d'assurer le suivi d'affaires concernant nos systèmes de test automatique. Vous mènerez ainsi les négociations avec les clients et les sous-traitants et vous aurez la charge du suivi des contrats (propositions, budgets). Vous assurerez l'interface avec les études en suivant la conception des produits, les plannings et en coordonnant les différents contrats jusqu'à leur réalisation. Ingénieur expérimenté, il vous sera demandé une expérience industrielle (par exemple dans le domaine des études) et une expérience commerciale. Réf. 183/C.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.



STRATEGIES PRODUITS

De formation X, Télécom, Supélec, ... vous souhaitez exercer une fonction faisant appel à vos compétences techniques, votre connaissance du marché de la micro-informatique, votre flair pour saisir les évolutions et à vos capacités d'organisateur, de stratège et d'animateur.

Nous sommes une société neuve, regroupant les activités informatiques du groupe MATRA.

Nous avons des idées, du tonus, des structures souples et évolutives, les moyens de réussir nos ambitions... et les vôtres. Nous vous confierons les rôles clés de

RESPONSABLES PRODUITS

dans l'un des 3 domaines suivants :

- micro familiaux de grande série,
- PC semi-professionnels et professionnels,
- micro systèmes multipistes.

Nous vous demandons une expérience spécifique d'au moins 3 ans en produits grand public, en bureautique ou en réseaux...

Avec vous, nous orienterons ensemble votre candidature en fonction de nos compétences et affinités réciproques dans l'immédiat et dans l'avenir.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., rémunération souhaitée sous la référence 22113/M à notre Conseil Christine DEFECHÉ, SELE-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Cheronceaux 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 Boulogne Billancourt Cedex.



Assistant contrôler d'un établissement financier

Une évolution vers des responsabilités plus élargies

Etablissement financier, filiale d'un groupe américain, nous développons en France nos activités de crédit et de financement aux entreprises.

Assurer le contrôle de gestion, gérer la trésorerie, établir le reporting et les budgets, en assurer le suivi, organiser les systèmes d'information au sein de la Direction Financière sont les missions que nous confierons à l'Assistant Contrôleur que nous recherchons.



Agé(e) d'au moins 28 ans, vous avez acquis une première expérience professionnelle de deux ou trois ans, comme Auditeur, sur des missions opérationnelles, ou comme Contrôleur de Gestion, ce qui vous a permis de connaître la comptabilité anglo-saxonne, et de travailler en équipe. Vous êtes diplômé(e) d'une Ecole de Commerce (option finance DECS) et vous parlez couramment anglais.

Le poste que nous vous proposons vous permettra d'évoluer en assistant le Directeur Administratif et Financier auquel vous serez directement rattaché.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 417/SOM, (en indiquant votre rémunération actuelle).

RESPONSABLE ETUDES

Au sein du Département Marketing vous vous chargerez de la coordination des Etudes Marketing, du suivi et de l'animation des produits et services commercialisés par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Ile de France.

Votre mission :

- la dynamisation des produits existants auprès du réseau,
- l'étude, la mise en place et le lancement des nouveaux produits.

Plus largement vous concevrez et proposerez les éléments de politique commerciale qui permettront de consolider, d'affiner et de suivre le plan de développement commercial à moyen terme, et dans ce cadre le plan de Marketing annuel.

Cette fonction ouverte et enrichissante nécessite bien sûr imagination, logique et dynamisme.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et CV détaillé au Service du Recrutement
Crédit Agricole Ile de France
26, quai de la Rapée 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

Technico-commerciaux pourquoi pas les achats ?

L'expérience montre qu'un bon technico-commercial peut être un excellent acheteur motivé et heureux.

Notre Société, filiale d'un puissant groupe, spécialisée dans l'équipement ménager, lui offrira la responsabilité des achats techniquement très variés (tiges, mousses, composants électriques) à hauteur d'un budget de 200 millions de francs. Soucieux des prix, de la qualité et des délais, sensibilisé à la réduction des coûts et au marketing achats, ses fournisseurs seront autant français qu'étrangers. Jeune ingénieur généraliste, il aura de grandes facilités relationnelles, de l'imagination ainsi que la maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand. Les candidatures d'ingénieurs avec 2 à 3 ans d'expérience achats seront bien entendu également examinées. La rémunération offrira compte des compétences présentées. Poste : métropole nord.

Ecrire sous référence BU 194 AM
Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.



4, rue Massenet 75116 Paris

Contrôleur de gestion

FILIALE FRANÇAISE (CA 300 millions de francs) D'UN GROUPE EUROPÉEN située à 100 km est de Paris, recherche un Contrôleur de Gestion.

Rattaché à la Direction Financière, il prendra en charge et développera la gestion budgétaire :

- établissement des plans à moyen terme,
- établissement des budgets,
- analyse des résultats.

Candidat de contact et de rigueur, il devra devenir le correspondant direct des directeurs de département pour l'analyse de leurs résultats et la préparation de leurs décisions.

De formation économique supérieure, il a quelques années d'expérience dans un poste comparable ou dans un cabinet d'audit. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Ecrire sous référence CV 195 CM
Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.



4, rue Massenet 75116 Paris

Dit d'expertise comptable PARIS-EST recherche

ASSISTANT

confirmé DECS complet exp. cabinet indispensable. Poste élargi pour élément dynamique. Adr. C.V. manuel, photo et préc. M. P. 4.088/O à : M. POYTHIEUX, 75008 PARIS-18^e, qui transmettra.

Société de services aux entreprises Paris-9^e, recherche

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE

Profil exigé :

- 25 ans minimum,
- minimum Bac ou BTS,
- parfaite orthographe,
- grande aisance téléphonique,
- très bonne orthographe,
- qualité rédactionnelles,
- facilité d'intégration dans petite équipe.

Adressez candidature manuscrite avec C.V., détails, photo et prétentions à M. Pousenc, AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout, 75002 PARIS.

Groupe Bancaire International recherche

cambiste confirmé

Une bonne réputation sur le marché s'appuyant sur 5 à 7 ans de carrière réussie dans une Banque active et un très bon niveau d'anglais sont les atouts nécessaires pour réussir dans le poste.

Adressez lettre de candidature, C.V. + photo sous réf. 4084/O à : M. POYTHIEUX, 4, Square Augusta Renard, 75014 PARIS (qui transmettra)

L'INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recrute pour sa SECTION GESTION

UN RESPONSABLE DE FORMATION

Le candidat, diplômé d'une école de commerce et/ou d'un troisième cycle universitaire, sera chargé d'assurer la coordination des enseignements de gestion ainsi que le suivi pédagogique des élèves et des programmes.

Il enseignera dans le cadre de ses domaines de compétences.

Le statut du candidat recruté sera celui de contractuel (contrat 3 ans, renouvelable 1 fois).

La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Prête d'envoyer C.V. + photo à l'attention de Madame CABY, INT, pièce C 104 9, rue Charles-Fourier 91011 EVRY CEDEX.

Equipements de haute technologie

Une société française, spécialisée dans l'exportation de matériels et ensembles spécifiques, recherche un

NEGOCIATEUR INTERNATIONAL

responsable d'un secteur du Moyen Orient.

Il développera les relations avec les prescripteurs et autorisés des pays clients, suivra les négociations (générallement de longues durées), établira les conditions de vente et règlement.

C'est un cadre de formation supérieure, habitué à travailler en anglais, possédant une première expérience de négociations à haut niveau portant sur des contrats d'équipement dans les pays du Moyen Orient.

Basé à Paris, il effectuera bien sûr de fréquents déplacements. Sa réussite lui permettra de s'épanouir et de progresser dans une société en expansion.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406 816 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue de Bac - 75007 PARIS

مكتبة الأصيل

مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LES MICRO-ORDINATEURS POUR TOUTE LA FAMILLE CREUSEZ L'ÉCART TECHNOLOGIQUE!



Succès commerciaux confirmés! Pari technologique gagné:
MOS, TO7, TO770 creusent l'écart.
La micro-informatique française a le vent en poupe.
Pour préparer l'avenir, investir le futur, nous renforçons nos équipes d'ingénieurs:
elles sont de haut niveau. Et l'ont prouvé. Rejoignez-les.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONCEPTION MICRO-ORDINATEURS

Nous vous confierons les développements de nos nouveaux produits pour nos gammes d'ordinateurs personnels. Au sein de l'équipe de conception en plus de votre participation aux nouveaux projets, nous vous confierons la recherche, l'étude, l'analyse de nouveaux composants. Dans notre laboratoire de micro-informatique avancée nous donnons à chaque ingénieur la responsabilité de son projet propre. Si la Recherche et le Développement dans ce secteur de pointe vous intéresse et si vous êtes diplômés de TENSEI - GÉNÉRALISTE SUPÉRIEUR, GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITÉ dans le domaine de l'Électronique et si vous avez une expérience de 2 ou 3 ans en conception HARD de petits systèmes. (Réf. 118)

INGÉNIEURS LOGICIELS DE BASE

Dans notre service architecture système, vous rejoindrez l'équipe qui travaille déjà sur de nouvelles machines. Nous vous demandons de participer à la conception d'un système et à l'écriture de langages de programmation sur ces nouvelles réalisations. Vous êtes diplômés GRANDES ÉCOLES ou ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (spécialisation informatique); vous avez une pratique confirmée de l'assembleur dans le cadre d'une équipe industrielle ou universitaire, et avez participé à la réalisation de logiciels de type OS ou langages. (Réf. 117)

Nous étudierons également la candidature de jeunes ingénieurs débutants mais motivés. Prenez contact avec notre Conseil, en lui adressant un C.V. détaillé précisant vos prétentions et la référence du poste choisie à **ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.**



Nos technologies de pointe?... celles de nos procédés industriels

Mélange et dosage de matières premières, conditionnement automatique de produits à cadence rapide caractérisant l'activité industrielle de nos sociétés fabriquant des produits de grande consommation. Pour deux d'entre elles, nous recherchons

ECP, ESE, IDN, ENSAM...
pour des postes de:

Ingénieur Automatisme

Réf. XXI / 84 IA.
La société: **FRANÇAISE DE SOINS ET PARFUMS - Produits d'hygiène et de soins (SIGNAL, DARLING, TIMOTEL...)**
Le poste: Dans le cadre de la politique d'automatisation des procédés de fabrication, l'ingénieur automatisme prendra en charge la mise au point des nouvelles installations dans le domaine de l'automatisme, de l'électronique et du pneumatisme. Rattaché directement au chef des services techniques, il interviendra de plus, en conseiller, pour la maintenance de ces installations. C'est là une réelle opportunité pour un ingénieur capable de créer une fonction nécessitant compétence technique, capacité d'écoute et de dialogue. Le poste est basé à l'usine de la FSP en proche banlieue Nord de Paris. Votre profil: ingénieur confirmé possédant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'automatisme. • Anglais nécessaire.

Ingénieur électricité Automation

Réf. XXI / 84 IEA.
La société: **LEVER - produits détergents (SKIP, OMO, SUN...)**
Le poste: Responsable du service électricité de la principale unité de production (1.100 personnes), l'ingénieur: • concevra et mettra en œuvre la partie électrique et automatis des nouvelles installations en liaison avec les services concernés; • assurera la maintenance des installations existantes; • encadrera une équipe de 20 professionnels techniciens et ouvriers... ceci dans un contexte d'investissements soutenus et de hautes performances techniques. Le poste est basé à LILLE. Votre profil: ingénieur, débutant ou jusqu'à 2 ans d'expérience. • Anglais nécessaire.

Les possibilités d'évolution de carrière sont à la dimension d'un Groupe International. Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi au: Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.

Unilever France Services

Ingénieurs technico-commerciaux parlez pour le nouveau monde: informatique + télécommunication

Leader mondial dans la fourniture de systèmes de télécommunication numérique, nous employons 44 000 personnes dans 25 pays (CA 83 : 3,3 Milliards de dollars). Née début 84, notre famille de produits VIENNA remporte un franc succès en Europe. Elle réussit l'intégration de standards industriels en télécommunication et gestion ainsi que la portabilité des applications. Notre filiale française, **NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS**, spécialisée en informatique répartie, recherche pour faire face à une croissance très rapide, des **INGÉNIEURS TECHNIICO-COMMERCIAUX**. De formation supérieure en informatique, vous avez une expérience en systèmes de gestion et en télécommunication.

Vos principales missions seront d'aider nos ingénieurs commerciaux à répondre aux cahiers des charges, et suivre le développement de nos grands comptes. Une rémunération motivante est prévue pour ces postes basés à Paris et en Province.

Si vous êtes intéressé par ce nouveau monde technologique, envoyez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions)/réf. 684M à Monique COQUIN, 41 - 49 rue de la Garenne - 92310 Sèvres.



L'informatique au service de la communication

Juriste d'entreprise confirmé et fort potentiel

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche un Juriste expérimenté et de valeur pour l'intégrer au sein de sa Direction juridique.

Ce poste conviendrait à un candidat, Docteur en droit ou équivalent (formation complémentaire aux USA très appréciée), capable d'assumer avec dynamisme, autonomie et esprit d'équipe, des responsabilités d'études, de conseil auprès des directions opérationnelles et de négociation avec des partenaires extérieurs, dans le domaine des accords et participations. La réussite dans ces fonctions nécessite une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un cabinet ou une grande entreprise, la parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que des qualités personnelles permettant de s'affirmer comme un interlocuteur fiable et déterminé. Poste à Paris.

Écrire sous référence **DW 196 AM**. Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris



ACOUSTIQUE SOUS-MARINE Recherche et développement Côte d'Azur

UN ORGANISME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE LA MARINE NATIONALE propose des postes attractifs à des ingénieurs au sein de services dotés de puissants moyens et d'équipes performantes travaillant dans des secteurs de techniques de pointe.

Trois postes sont offerts:

• **Ingénieur recherche électronique de puissance**
INPG, ENSEET, ESE, ISEP, ISEN débutant
Au sein d'une équipe de recherche travaillant dans le domaine des "sonars actifs", il sera orienté sur des problèmes d'alimentation émetteurs de puissance, transmission d'énergie par câbles longue distance...
référence **GZ 199 AM**

• **Ingénieur acousticien**
ECP, ENSTA, AM... (connaissance de l'acoustique appréciée mais non indispensable), débutant.
Au sein d'une équipe "études acoustiques", il travaillera sur des problèmes d'environnement d'antenne sonar (acoustique sous-marine).
référence **AI 200 AM**

• **Ingénieur développement des matériels**
ESE, ISEP, ISEN, ENSI (électronique), quelques années d'expérience souhaitable ou débutant.
Au sein d'une équipe développement, il aura un rôle d'interface (pilote - suivi) entre la recherche et la réalisation des matériels en liaison avec des industriels publics et privés.
référence **BS 201 AM**

Ces trois postes impliquent la connaissance de l'anglais, un sens marqué du travail en équipe, un niveau technique et scientifique élevé.

Écrire en précisant la référence.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

4, rue Massenet 75116 Paris



Consultant

Spécialiste du Conseil en ressources humaines, le développement de nos activités (Recrutement, Executive search, Management social, Formation, ou placement), grâce à une approche marketing spécifique et à une méthodologie d'action originale, nous amenons à compléter l'équipe de consultants CNPG Conseil. Titulaire d'une double formation (Economique et Sciences Humaines) et d'une expérience de quelques années en cabinet et en Entreprise (si possible dans la fonction Personnels), vous entrerez dans cette équipe motivée et créative, qui saura tenir compte de vos désirs d'évolution.

François Descheemaeckere vous remercie de lui adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo récente et rémunération actuelle) sous référence 8410 FD et garantit la confidentialité des contacts.

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

SOCIÉTÉ FILIALE GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS spécialisée dans la fabrication de revêtements anticorrosion recherche

CADRE COMMERCIAL DE FORMATION ÉCOLE DE CHIMIE OU IUT CHIMIE

pour fonction technico-commerciale.
Après une période de formation en province dans nos laboratoires et sur le territoire français dont la durée sera d'environ 6 mois, il lui sera confiée une mission de responsabilités commerciales sur un secteur export. Une expérience de quelques années dans l'industrie chimie est souhaitée. Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est impérative. Lieu de travail: PARIS. Déplacements fréquents FRANCE et ÉTRANGER.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2483 à **CONTESSÉ PUBLICITÉ - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01**, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 286.10.65

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UTA recherche pour sa direction des opérations et de l'exploitation

Responsables de projets HF

Grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce + 1^{re} expérience

Dans cette Direction chargée de l'optimisation de nos moyens aéronautiques et logistiques pour l'exploitation de notre activité aérienne, ces cadres seront aptes à concevoir et spécifier des systèmes d'information et en assureront dans un premier temps les efforts d'information.

Ils pourront évoluer par la suite vers des postes de commandement de services opérationnels, de contrôle de gestion ou d'informatique.

Pour réussir dans cette fonction, une formation Grandes Ecoles d'ingénieurs (Centrale, A & M, ENAC, Sup. Aéro...) ou de Commerce (HEC, ESSEC), renforcée par une solide expérience de 2-3 ans dans l'étude de systèmes informatiques est indispensable.

En outre, rigueur, autonomie, sens de l'analyse et esprit de décision constituent leurs meilleurs atouts.

Merci d'adresser lettre man., C.V. et prêt. à UTA - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

Une société de **CHARGEURS S.A.**

Crédit Manager

Un poste d'avenir pour un homme de confiance

Formaliser et faire appliquer notre politique de crédit afin de réduire le poste «clients» et s'assurer de leur solvabilité, voilà l'essentiel de la mission que vous propose un des leaders français dans le domaine du transport et transit international (1100 MF, 650 personnes).

Une fonction qui impliquera en collaboration avec la Direction Financière et les Directions Opérationnelles, la définition des instruments de contrôle suivants : normes de crédit, encours, conditions de paiement et le suivi des comptes clients ; relances, recouvrement litiges. Elle implique en outre des contacts avec la clientèle nationale ou internationale, les douanes, les organismes de renseignements commerciaux ou de recouvrement dont vous devrez tirer le meilleur parti ; ceci en faisant appel à votre sens des négociations. Vous serez aidé par l'informatique pour gérer nos comptes et améliorer en permanence l'organisation et les systèmes.

Notre PDG considère, à juste titre, que cette fonction est essentielle. Nous retiendrons un candidat ayant une formation supérieure orientée vers la finance (Sup de Co...), une expérience probante de la fonction en entreprise et parlant l'anglais. Une certaine formation, la faculté de convaincre sont également nécessaires dans ce poste destiné à évoluer à terme.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 33510 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

division de SYSTEMA (France) The Executive Group Management

SAVOIR OÙ ON VA

La productique, un secteur de pointe, un secteur d'avenir, une société souple, efficace guidée par un souci constant de performance absolue, avec en plus un goût de liberté qui favorise l'épanouissement personnel. Savoir où on va c'est important.

Actuellement, nous recherchons des

ingénieurs logiciel

de formation Grande Ecole d'ingénieurs, ayant une expérience confirmée en mini et temps réel sur matériels PDP, SOLAR, MITRA ou IBM S/1, pour leur confier des services de consultant en productique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à M. H. DELORME, 4, rue Frédéric-Mistral, 75015 Paris.

Auditec Ingénierie Industrielle

PARIS 9^e

Société GESTION IMMOBILIERE en pleine expansion recherche pour l'une de ses unités de gestion

« PRINCIPAL DE CABINET »

responsable d'un patrimoine locatif important, il devra justifier d'une expérience confirmée.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 34.208 à FADSP, 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

POUR RENFORCER SA DIRECTION JURIDIQUE

UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (plus de 7000 personnes) CENTRE DE PARIS recherche un

JEUNE JURISTE

De formation supérieure, licence en Droit minimum, il dispose d'une première expérience professionnelle du droit des sociétés, acquise de préférence en Entreprise ou chez un Conseil Juridique, qui lui permettra d'être immédiatement opérationnel et de prendre dès son arrivée la gestion d'un portefeuille de sociétés.

Il sera à court terme amené à traiter du droit des affaires.

Sens de l'équipe et pragmatisme sont les qualités attendues de ce futur collaborateur qui bénéficiera d'un salaire motivant et des avantages d'une grande Entreprise.

Adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et prétentions sous référence 2340 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 206.10.05

Nous sommes un groupe international de restauration (plus de 2 milliards de CA, 12 000 personnes). Nous recherchons pour Paris, dans le cadre de notre décentralisation,

1 CONTROLLER

pour un centre de profit d'environ 450 personnes (200 M de CA et 50 établissements), pour assister la Direction et lui fournir l'information et les propositions nécessaires à toute décision stratégique.

Grâce à un contact permanent avec le terrain, vous devrez veiller à ce que le système de gestion (budget, reporting...) soit efficace et fournisse les informations fiables dans les meilleurs délais.

Vous participerez également à nos projets de développement (plan à moyen terme, diversification). Diplômé(s) d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, vous disposez d'une expérience réussie dans une entreprise importante à structure décentralisée, où vous avez acquis une parfaite maîtrise technique de gestion, informatique, contrôle et planning.

Vous désirez maintenant un rôle plus actif, et vous êtes pour cela imaginatif, dynamique, ouvert et bien sûr organisé.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à EUREST, Service du Personnel, 14 rue d'Albion - 75009 Paris.

EUREST

SEREQUIP

BUREAU D'ETUDES ET D'INGENIERIE BATIMENTS ET EQUIPEMENTS

recherche

Jeune INGÉNIEUR

(ESME, EEM, ENSI ou équivalent...)

1 à 2 ans d'expérience.

Pour assurer la conduite d'études et le suivi des travaux concernant la mise en œuvre de systèmes de gestion dans le domaine des parcs, la régulation de trafic et des équipements publics.

Connaissance en informatique indispensable. Sens du travail en équipe et des contacts commerciaux.

Lieu de travail : Saint-Quentin-en-Yvelines.

Adresser curriculum vitae et présentations à SEREQUIP, Service du Recrutement, 2, rue Sidéon, 78181 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

PICODATA

Conseil en systèmes d'information et Ingénierie Informatique

Année	82	83	84	prévu 85
C.A.	0,3	1,9	3,5	7 MF

- Equipe d'ingénieurs de haut niveau.
- Micro informatique - télématique - monétique...
- Clients : DGT, banques, leaders de l'industrie...

Recherche

1 INGENIEUR CHEF DE PROJET

250 000 F et +

X. CENTRALE, SUPLECO... 5 ans d'expérience. Connaissances SCGB, technique logiciel.

1 INGENIEUR CONSULTANT

2 ans d'expérience.

Ambiance dynamique et professionnelle. Contacts clients à haut niveau. Larges possibilités d'évolution.

Adresser curriculum vitae, prétentions, disponibilité ou téléphoner à Thierry SCHWARZ, PICODATA, 6, rue Fernin Gillot - 75015 PARIS Tél. : 250.84.10

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS-9^e

recherche pour renforcer son équipe

2 ASSISTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur 1 à 2 ans d'expérience en cabinet

Adr. C.V. dév. et prêt. à : GESTAUDIT FRANCE, 7, cité du Ch-Lenoire, 75006.

ANALYSTE - PROGRAMMEUR GAP M, IBM S/1, PL 1 IBM 43-41 COBOL CEC - GROUPE SYSTEME INSET ET

93, bd Sébastopol, PARIS-2^e M^o Réaumur, 235-35-25.

CFRO - Industrie

GROUPE GSI FILIALE CCE Distributeur STAROVNE Spécialiste NASTRAN

recherche

RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE DE PRODUCTION

Vous avez une formation universitaire de généraliste (DEUG, par exemple), un goût marqué pour l'Animation, le sens de l'Organisation.

Vous aimez l'action.

Nous vous proposons de débiter votre carrière professionnelle directement sur le terrain, au sein de la première entreprise française de produits frais, comme RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE DE PRODUCTION.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à Chantal VAYSSE - GERVAIS-DANONE - Usine du PLESSIS-ROBINSON, 92350 - Avenue Paul-Langevin.

GERVAIS DANONE

Le Centre National d'Études Spatiales recherche pour sa Direction générale à Paris

Ingénieur HF grande école

+ formation économique

Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise, de préférence, dans l'industrie aéronautique et spatiale.

Nous vous confierons la conduite d'analyses de la compétitivité technique et économique des produits industriels spatiaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt. en précis. sur l'enveloppe la réf. 3195 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

cnrs CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

EN VUE RECLASSEMENT IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AYANT

1) POSTES A POURVOIR EN RÉGION PARISIENNE

2) PERSONNEL A RECLASSER PROVINCE (ACTUELLEMENT OUEST, S.-E., NORD)

RECHERCHE CONTACT AVEC TOUTES SOCIÉTÉS AYANT PROBLÈME DE MÊME NATURE EN VUE D'UNE SOLUTION CONCERTE.

Écrire sous n° T 068.628 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7^e.

INGÉNIEURS CALCUL DE STRUCTURES

Bonne connaissance de NASTRAN pour études conseil formation. Rémunération en fonction de l'expérience.

Tél. : (1) 627-85-00, p. 1149.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Env. C.V. avec photo. Écrire sous le n° 7 68.648 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7^e.

LYCÉE TECHNIQUE LIBÉRIE sous contrat d'association recherche

PROFESSEUR D'ECONOMIE

Temps complet, session BTS. Exp. prof. souhaitée.

Adresser C.V. dév. au : LYCÉE LIBÉRIE 24, rue Bourc, 75019.

SOCIÉTÉ NOUVELLE TAC COMPTABLE

Formation BTS, IUT ou niveau DECS. Débutez ou avec une courte expérience (gestion des stocks participative). Lieu de travail : SAINT-DENIS (93), PARIS.

Adr. C.V., photo, prêt. lettre manuscrite à STE TAC et réf. TF 10, 128, rue d'Aguesseau, 92 100 BOULOGNE.

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

POUR SA DIVISION ENGENIERIE DANS LA PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS

UN CADRE TECHNICO COMMERCIAL

- Il sera chargé, au sein d'une équipe intervenant dans l'ensemble du Monde, de la prospection et de la négociation de contrats à l'étranger
- Déplacements fréquents (40% du temps)
- Ingénieur ou diplômé d'études supérieures
- 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de B.T.P. et/ou ingénierie avec une dominante de commerce international.
- Anglais parfait, espagnol apprécié.

Adres. lettre manuscrite, CV et prétentions à : Monsieur CARRIERE, Serv. D.H.H.E.R. 291, Boulevard Raspail, 75675 PARIS Cédex 14 Téléphone : 320.15.00

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS

recherche

INGENIEUR ou TECHNICIEN V-3

pour chantiers extérieurs.

TECHNICIEN V-2 ou 3

pour équipe petites études et propositions clients

TECHNICIEN IV-2

pour travail de plate-forme

MONTEUR CABLEUR

Pour les trois premiers postes. Il est demandé une bonne expérience en VHF-UHF.

Envoyer C.V. à Monsieur BEROUZ AUTOPIHON S.A. 72/76 rue Paul Valliant Couturier 92301 LEVALLOIS PERRET ou téléphoner au 730.24.24

Expert comptable et Conseil Juridique rech.

JURISTE-FISCALISTE

à temps partiel pour mise à jour et contrôle de dossiers, classement, documentation, déplacements au R. de Co.

Écrire avec C.V., photo, prêt. n° 30134 sur enveloppe à J.F.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.

Société proche Paris de la Capitale recherche d'urgence

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

GAP II IBM 34/36

Pour développement, spécialisation analytique. Expérience professionnelle requise. 3 ans min., débutant à accepter. Tél. pr n° : 808-22-13, p. 1180.

TRADUCTEUR TECHNIQUE esp.-fr. Langue maternelle anglaise. Écrire s/réf. 11.899 à P. LICHOU S.A. S.P. 220, 75009 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'ORGANISATION

recrute pour

Ses ACTIVITÉS DE CONSEIL auprès des entreprises de l'économie sociale (SCOP, MUTUELLES...)

CHARGÉS DE MISSION

De formation type HEC, ESC... et/ou DECS ayant une expérience de 2/3 ans soit dans un cabinet d'expertise ou de conseil, soit en entreprise dans les domaines comptables et financiers.

Envoyer C.V. sous n° 8.489 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS qui transmettra.

هكذا من الرجل

REPRODUCTION INTERDITE OFFRES D'EMPLOIS

Pharmacologue
Nous recherchons pour le Département de Pharmacologie du Centre de Recherche de Romainville (93) un(e) pharmacologue.

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
La filiale d'un important groupe industriel recherche pour le département « Composants électroniques » de l'une de ses unités de production (200 personnes)

PROPI CONSEIL
CONSEIL EN BREVETS
INGÉNIEUR BREVETS
Ecr. 23, rue de Léningrad 75008 PARIS.

secretaires secrétaires secrétaires
... message aux professionnelles du secrétariat de direction...
BELIN et JEAN DUCOURTIEUX (FRANCE FEUILLETE) ont décidé de s'associer pour intensifier leurs efforts.

PHILLIPS PETROLEUM
INTERNATIONAL FRANCE
secrétaire bilingue Anglais
Niveau BTS - 3 à 5 ans d'expérience.

formation professionnelle
ANALYTES PROGRAMMEURS
VENDEURS
BUREAUCRATIE
INFORMATIQUE

capitaux propositions commerciales
A CÉDER ENTREPRISE BÂTIMENT BIEN IMPLANTÉE RÉGION MARSEILLAISE AYANT MARCHÉS PUBLICS EN COURS

travail à domicile
J.F. formation juridique multilingue cherche TRAVAIL À DOMICILE

traduction demande
TRADUCTEUR TECHNIQUE
Archit., urba., B.T.E. Informat., sur place payé, 331-40-23.

divers
BMW SÉRIE 3 - 5 7
1984, peu roulé, garage Auto Parc-N° 633-88-95

DEMANDES D'EMPLOIS
EN VUE RECLASSEMENT IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AYANT
1) POSTES A POURVOIR EN RÉGION PARISIENNE
2) PERSONNEL A RECLASSER PROVINCE

SECRETARE P.D.G.
Parfaitement bilingue français-anglais, maîtrisant sténo et dactylo dans les deux langues.

L'immobilier
appartements ventes
2° arrdt
ETIENNE-MARCEL ELEGANT
PIED-A-TERRER, 50 m²

locations meublées demandes
Paris
SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris

JEUNE FEMME 22 ans
maîtrise de l'anglais
Stage administration de biens.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

10° arrdt
GOS BOULEVARDS, 180 m²
selon salle de réunion, 4 chambres

Immobilier d'entreprise et commercial
bureaux bureaux
Locations
ARTISAN 100 F. RC 180 F.

JEUNE FEMME 22 ans
maîtrise de l'anglais
Stage administration de biens.

ANPE
Ecrire ou téléphoner
12, rue Brande, 75436 PARIS CEDEX 09

18° arrdt
Mairie XVIII, récent stand, gd studio, tout eq. balcon

fonds de commerce
VENTES
LIBRAIRIE-PATERIE-JOURNAUX

La Banque Morgan, pour réussir sur le marché américain



Quelques-uns de nos banquiers du secteur Europe à New York. De gauche à droite, Hanjo Roosen, Harvey Struthers, John Comfort, Julie Blake, William Holding (responsable du secteur Europe), François de Seroux, Bence Andrés.

Pour les sociétés européennes internationales actives sur le marché américain, Morgan présente des avantages certains.

Nous avons à New York une équipe spéciale de banquiers dont la seule vocation est de pourvoir aux besoins des sociétés européennes et de leurs filiales américaines aux Etats-Unis. Peu d'autres banques disposent d'une telle équipe. Ils connaissent parfaitement les systèmes bancaires tant en Europe qu'aux Etats-Unis. La plupart d'entre eux ont travaillé dans plusieurs succursales Morgan à l'étranger. Ils se concentrent sur des pays précis, travaillant en étroite collaboration avec nos succursales dans ces pays et s'y rendent fréquemment pour rencontrer leurs clients.

Nos banquiers du secteur Europe offrent aux sociétés internationales une palette étendue de services :

□ Nous employons un éventail de techniques originales, telles qu'échanges de devises, placements privés, répondant à vos besoins de financement pour le développement de vos activités, pour des acquisitions ou des projets particuliers.

□ Notre connaissance de la fiscalité en Europe et aux Etats-Unis nous permet de structurer les financements les plus avantageux pour vous.

□ Nous sommes spécialisés dans les financements par émission d'obligations exonérées d'impôts ou d'instruments financiers à court terme à taux variables.

□ Nous pouvons vous aider à mettre en place votre programme de papier commercial aux Etats-Unis. Nos services intégrés comprennent l'émission du papier, le placement et l'assistance en matière de "ratings" américains, la mise en place de facilités de crédit de soutien de ces émissions et la conversion des fonds ainsi recueillis en d'autres devises, selon vos besoins.

□ Nous utilisons les méthodes les plus rapides, les plus économiques et les plus avantageuses fiscalement pour vos transferts de fonds d'un pays à l'autre, ou d'une division à l'autre de votre entreprise.

□ Nos banquiers du secteur Europe travaillent en étroite collaboration avec les autres équipes de Morgan spécialisées dans le domaine

des rapprochements de sociétés, fusions et acquisitions. Nos analystes financiers sont très au fait des évolutions industrielles, identifient les secteurs prometteurs et les entreprises qui répondent aux critères de nos clients. Nous vous assistons dans la négociation de ces transactions en tenant compte de la situation fiscale spécifique de l'acquéreur et du vendeur.

□ Pour nos clients souhaitant désinvestir, nous trouvons des acquéreurs aux Etats-Unis ou dans d'autres pays.

Pour en savoir plus sur la façon dont l'équipe du secteur Europe aux Etats-Unis peut répondre à vos besoins sur le marché américain, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez directement au European Corporate Banking Department, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, NY 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York.
En France : 14, place Vendôme, Paris.
Tél. : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FDIC

هكذا من الأصل

كتاب من الجهل

Le Monde

économie

DEUX RECOMMANDATIONS DES DIX

EN SEPTEMBRE

L'Europe des télécommunications franchit une nouvelle étape

Luxembourg (Communautés européennes). - En adoptant deux recommandations sur le bon usage de normes et sur l'ouverture des marchés publics dans la Communauté, les ministres de l'Industrie des Dix, réunis lundi à Luxembourg, ont franchi une étape supplémentaire dans la voie devant mener à une politique européenne des télécommunications.

Il s'agit-là de progrès peu spectaculaires et assurément encore réversibles, mais qui débloquent le terrain, permettant d'envisager une coopération plus concrète. Ils ont été accueillis avec satisfaction par les participants.

La décision du gouvernement britannique, rendue publique le même jour, de ne pas accorder l'autorisation à IBM et à British Telecom de développer ensemble des services télématiques, puisque précisément un éventuel feu vert aurait pu entraîner les normes que l'on souhaite mettre en œuvre au niveau européen (voir d'autre part), est venue à point nommé pour conforter la détermination de ceux qui considèrent que la domination complète du marché communautaire par les groupes américains et japonais n'est pas un phénomène inévitable.

La première de ces recommandations prévoit une concertation accrue entre les administrations des PTT avant toute création de nouveaux services. L'idée est d'éviter désormais d'innover en ordre dispersé, ce qui paralyse l'action des industriels qui ignorent l'étendue du marché sur lequel ils pourront compter. A partir de 1985, les nouveaux services devront être créés « sur la base d'une approche commune harmonisée » ; une condition pour « offrir dans toute l'Europe des services compatibles ». Une étape ultérieure est prévue pour 1986 : « Les PTT veilleront à ce que toutes les commandes de systèmes de transmission et de communication numérique destinés à la réalisation progressive de l'intégration des services tiennent dûment compte des normes reconnues au niveau européen ».

Ce texte plutôt rébarbatif a une signification concrète. Les PTT, les ministères de l'Industrie, les entreprises disposent d'une page juridique pour commencer le travail, pour s'atteler, s'agissant surtout des nouveaux services, à la diffusion de ce qui est aussi important, aux modalités de mise en œuvre des normes communes. Les ministres ont, de

De notre correspondant

surcroît, dégagé des crédits - six millions d'ECU, soit quarante et un millions de francs - pour financer cet effort de normalisation dans l'informatique (1).

L'ouverture des marchés publics, c'est-à-dire l'appel à la concurrence étrangère, condition pour la création d'un marché unique, devrait être immédiate et complète pour les nouveaux terminaux télématiques ainsi que pour les terminaux traditionnels pour lesquels il existe des spécifications communes d'agrément. Les terminaux représentent un marché important et en plein développement, depuis les répondeurs automatisés jusqu'aux micro-ordinateurs pouvant être branchés sur les réseaux téléphoniques et, en particulier, à la communication.

Les PTT et les gouvernements ont estimé, avec la Commission, qu'il fallait dans ce domaine agir avec prudence et prévoir pour l'avenir immédiat une ouverture des marchés publics pouvant être limitée à 10% des commandes (rien n'empêche, bien entendu aux PTT de faire davantage).

Les Britanniques, qui ont récemment « privatisé » leurs entreprises de télécommunications, s'interrogeaient sur l'intérêt d'adopter la recommandation sur la « politique commune de normalisation » puisqu'ils n'ont plus de prise directe sur leurs industriels. Ils ont finalement souscrit à l'exercice : le gouvernement fera savoir aux entreprises, ce qui n'est pas indifférent, que ces orientations communes vont dans la direction qu'il estime opportune. Les Français, pour leur part, ont renoncé à un texte indiquant de manière trop précise que l'ouverture des marchés publics, qu'on se propose d'accomplir, devrait bénéficier

de façon prioritaire aux entreprises à capitaux européens.

Comme pour mettre en relief la nécessité pour l'Europe de limiter sa dépendance extérieure, M. Davignon a parlé au cours du débat, du problème créé par les restrictions aux transferts de technologie que multiplie actuellement l'administration américaine. Cela est nouveau : jusqu'ici, les transferts technologiques vers l'Europe de l'Ouest ne soulevaient aucune difficulté. Les limitations, qui sont de nature très diverses et risquent de créer une incertitude supplémentaire pour les entreprises du Vieux Continent, sont instaurées ou envisagées le plus souvent au nom de la sécurité. M. Davignon observe qu'il ne faut pas nier la

difficulté et rejeter en bloc comme inadmissible ce comportement américain.

En revanche, il lui paraît nécessaire d'y être sensible, d'en évaluer la portée et d'être capable, à temps, d'avoir une position commune cohérente face à Washington.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Ces crédits, qui font partie d'un programme informatique de dix millions d'ECU approuvé par le Conseil pour la période 1984-1985 - donc pour un peu plus d'un an -, vont permettre à la Communauté de passer des contrats avec le CENELEC (Centre européen de normes électrotechniques) pour définir des normes européennes et pour les certifier, c'est-à-dire constater que des équipements mis sur le marché sont fabriqués conformément à ces normes européennes.

Coup d'arrêt pour IBM

(Suite de la première page.)

Le gouvernement britannique a spécifié, le 15 octobre, que les sociétés désireuses de développer les réseaux télématiques s'obtiendraient de licence qu'à la condition de rendre leurs propres standards compatibles avec le système OSI (donc de fournir les connexions nécessaires).

Il est vrai qu'IBM, dans le compromis qu'elle avait passé avec la Commission européenne au mois d'août pour obtenir une suspension de la procédure antitrust engagée contre elle en Europe, s'était engagé à soutenir les normes OSI.

Voilà donc le marché britannique « ouvert » à quelques semaines de la privatisation de British Telecom. Mercredi, le concurrent suscité par le gouvernement britannique pour éviter le monopole de British Telecom, s'en portera mieux, puisqu'il doit peut-être s'approprier les télécommunications des grandes entreprises, lesquelles sont équipées en majorité d'ordinateurs IBM.

Chaque société devra donc, si elle désire développer un réseau

télématique, soumissionner seule pour obtenir les autorisations nécessaires. IBM, qui se dit « très déçu » par la décision du gouvernement britannique, envisage néanmoins de présenter son propre projet. Quant à British Telecom, qui voulait éviter la concurrence d'IBM, elle rappelle, le 15 octobre, que le projet de filiale commune avait d'abord pour objectif d'essayer de limiter l'exposition d'IBM dans les télécommunications.

La décision de Mme Thatcher rend en tout cas crédible la controverse menée par les PTT et les industriels européens pour bâtir un espace commun des communications avec des normes différentes de celles d'IBM. On sait qu'IBM a proposé à la SIP, filiale de la société publique italienne STET, qui gère la majeure partie du réseau téléphonique italien, de participer à la construction d'un réseau télématique à valeur ajoutée dans la péninsule. Les Italiens pourraient être moins européens que les Britanniques ?

BRUNO DETHOMAS.

Les ventes d'automobiles ont chuté de 20 % en France

Le mois de septembre a été particulièrement néfaste aux constructeurs d'automobiles, puisque le marché français a reculé de 19,9 % par rapport à septembre 1983. La chambre syndicale, qui publie ces chiffres après la fermeture du Salon de l'auto, explique cette évolution - après le mieux de juillet et août - par l'absence de ce salon et par le fait que septembre 1984 a compté deux jours ouvrables de moins que septembre 1983. Le déclin réel du marché ne serait donc que de 12 %.

Reste que, en septembre, les marques françaises ont, une fois de plus, reculé plus fortement que les marques étrangères, à l'exception de Peugeot. Sur un marché en baisse de 19,9 %, Citroën perd 31,3 %, Talbot 63,1 % - pour ne plus vendre que 1 732 voitures dans le mois. - Renault 36,8 %, tandis que les étrangères ne régressent que de 2,42 % et Peugeot de 0,6 %. Les étrangères atteignent ainsi le mois 39,3 %.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, la chute des marchés des voitures neuves est ainsi de 12,9 % : Citroën perd 15,7 %, Talbot 53,2 %, Renault 20,3 % (soit 16 700 voitures de moins qu'au cours des neuf mois de 1983), les étrangères 4,6 % alors que Peugeot seul progresse (+ 1,3 %). En parts de marché, les étrangères approchent ainsi 36 % (35,8 %) alors que Renault ne décline plus que 31,6 % du marché.

Sans doute, avec les nouveaux modèles présentés au Salon de l'auto, le dernier trimestre devrait-il être meilleur pour le marché en général, et pour les constructeurs français en particulier. Mais, sur l'année 1984, la chute devrait quand même être de l'ordre de 10 %, soit 200 000 véhicules de moins que l'an passé.

Cette évolution pose, évidemment, le problème des effectifs nécessaires pour une production déclinante, un sujet abordé le 15 octobre au ministère de l'économie et des finances, où M. Bérégovoy a reçu M. François Dalle, président de la commission nationale de l'industrie, qui vient de se pencher sur l'avenir de l'automobile en France.

Reste que, en septembre, les marques françaises ont, une fois de plus, reculé plus fortement que les marques étrangères, à l'exception de Peugeot. Sur un marché en baisse de 19,9 %, Citroën perd 31,3 %, Talbot 63,1 % - pour ne plus vendre que 1 732 voitures dans le mois. - Renault 36,8 %, tandis que les étrangères ne régressent que de 2,42 % et Peugeot de 0,6 %. Les étrangères atteignent ainsi le mois 39,3 %.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, la chute des marchés des voitures neuves est ainsi de 12,9 % : Citroën perd 15,7 %, Talbot 53,2 %, Renault 20,3 % (soit 16 700 voitures de moins qu'au cours des neuf mois de 1983), les étrangères 4,6 % alors que Peugeot seul progresse (+ 1,3 %). En parts de marché, les étrangères approchent ainsi 36 % (35,8 %) alors que Renault ne décline plus que 31,6 % du marché.

Sans doute, avec les nouveaux modèles présentés au Salon de l'auto, le dernier trimestre devrait-il être meilleur pour le marché en général, et pour les constructeurs français en particulier. Mais, sur l'année 1984, la chute devrait quand même être de l'ordre de 10 %, soit 200 000 véhicules de moins que l'an passé.

Cette évolution pose, évidemment, le problème des effectifs nécessaires pour une production déclinante, un sujet abordé le 15 octobre au ministère de l'économie et des finances, où M. Bérégovoy a reçu M. François Dalle, président de la commission nationale de l'industrie, qui vient de se pencher sur l'avenir de l'automobile en France.

Les syndicats de Creusot-Loire veulent obtenir une réduction du nombre de licenciements

Alors que Framatome et Usinor devraient déposer dans les jours prochains une offre de reprise de Creusot-Loire auprès du tribunal de commerce de Paris, les discussions sociales engagées à la délégation à l'emploi butent toujours sur le nombre de suppressions d'emplois et sur les modalités appliquées.

En l'état actuel des discussions, le nombre de salariés licenciés qui pourraient bénéficier d'une formation de dix mois est ramené à 1 100 personnes si l'on tient compte de 100 départs volontaires et retours au pays d'immigrés et des 1 039 salariés qui bénéficieraient de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) en 1984 (prétraitée à cinquante ans).

La CGT continue cependant à s'opposer à une formation « qui n'offre aucune garantie sérieuse et débouche sur des « stages parking » : dans le but de licencier ». Elle réclame une garantie de reclassement. Pour « maintenir la pression », l'intersyndicale (CGT, CFTD, CGC) du Creusot a multiplié les actions dans la journée du 15 octobre : occupation de la gare de Montchanin bloquant le TGV, occupation de la mairie du Creusot.

Le cas de Nantes

Tous les syndicats demandent un étalonnage de l'application de la CGPS jusqu'en 1987 et une réduction du temps de travail hebdomadaire à trente-cinq heures. Si Usinor semble prêt à en discuter, Framatome s'y refuse. Sur le plan industriel, les deux groupes repreneurs ont confirmé « leur intention commune de maintenir et de développer des relations techniques et industrielles existant actuellement entre les divisions de Creusot-Loire » ; c'est une façon de répondre à la crainte de la CGT d'un démantèlement de la société.

A Nantes, la municipalité a décidé le 15 octobre à l'unanimité (moins quatre voix communistes) d'exonérer de taxe professionnelle pendant cinq ans les repreneurs de l'usine de Nantes de Creusot-Loire (matériels d'imprimerie, aéroréfrigérants de la division Batignolles) « pour préserver le maximum d'emplois ».

● Fusalp : plan de sauvetage proposé par les ouvriers. - Les ouvriers licenciés de Fusalp viennent de proposer au comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) un « plan de sauvetage » de leur entreprise, mise en règlement judiciaire le 11 avril 1984 par le tribunal de commerce d'Annecy (Savoie). Ce dernier avait, le 10 septembre, autorisé la solution industrielle suscitée par les cadres, qui consistait à concentrer la production des anoraks et fuseaux Fusalp dans une seule usine à Annecy, et de réemployer sur ce site cent quinze personnes. Les ouvriers des deux usines savoyardes proposent aujourd'hui de constituer une société anonyme nouvelle dans laquelle chaque salariée disposerait d'une part égale du capital. Cent quinze personnes sur les trois cent vingt-cinq employées à Albertville et à Saint-Jean-de-Maurienne au début de l'année pourraient être réemployées progressivement.

MONNAIES

DOLLAR PLUS CALME 9,62 F

Après sa forte hausse du lundi 15 octobre, le dollar est resté stable mardi 16 octobre, se maintenant au voisinage de son cours de la veille, soit 3,14 DM et 9,62 F. La baisse du taux de base d'une grande banque américaine n'a eu aucune influence. Il convient de noter que le mark a décliné à Paris, revenant de 3,0650 F à 3,0625 F, en dessous de son cours pivot de 3,0665 F. La Banque de France n'est pas intervenue pour soutenir le mark.

GENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

28, bd Raspail (7^e) - 549-16-26
JOY LAVILLE
Peintures, gouaches, pastels
T.L.L. et dim. 10-18 h, sam. 14-19 h
25 SEPTEMBRE-25 OCTOBRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Quel est le groupe qui se développe sur mer, dans l'air et garde les pieds sur terre?

CHARGEURS S.A.

Chargeurs S.A. ce n'est pas seulement les transports aériens, maritimes et terrestres. C'est aussi une concentration industrielle réussie.

Une présence dans 88 pays, un chiffre d'affaires consolidé de 11,2 milliards de F en 1983 dont 67 % réalisés hors de France, une marge brute d'autofinancement de 937 millions de F, un bénéfice net consolidé de 205 millions de F (F 50,04 par action) font de Chargeurs SA un puissant groupe industriel et la première entreprise privée française de transports.

Ses principales activités ?

- Les transports aériens, avec (48 % du CA du groupe), deuxième compagnie aérienne française.
- Les transports maritimes et terrestres (25 % du CA du groupe) avec CHARGEURS REUNIS qui exploitent des lignes régulières vers l'Extrême-Orient et l'Afrique du Sud, l'Union Navale et WALON S.A. dans le transport de marchandises de vrac, l'autre dans le transit industriel et le transport de véhicules par terre et par mer.
- Les croisières (6 % du CA du groupe) avec les CRUISES en France et Paquet Cruises Inc. aux Etats-Unis.
- Les produits de consommation et industriels (21 % du CA du groupe) avec dans les produits ménagers, et Flexa Spa dans les films adhésifs, la Lctimée de Picardie premier producteur d'entoilage pour vêtements en Europe, Unitan en Argentine, un des premiers producteurs mondiaux de tannin, Seppic dans les produits chimiques...

CHARGEURS S.A.

AUGMENTE SON CAPITAL PAR EMISSION DE 1 ACTION NOUVELLE AU PRIX DE F 220 POUR 4 ACTIONS ANCIENNES.

Droit de souscription : réservé par préférence aux actionnaires actuels.
Possibilité de souscrire à titre réductible.
Jouissance : 1^{er} janvier 1984.
Période de souscription : 15 octobre - 15 novembre 1984.

BALO du 8 10 1984. Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 84-235 en date du 2 octobre 1984 est mise sans frais à la disposition du public au siège social de la société, 3 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS, et auprès des Etablissements domiciles.

Les objectifs du groupe ?

Poursuivre sa politique de modernisation et d'investissements pour améliorer sa rentabilité. De 1981 à 1983, les investissements ont représenté 11,7 % du chiffre d'affaires, soit 3,6 milliards de F. Pour 1984, les investissements s'élevèrent à 1 100 millions de F dont 320 millions en prises de participations.

AKAI CRÉE UNE SECONDE USINE A HONFLEUR (TROIS CENTS EMPLOIS)

(De notre correspondant.)

Caen. - L'annonce officielle de l'implantation d'une seconde unité de production du groupe japonais Akai à Honfleur, dans le Calvados, a été révélée le 13 octobre lors d'un conseil municipal extraordinaire de la petite cité normande. Après plus d'un an de négociations, cette ville l'a emporté sur le site de Birmingham en Grande-Bretagne, « en raison du climat social qui règne à Honfleur et de la haute productivité de ce secteur de l'industrie ouverte en 1982 », a fait savoir M. Christian Paillot, président-directeur général d'Akai France.

Le recrutement des premiers salariés (90 % de femmes) commencera dès la fin de l'année, et ils seront choisis parmi les deux cent vingt employés de l'usine actuelle. La municipalité n'a pas hésité à offrir au groupe Akai un terrain viabilisé de deux hectares ainsi que le financement des bâtiments pour une somme totale de 16 millions de francs. De plus, la firme japonaise sera dispensée de la taxe professionnelle durant cinq ans. L'investissement industriel (35 millions de francs) a bénéficié de primes de la DATAR au taux de 35 000 francs par emploi et du Fonds industriel de modernisation (FIM). Trois cents emplois seront créés.

Cette nouvelle usine fabriquera, début 1986, quelque cinq cents magnétoscopes par jour, tous destinés au marché européen. Deux produits y seront conçus : un appareil haut de gamme à double vitesse de défilement de la bande et au son stéréophonique, le VS 606, commercialisé aux alentours de 10 000 francs et un appareil bas de gamme misé en France réalisé avec plus de 50 % de composants électroniques français et vendu à un prix, disent ses promoteurs, défiant toute concurrence.

Ainsi la firme japonaise peut-elle prétendre échapper aux quotas d'importation sur ce produit et se « tailler une part importante » du marché français, très en retard par rapport à celui de ses voisins. Le projet de suppression de la taxe sur les magnétoscopes pourrait entraîner une forte relance des ventes de ces appareils.

BERNARD LEBRUN.

SOCIAL

A LANNION, DANS LES COTES-DU-NORD

La fin du rêve électronique

Saint-Brieuc. - Depuis l'annonce de plusieurs centaines de licenciements dans les entreprises électroniques du triangle Lannion-Tréguier-Guingamp (Côtes-du-Nord), arrêts de trains, d'avions et autres manifestations se sont succédés en une quinzaine de jours. Une opération « région morte » a été organisée, le 12 octobre, ainsi qu'une manifestation de 8 000 personnes.

Le « miracle lannionnais » a-t-il vécu ? Autour du CNET (Centre national d'étude des télécommunications), les entreprises avaient poussé comme des champignons. Dans les campagnes, les maisons neuves fleuraient. Mais le rêve électronique tourne au cauchemar. L'annonce de la suppression, d'ici à juin 1985, de 610 emplois dans les trois établissements de la CIT et à Thomson-CSF

De notre correspondant

Téléphone, la menace pesant sur les 150 emplois de la câblerie de la LTT Lannion, ont mis le feu aux poudres.

M. Yves Nédélec (RPR), maire de Lannion, a créé une cellule de crise avec les autres conseils municipaux de la région. Les divergences ont été mises de côté, et, tandis que M. Pierre Jagoret, député PS, multipliait les navettes entre Lannion et Paris, les syndicats CFTC, CFDT, CGC, CGT et FO prenaient le relais.

Dix ans après son implantation à Lannion, grâce à M. Pierre Marzin, Breton et directeur du CNET, le Centre d'étude des télécommunications avait attiré de nombreuses entreprises électroniques. Au total, plus de 8 000 emplois créés qui modifieraient complètement la physiologie de ce gros bourg rural de 6 000 habitants en 1960.

STABILITÉ DU CHOMAGE EN SEPTEMBRE

Pratiquement stable en données corrigées des variations saisonnières, avec 2 359 300 demandeurs d'emploi à fin septembre dont 2 360 300 à la fin du mois d'août, les chiffres du chômage, publiés par le ministère du travail le 16 octobre, font apparaître une forte augmentation en données brutes.

De leur côté, les offres d'emploi enregistrées par l'ANPE, au cours du mois de septembre, ont chuté en données corrigées. Alors qu'on en comptait 40 000 en août et 36 500 en juillet, elles n'étaient plus que de 24 800 en septembre soit un fort recul de 26,8 % en un an et de 38 % en un mois.

A la fin du mois de septembre, l'ANPE comptabilisait 2 415 900 demandeurs d'emplois, contre 2 241 400 à la fin du mois d'août soit 7,8 % de plus ou, encore, 174 500 nouveaux chômeurs. Cette progression est la plus forte qui ait été enregistrée depuis le mois d'octobre 1983, date à laquelle le nombre de chômeurs se maintenait encore autour de 2 millions. En données brutes le chômage a augmenté de 15,7 % en un an et de 16 % en données corrigées.

L'hémorragie commença à partir de 1975. Dans les six établissements de la CIT à Lannion, Tréguier, Guingamp (alors AOIP), de Thomson (ex-LMT), LTT et SAT à Lannion (plus de 6 000 personnes), environ 1 200 emplois ont disparu aujourd'hui. Le chômage touche plus de 14 % de la population salariée, plus de 27 % des actifs de moins de vingt-cinq ans.

Mutation technologique, gain de productivité, équipement téléphonique proche de la saturation, marché à l'exportation difficile, sont les explications communément entendues. « On ne s'attendait pas à un tel gain de productivité », reconnaît M. Pierre Marzin, ancien directeur des télécommunications et « père » du CNET de Lannion.

Evolution technologique ? Oui, disent les syndicats. Mais aussi transferts de fabrications à l'étranger.

L'exportation ? Elle s'est concentrée sur le seul secteur de la communication en système temporel, sacrifiant le matériel électronique ou spatial dont certains pays restaient demandeurs. Le marché intérieur ? « Il est bloqué par le pouvoir d'achat et le coût des matériaux.

Voyez les retours massifs des Mini-tel en Ille-et-Vilaine !

La situation est d'autant plus mal vécue que Thomson implante dans le Nord ou l'Est des usines de fabrication électronique. « Combien de temps devons-nous payer pour la Lorraine ? interroge le député socialiste de la région de Lannion, M. Pierre Jagoret. La nécessité de réaménager l'Est et le Nord ne doit pas conduire à déstabiliser l'Ouest.

Lannion aurait pu miser sur les diversifications. Il n'y avait pas à les chercher, affirme-t-on ici. Elles étaient là. On les a supprimées. « En fin de compte, il n'y a pas eu vraiment de mutation technologique brutale. Mais on n'investit plus chez nous.

Au CNET, dont les effectifs sont stabilisés depuis longtemps, on observe que, pour se conformer au schéma directeur de 1982, selon les objectifs de la « filière électronique figurant au IX^e plan (80 000 emplois à créer), il aurait fallu créer 120 emplois nouveaux par an. Il n'y a rien eu en 1984 et 40 emplois en 1985 seront pris sur d'autres services des PTT », affirme la CGT.

Aujourd'hui, toute une région repousse le « plan social » de la CGE et réclame un plan industriel. Le Trésor a fait le 12 octobre la démonstration de sa mobilisation. M. Jagoret et les élus ont réclamé à Paris que les avantages et priorités d'un « pôle de conversion » soient accordés à ce secteur : Mais « dans quel secteur voulez-vous que l'on puisse se reconverter, s'étonne un ingénieur, sinon dans l'électronique ».

JEAN VIDEAU.

Grève dans les transports le 25 octobre. - L'Union interdépartementale CGT des transports appelle à des arrêts de travail, le jeudi 25 octobre, dans le cadre de la journée d'action des fonctionnaires. La SNCF, la RATP et Air France, notamment, devraient être affectées par des mouvements de grève destinés à défendre le pouvoir d'achat des salariés de ce secteur.

ÉNERGIE

La baisse des prix du pétrole norvégien

(Suite de la première page.)

Comme la Grande-Bretagne, premier producteur de la mer du Nord, la Norvège, également non membre de l'OPEP, éprouve depuis plusieurs mois les plus grandes difficultés à vendre son brut aux prix officiels, la plupart des compagnies clientes ayant dénoncé leurs contrats et s'enlevant plus qu'une partie seulement des quantités prévues. Ainsi, les deux compagnies nationales, la BNOG pour la Grande-Bretagne et Statoil pour la Norvège, se sont-elles vues contraintes d'écouler une part croissante du pétrole qui leur revient sur le marché libre, où les cours sont inférieurs depuis l'été de 1,5 dollar par baril aux prix officiels.

De même, l'Emirat d'Abu-Dhabi se-til vu ses exportations chuter de 40 % depuis deux mois, les seules ventes s'effectuant désormais par le biais des compagnies participantes à la production locale, lesquelles utilisent leur marge pour offrir des rabais. Le Nigéria, enfin, autre grand producteur de bruts légers, connaît également des problèmes pour écouler tout son brut, sa production restant depuis trois mois

inférieure au plafond octroyé par l'OPEP en juillet.

La décision de la Norvège risque de déséquilibrer un peu plus la fragile balance des prix mondiaux. Elle devrait, en effet, accroître les pressions exercées sur la compagnie nationale des pétroles britanniques (BNOG) pour qu'elle abaisse ses prix officiels. La BNOG était parvenue à faire accepter à ses clients le maintien d'un prix officiel inchangé pour le quatrième trimestre, sous réserve, toutefois, que les conditions du marché ne s'aggravaient pas d'ici au 1^{er} novembre. Comme pour le trimestre précédent, cet accord avait été obtenu au prix de concessions mutuelles, les compagnies n'enlevant en réalité qu'une partie des quantités prévues par les contrats et la BNOG écoulant, au prix du marché, l'excédent.

La décision norvégienne risque de rendre la tâche des Britanniques plus difficile encore, et, de proche en proche, de remettre en cause l'ensemble des prix mondiaux. En 1963, c'était la baisse des tarifs britanniques qui, aussitôt limitée par le Nigéria, avait contraint l'OPEP, en

mars, à réduire pour la première fois ses prix officiels de 5 dollars par baril (15 %).

Les décisions - ferme de la Norvège et probable d'Abu-Dhabi - montrent en outre les difficultés croissantes des Etats producteurs à appliquer dans les faits les tarifs officiels, la pari croissante prise par le marché au jour le jour dans les ventes mondiales de pétrole. Rares sont en effet désormais les pays qui, sous une forme ou sous une autre, s'accrochent pas de rabais par rapport à la grille officielle, que ce soit par des remises pures et simples (l'Iran trait jusqu'à 2 dollars par baril), le Qatar jusqu'à 4,5 dollars (par baril), par des accords de troc - l'Irak aurait récemment proposé de régler en pétrole les compagnies chargées de construire le nouvel oléoduc vers l'Arabie saoudite, - ou enfin par la vente groupée de mélanges de bruts de qualités différentes. Ainsi, l'Arabie saoudite vient-elle d'accroître la part des bruts lourds dans ses contrats groupés, ce qui équivaudrait à une baisse effective de prix de 0,36 dollar par baril.

VÉRONIQUE MAURIS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Adaptations et restructurations industrielles aux Etats-Unis, au Japon et en Europe. Eclairage post la France, tel sera le thème du colloque organisé par le Centre de formation aux réalités internationales (30, rue Cabanis, 75014 Paris) à l'amphithéâtre Poincaré, 1, rue Descartes, 75005 Paris, le 30 octobre à partir de 8 h 45. De nombreux hommes d'affaires, professeurs, experts, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, participeront à cette rencontre. Inscriptions au 336-04-41.

Un hôtel Novotel à Pékin. - La première pierre de l'hôtel Yu Yang Novotel sera posée, le 17 octobre, à Pékin dans le quartier des ambassades. La société Accor, qui annonce l'entrée de sa filiale de Chine, a été chargée de la gestion de cet hôtel de six cent vingt chambres, ainsi que de la formation du personnel.

Les 30 millions de dollars (290 millions de francs) que couvrira la construction de l'établissement seront apportés pour les trois quarts par des sociétés d'Etat chinoises et pour un quart par un investisseur privé de Hongkong, la Novel Enterprises Limited.

General Motors rappelle 750 000 voitures. - General Motors a rappelé 750 000 voitures Pontiac, Buick et Oldsmobile des années

des « puces », sera entièrement assurée par la firme, qui veut développer ses propres produits. L'entreprise, qui avait enregistré un déficit de 417 millions de dollars en 1983, a encore perdu un peu d'argent cet été. L'équilibre financier a été obtenu en septembre au prix de nombreux licenciements (neuf cents personnes sur les mille cent employés dans le centre californien de Sunnyvale).

Capital minimum des banques françaises. - Le Journal officiel du 16 octobre publie une série de textes concernant le règlementation bancaire. Le capital minimum des banques est fixé à 15 millions de francs pour les établissements ayant plus de trois guichets et plus de 600 millions de francs de bilan total, y compris pour les établissements mutualistes et coopératifs.

1981 et 1982 pour en changer les pots d'échappement catalytiques. Ces catalyseurs fonctionnaient mal. - (UPE)

La grève continue chez Technip. - La grève avec occupation des établissements de Technip à la Défense et à Saint-Nazaire contre la suppression de sept cent soixante emplois a continué le 15 octobre. A Saint-Nazaire, la CGT et la CFDT ont maintenu l'occupation malgré un vote majoritaire pour la reprise du travail. A la Défense, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, les salariés se sont prononcés en faveur de la poursuite de la grève, qui, commencée le 10 octobre, s'accompagne de l'occupation de certains locaux.

Social

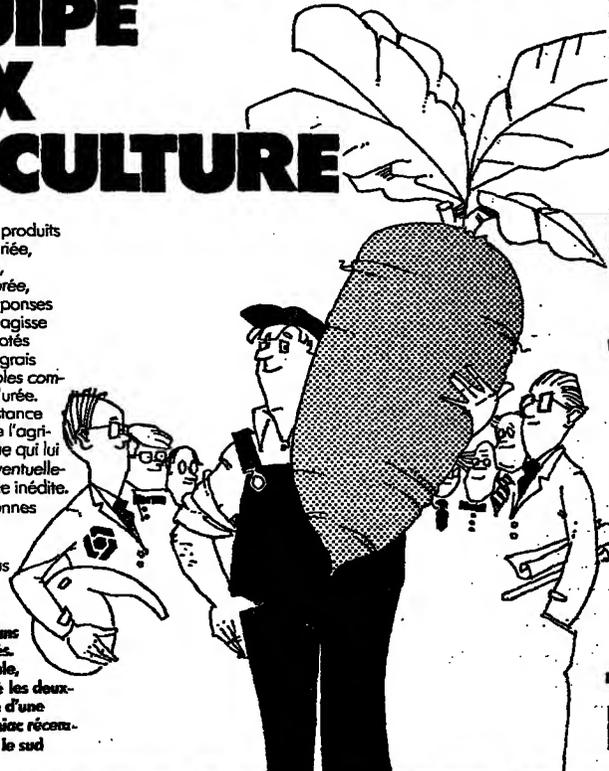
La grève continue chez Technip. - La grève avec occupation des établissements de Technip à la Défense et à Saint-Nazaire contre la suppression de sept cent soixante emplois a continué le 15 octobre. A Saint-Nazaire, la CGT et la CFDT ont maintenu l'occupation malgré un vote majoritaire pour la reprise du travail. A la Défense, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, les salariés se sont prononcés en faveur de la poursuite de la grève, qui, commencée le 10 octobre, s'accompagne de l'occupation de certains locaux.

DSM dans le match de l'innovation :

LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'AGRICULTURE

Vous n'ignorez pas que DSM - plus de 60 milliards de F de chiffre d'affaires annuel - dispose dans son secteur "Chimie" d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'implantent, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaille pour vous ? Pour vous, consommateurs, puisque leur activité est largement orientée vers l'agriculture. Les exploitants agricoles nous connaissent par les trois lettres UKF, sigle de la filiale à 100 % du groupe DSM ayant en charge les engrais. Implanté en France, au centre du "grenier à grains" de l'Europe, UKF coopère étroitement avec les professionnels dans les divers domaines spécialisés de l'agriculture.

Aussi la gamme des produits UKF extrêmement variée, largement distribuée, constamment améliorée, apporte-t-elle des réponses satisfaisantes, qu'il s'agisse d'engrais simples azotés ou phosphatés, d'engrais composés aux multiples combinaisons, ou bien d'urée. Mieux encore, l'assistance directe de UKF guide l'agriculteur vers la gamme qui lui convient le mieux, éventuellement vers une formule inédite. Avec 6 millions de tonnes d'engrais par an, le groupe DSM est l'un des deux ou trois plus importants producteurs mondiaux. Son avenir s'inscrit dans de nouvelles capacités. C'est ainsi par exemple, que UKF s'est réservé les deux tiers de la production d'une super-usine d'ammoniac récemment implantée dans le sud des Pays-Bas.



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM	
A l'origine, Houillères d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en	
Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.	
SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélanine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques renforcés, encres, adhésifs, textiles, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques
- les engrais
- les produits en matières plastiques
- les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE immeuble Périssud 5 rue Lejeune 92120 MONTROUGE

DSM  **UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE**

مكتبة من الأصيل

AGRICULTURE

DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Le gouvernement s'engage sur un plan de réduction et de reconversion des effectifs

Afin de se préparer aux conséquences de la réduction de la production laitière sur les industries de transformation, les pouvoirs publics, les syndicats de l'industrie laitière et de la coopération, et ceux des salariés, à l'exception de la seule CGT, ont signé lundi 15 octobre un accord tripartite (le Monde du 27 septembre 1984).

Cet accord est exemplaire en ce sens qu'il prévoit des mesures pour « accompagner » les suppressions d'emplois ou les reconversions prévisibles, après l'instauration des quotas, et du fait des restructurations de l'appareil de production que ces quotas auront suscitées.

Pour les pouvoirs publics, l'accord a été signé par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Il prévoit qu'un groupe national tripartite suivra l'évolution de l'emploi dans la transformation laitière ainsi que l'application des mesures prévues. Ce groupe proposera également la définition des « bassins d'emplois » dans le cadre desquels ces mesures seront applicables.

Les entreprises, pour financer la conversion des salariés, verseront 0,1 % de la masse salariale à des fonds de formation. L'effort des pouvoirs publics sera équivalent. Vingt millions de francs seraient ainsi globalement dégagés.

Les départs en préretraite seront encouragés, avec un traitement prioritaire de la part du gouvernement, qui étendra à la branche le bénéfice des conventions FNE, à partir de cinquante-cinq ans.

centés de la branche laitière. Le ministère du travail étudiera la possibilité de conclure des conventions d'allocation spéciales dérogatoires permettant de recruter des salariés licenciés en échange des départs en préretraite.

L'accord prévoit encore l'ouverture de négociations sur l'aménagement et l'organisation du temps de travail. Des contrats de solidarité pourront être signés sans que les entreprises soient tenues de maintenir leur capacité de production.

Afin de promouvoir la reconversion et la mobilité des travailleurs, un coordonnateur chargé de stimuler les créations d'emploi ou d'activité sera nommé dans les bassins laitiers où les entreprises seront contraintes de licencier. Les aides publiques (pour les emplois d'initiative locale, les primes d'orientation agricole, la prime d'aménagement du territoire) seront concentrées sur ces bassins. Sans que cela soit précisé dans l'accord, il a été entendu que l'attribution de ces aides sera subordonnée au respect de cet accord social. D'ailleurs, le bilan des négociations entre les syndicats, la coopération et l'industrie privée devra être présenté aux pouvoirs publics avant le 31 décembre prochain.

M. Michel Rocard a déclaré que cet accord constituait « une première, dans la mesure où il traite a priori les problèmes d'emploi et non a posteriori ». Le ministre a précisé que 3 000 à 8 000 emplois sont menacés dans ce secteur (sur 80 000), chiffres sensiblement inférieurs à ceux précédemment annoncés (8 000 à 10 000). La CGT a refusé de signer, considérant cet accord comme « creux et dangereux, car il rend contractuels, voire légaux des milliers de licenciements ». La CFDT, elle, se félicite de son caractère novateur. Une difficulté est en effet apparue dans les négociations : la réglementation existante et les textes techniques ne permettent pas à l'Etat d'intervenir avant même que les décisions de suppressions d'emplois soient prises. Le traitement a priori dont parle M. Rocard suppose une modification des textes, voire de la mentalité de l'administration.

La décision prise par la Roche aux Fées (groupe Unilever) préfigurant ce nouveau climat : les deux cents salariés d'un établissement près de Pau qui doit être fermé sont invités à accepter, à l'essai, un emploi dans une autre usine du groupe. Ils ont entre quatre et onze mois pour décider si ces mutations leur conviennent. En cas contraire, ils retrouvent leurs droits complets attachés à leur condition de licenciés.

La CFDT a déclaré faire un pari qui résume l'état d'esprit des syndicats. CGT exclue : « Que les industries laitières dans le cadre de la limitation de la production et de la restructuration des outils ne produisent pas un seul chômeur ».

Combien d'éleveurs demain ?

La limitation de la production de lait était elle-même lundi 15 octobre à l'ordre du jour, au ministère de l'Agriculture. Les syndicats agricoles minoritaires ont été reçus, les uns après les autres, pour faire part à M. Rocard de leurs idées sur les modalités du plan de réduction. Mardi 16 octobre, la FNSEA et le CNJA, qui ont demandé à leurs troupes d'être mobilisées pour la journée dans l'ensemble des départements, seront reçus à leur tour, avec les autres organisations qui encadrent l'agriculture, les chambres et la confédération de la mutualité, de la coopération et du crédit.

Le 31 mars dernier, les Dix acceptaient de réduire la production de lait en Europe. Pour la France, la baisse devait entraîner une diminution de 800 000 tonnes en deux campagnes. Le 10 mai, une première conférence permettait de définir les

grandes lignes du plan social incitant les éleveurs à cesser leur production. Au 31 août, quelque cinquante mille éleveurs représentant un tonnage de lait libérable de 1 800 000 tonnes avaient demandé à bénéficier des aides à la cessation d'activités.

La conférence laitière actuelle a pour objet de répartir entre les producteurs restants les tonnages libérés au-delà de la diminution globale exigée par l'accord européen. Deux questions se posent sur lesquelles les syndicats minoritaires ont insisté : les critères d'attribution des quotas supplémentaires doivent favoriser les petits éleveurs et ne pas

aggraver le déséquilibre entre les zones de production.

Déjà, on constate que, dans les régions où la production laitière augmente - en fait le Grand Ouest, - les candidats au départ sont surtout des petits éleveurs. Dans les régions où cette production diminue, ce sont les producteurs moyens qui cessent de produire, aggravant ainsi la tendance à la diminution. La question est de savoir combien d'éleveurs, avec un volume de lait plafonné pour la France, devront ou pourront être maintenus dans les années à venir. C'est un choix économique et politique capital.

JACQUES GRALL.

Bernard Krief révèle en séminaire ses secrets de chasseur de têtes.



Venez, vous aussi, tout comme les participants qui l'ont expérimenté, profiter de ce séminaire pratique et original : voici ce qu'ils en disent :

« Il s'agit d'une véritable journée-formation qui tranche sur tant de rencontres-bavardage », « recommandable par sa qualité et son pragmatisme », « c'est une bonne remise en ordre du processus de recrutement dont les éléments sont valables même en dehors de la fonction de chasseur de têtes ». 81 % des participants déclarent en avoir retiré une réflexion sur leur façon de travailler, 78 % jugent le contenu bon, 96 % ont trouvé les aides audio et audiovisuelles efficaces, 98 % considèrent le programme de la journée bien conçu. Il s'agit d'une journée de travail intensif dans un but de réflexion (grâce aux exposés théoriques qui fondent notre méthode) mais surtout de formation pratique : vous serez délivrés des conseils concrets et des modes opératoires détaillés. Inscrivez-vous dès aujourd'hui : le nombre de places est limité, la clôture des inscriptions intervenant sans préavis.

PROGRAMME

- 9 h 00 - Les six causes qui font qu'on ne trouve pas le bon candidat.
- Les quatre règles à suivre pour la préparation interne du recrutement
- Stratégie de recherche :
- Comment identifier et trouver rapidement les "têtes" ?
- Sans publicité
- Avec publicité
- Comment intéresser quelqu'un au poste que vous devez pourvoir.
- Comment analyser un C.V. et une lettre de candidature.
- L'interview par téléphone (enregistrements).
- L'interview de vive voix.
- Lecture d'enregistrements vidéo d'interviews avec commentaires.

- Comment répondre aux questions suivantes :
- La candidature est-elle solide ? (risque de désistement)
- Quelle est la psychologie de l'interviewé ?
- Comment déceler le "bluff" ?
- Réussira-t-il dans le poste ?
- "Comprimé" de psychanalyse et de psychologie appliquée.
- Les trois notions qui aident à comprendre un interlocuteur.
- Comment vérifier les références et obtenir qu'on vous les donne franchement ?
- Critères de la décision finale.
- Quatre règles pour faciliter l'intégration du nouveau venu.
- Questions et débat.
- 17 h 30 Entretiens personnalisés.
- 18 h 30 Fin des travaux.

Dernier Séminaire 1984 : Paris 20 Novembre

Inscrivez-vous auprès de BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. 544.38.29 poste 468. Prix 5150 F. HT par personne soit 6107,90 F. TTC.

BULLETIN DE RESERVATION (M)

Nom : _____ Société : _____ Fonction : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

Réserve _____ place(s) pour le séminaire "BERNARD KRIEF REVELE SES SECRETS DE CHASSEURS DE TETES"

du 20 Novembre 1984 à Paris. Ci-joint un chèque de 6107,90 F. TTC.

* le règlement tient lieu de réservation.

L'INDE EXPORTE DU BLÉ EN URSS

Le gouvernement indien va exporter 1,8 million de tonnes de blé vers l'URSS, rapporte, le 15 octobre, le quotidien indien Statesman. La récolte céréalière exceptionnelle pose à l'Inde des problèmes de stockage. Mais cette fourniture de céréales à l'URSS, par un pays où l'équilibre nutritionnel de la population n'est pas atteint, n'est pas nouvelle.

L'Inde et l'URSS sont liées par des accords commerciaux qui permettent d'éviter les transactions financières. Depuis plusieurs années déjà, New-Delhi rembourse en blé - qu'il ne peut écouler sur le marché intérieur ni conserver - des achats faits à l'URSS.

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 9

- J'ai vécu avec un Olivetti M10.
- Les sept produits « choc » du Sisoft 84.
- Comme chaque mois, notre cahier spécial IBM-PC et notre cahier spécial APPLE.

Chez votre marchand de journaux.

Librex
Le Monde
documents et documents

COCKTAILS RESTAURANT

Flâneries Américaines

TWA

7 NUITS D'OUBLI A NEW YORK

4.875 F*

Bien sûr, il fait nuit même à New York. Mais c'est curieux, personne n'a l'air de s'en apercevoir. Alors si vous avez besoin d'une cure d'insomnie, une seule solution : un vol quotidien TWA pour prendre des forces et vous détendre agréablement, puis un hôtel bien placé où poser confortablement vos valises pendant 7 nuits.

Ensuite, ce que vous ferez de votre temps est une affaire entre New York et vous. Ce que nous pouvons vous garantir, c'est que vous n'aurez jamais envie de dormir.

Le prix d'une semaine inoubliable sans une

seconde d'ennui ? 4.105 F l'aller-retour Paris-New York et 770 F l'hôtel. Il n'y a que TWA pour vous souhaiter ainsi "bonnes nuits".

Consultez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

Transporteur officiel I. @ N.Y.

* Validité du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985. Prix par personne en chambre double. Licence N° A703.

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

La Bankers Trust ramène son taux de base de 12,75 % à 12,25 %

La Bankers Trust, dixième banque des États-Unis, a, lundi 15 octobre, ramené son taux de base (prime rate) de 12,75 % à 12,25 %.

Son exemple n'a pas été suivi, pour l'instant, par les autres établissements qui, le 27 septembre dernier, avaient abaissé le leur de 13 % à 12,75 %, première réduction d'ensemble depuis février 1983. Le processus de diminution des taux d'intérêt américains, amorcé à la fin de septembre, se poursuit, grâce, en partie, à la politique plus accommo-

dante menée par les autorités monétaires, qui alimentent plus généreusement le marché en liquidités. Cet assouplissement, conjugué avec un ralentissement de l'expansion au troisième trimestre, a réduit la tension sur les taux à court terme entre banques, revenus, en deux mois, de 12 % à 10,5 %.

Le coût des ressources des banques américaines a également fléchi, les certificats de dépôts à trois mois, passant, en quinze jours, de 11 1/4 % à 10 1/2 %.

EN BELGIQUE

Un projet de loi prévoit la semaine de trente-huit heures dans deux ans

Dans deux ans, au plus tard, la durée légale du travail sera ramenée à trente-huit heures par semaine en Belgique, contre quarante heures actuellement, si le projet de loi examiné par le gouvernement le 15 octobre est adopté par le Parlement, comme il est vraisemblable.

En contrepartie de cette diminution du temps de travail, les employeurs obtiennent divers assouplissements de la législation sur l'emploi, l'aménagement de la durée du travail, et le gouvernement espère que la mesure se traduira par des embauches. Le syndicat FGTB (Fédération générale des travailleurs de Belgique) s'est toutefois déclaré opposé à ce dispositif et les partenaires sociaux n'ont dès lors pu élaborer un accord interprofessionnel.

Désormais, le temps de travail sera calculé sur une base annuelle, et non plus quotidienne ou hebdomadaire, dans la limite, toutefois, de neuf heures par jour et quarante heures par semaine. Les entreprises de services « ayant des travaux urgents à effectuer sur des machines » pourront bénéficier de dérogations avec, là encore, un plafond de onze heures par jour et de cinquante heures par semaine. Les nouveaux embauchés pourront être pris à l'essai de six à douze mois, contre trois à six mois précédemment. Les employeurs pourront également, dans certains cas, étaler sur plusieurs mois le paiement des indemnités de licenciement. Seule contrainte nouvelle : les chefs d'entreprise devront verser une contribution de 2 % de leurs bénéfices au fonds de l'emploi.

AUX PHILIPPINES

LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DES CHANGES DANS L'ATTENTE DES CRÉDITS DU FMI.

Le peso philippin a perdu, lundi 15 octobre, plus de 8 % de sa valeur par rapport au dollar. Cette chute est la conséquence directe de la décision, annoncée samedi par le président Marcos, de laisser flotter « librement » la monnaie philippine en même temps qu'une série d'autres mesures économiques destinées à accompagner l'octroi aux Philippines d'un crédit standby de 650 millions de dollars par le Fonds monétaire international.

M. Marcos a présenté un programme économique « vigoureux et discipliné » pour les quinze prochains mois, défini dans une lettre d'intention au gouvernement philippin, qui devra être soumise prochainement au conseil d'administration du FMI. Parmi ces mesures figurent notamment l'adoption de nouvelles taxes ainsi qu'une augmentation des impôts sur le revenu afin de réduire le déficit budgétaire de l'Etat.

Le FMI avait accordé en principe, le 12 octobre, le crédit demandé par les autorités de Manille à condition que les Philippines s'entendent avec les banques étrangères étrangères sur le rajeunissement des dettes. Dans l'attente du prêt de l'institution internationale, les Philippines devraient prochainement recevoir un crédit-relais d'un montant total de 80 millions de dollars de la part des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud.

Les négociations avec les 483 banques étrangères sont entrées « dans leur phase active ». Manille espère obtenir des nouveaux crédits pour un montant de 1,65 milliard de dollars. — (AFP-UP).

ARGENTINE

● Billets de 5 000 et 10 000 pesos. — L'inflation persistante en Argentine a contraint les autorités monétaires à émettre des billets de 5 000 et 10 000 pesos (40 et 80 dollars) qui seront mis en circulation prochainement, à-à ce appris le 15 octobre Buenos-Aires. Le billet d'un montant le plus élevé actuellement en circulation est de 1 000 pesos (environ 8 dollars). — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

● Productivité : + 2,9 % en 1983. — La productivité des entreprises américaines a augmenté de 2,9 % en 1983, soit le taux le plus important enregistré depuis 1977. L'étude du département du commerce tient compte non seulement de l'augmentation de production par travailleur, mais également de toute hausse de production de tout meilleur équipement du travail, grâce à des investissements. En excluant le secteur agricole la productivité a progressé de 3,6 en 1983, de 4,6 % pour les seules industries manufacturières. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

● Production industrielle au plus bas niveau depuis 1982. — La production industrielle britannique est retombée en août au plus bas niveau enregistré depuis la fin de 1982, à cause principalement des effets de la grève des mineurs, actuellement entrés dans sa trentième semaine. Selon l'Office central de la statistique, cette production aurait probablement été, sans la grève, à peu près stationnaire depuis le début de 1984. Toutefois l'industrie manufacturière s'est redressée en août de 0,9 %, effaçant la baisse du même ordre observée en juillet, de sorte que, pour les trois derniers mois (juin à août), elle a progressé de 0,4 % sur le trimestre précédent et de 2 % sur le trimestre correspondant de 1983. — (AFP.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.	Rep. + en dép.	Rep. - en dép.
S.E.-U.	3,670	3,638	+ 25	+ 50	+ 15	+ 55	- 200	- 50
S. can.	7,283	7,210	- 91	- 55	- 169	- 123	- 499	- 371
Yen (100)	3,264	3,279	+ 167	+ 282	+ 312	+ 337	+ 487	+ 529
DM	3,063	3,045	+ 140	+ 153	+ 248	+ 280	+ 547	+ 607
Franc	2,177	2,189	+ 125	+ 115	+ 115	+ 115	+ 683	+ 125
F.S. (100)	15,178	15,187	+ 4	+ 79	+ 24	+ 134	- 76	+ 280
F.S.	3,748	3,748	+ 183	+ 202	+ 356	+ 381	+ 1001	+ 1077
L.1 (000)	4,971	4,979	- 215	- 189	- 422	- 383	- 1256	- 1144
L.1 (000)	11,548	11,562	+ 20	+ 70	+ 28	+ 114	+ 145	+ 374

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 3/8	10 3/4	10 1/2	10 7/8	10 5/8	11	11 1/8	11 1/2
S.E.-U.	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8
DM	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6	6 3/8	6 3/16	6 9/16
Franc	10 3/8	11 3/8	10 3/4	11 3/8	10 3/4	11 3/8	10 15/16	11 1/2
F.S. (100)	2 1/8	3 1/8	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/4	5 1/4	5 5/8
L.1 (000)	15 3/8	16 1/2	15 3/4	16	15 1/2	16 1/4	16	16 5/8
F. franc	11 1/2	11 1/2	10 3/4	11 3/4	11 1/2	11 1/2	11 3/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 663-12-86

Vente s/sais. imm. Pal. de Just. Bobigny mardi 30 octobre 1984 à 13 h 30
UN PAVILLON à NOISY-LE-GRAND (93)
5, avenue de l'Etoile
MISE A PRIX : 60 000 F
S'adr. M^e Guy BOUDRIOT, avocat à la Cour, 55, bd. Malesherbes, Paris 8^e - 522-04-36. Visites s/p place le 26 octobre de 11 h à 12 h

Cabinet de M^e P. BARAZED, avocat en barreau d'Evry, 51, allée A.-Briand, à Corbeil-Essonnes (Essonnes)

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice d'Evry (Essonnes), r. des Mairies, le mar. 30 octobre 1984, à 14 h

APPARTEMENT
De 4 p. princ. SÉCHOUR - CAVE et PARKING, situé dans le bti. C, au 2^e étage de Grigay dans la Résidence du Plateau d'Orangis

RIS-ORANGIS (Essonnes)
MISE A PRIX : 45 000 F
Consignation obligatoire pour enchérir. Les enchères ne peuvent être parties que par un avocat inscrit au barreau d'Evry. L'adjudication ne peut intervenir que pour cet-ci.

Vente s/sais. Pal. Just. Pontoise (95), 25 oct. 1984, à 14 h
BIENS ET DROITS IMMOBILIERS dépendant d'un ensemble immobilier à **DOMONT (95)**, consistant en un **APPARTEMENT** au 2^e étage, bâtiment F, cage 4 - 4 Pcs type AB avec cave
Consign. pour ench. 25 000 F
M. à Px. : 80 000 F (chèque certifié banque). Renseignement : 29, rue P.-Budin à Pontoise (95) Tél. : 032-31-62

M^e BUISSON AVOCAT

Vente s/sais. Pal. Just. Pontoise (95) 25 oct. 1984 à 14 heures
APPARTEMENT A GONESSE (95) 4 Pcs et Cave
M. à P. : 60 000 F - Consign. 25 000 F (ch. cert. Banque) - Rens. 29, rue Pierre-Budin à Pontoise (95) Tél. : 032-31-62

M^e BUISSON AVOCAT

Vente sur sais. immob. au Palais de Justice de BOBIGNY le **MARDI 30 OCTOBRE 1984, à 13 h 30 - UN LOT UN APPARTEMENT DE 4 P. à NEUILLY S/MARNE (93)**
Rue d'Anjou, sans n^o, au 6^e ét., esc. 11, bti. KARA et CAVE et UN EMPLACEMENT pour voiture, au niveau intermédiaire, à NEUILLY-SUR-MARNE (93), 2 à 12, rue de Suffren et avenue de l'Île-de-France, sans numéro
MISE A PRIX : 100 000 F. S'adr. M^e Guy BOUDRIOT avocat à la Cour, 55, bd. Malesherbes 75008 Paris - Tél. : 522-04-36 Sur place pour visiter, le 25 octobre 1984, à 14 heures

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS BIJOUX D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations : Schuppenst 1/7 - 2018 Antwerp Tél. : 03/222.07.58 - Belgique

JAMBORÉE MONDIALE 1987 et 1987
recherche badges et insignes
Bernard B. Miller, 565 West End Ave. New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GRAND SUD-OUEST



565 millions de F. - 15 Octobre 1984

13,10 %

Émission de 113.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair. Jouissance, règlement : 29 octobre 1984.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : **13,10 %**

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (vise C.O.B. n° 84.245 du 1.10.84) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 58, rue de Lille-75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

18 Collectivités du Grand Sud-Ouest se groupent pour émettre cet emprunt :

RÉGIONS : Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées
DÉPARTEMENTS : Aude - Gard - Gironde, Hérault - Landes, Pyrénées-Atlantiques
COMMUNAUTÉ URBAINE de Bordeaux
VILLES : Alès - Bayonne - Béziers - Bordeaux, Montpellier - Nîmes - Pau - Toulouse

OFF-Omnium
Financier de Paris

Le conseil d'administration de l'OFF-Omnium financier de Paris, réuni le 11 octobre 1984, a examiné la situation provisoire de la société (maison mère) au 30 juin 1984.

Le bénéfice net après impôt s'établit à 19,7 MF, contre 69,7 MF pour le même semestre de l'exercice précédent. La réduction provient du fait qu'une plus-value avait été dérogée en 1983 tandis que, en 1984, une nouvelle provision a été constituée sur le groupe AMREP, venant compléter celle constituée fin 1983.

Pour le deuxième semestre 1984, le bénéfice recourant sera, comme en 1983, sensiblement supérieur à celui du premier semestre, si bien qu'au total le bénéfice de la maison mère doit être, pour l'ensemble de l'année, de l'ordre de 100 MF après que tous les engagements de l'OFF sur le groupe AMREP auront été complètement provisionnés.

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Le conseil d'administration s'est réuni le 9 octobre 1984, sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, pour procéder à l'examen des comptes de l'exercice 1983-1984.

Le résultat des opérations courantes s'éleva, avant impôt, à 57 250 000 francs contre 55 260 000 francs pour l'exercice précédent. L'ensemble en est constitué par les revenus du portefeuille qui ont atteint 58 914 000 francs contre 55 974 000 francs en 1982-1983.

Compte tenu du solde de la balance des plus et moins-values en capitaux qui s'établit à 9 600 000 francs, le bénéfice net de l'exercice s'éleva à 49 987 000 francs contre 59 276 000 francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'Assemblée générale, qui sera convoquée pour le 27 novembre prochain, de répartir aux actions une somme globale de 41 034 000 francs contre 54 573 000 francs au titre de l'exercice 1982-1983.

Le dividende correspondant serait de 30,50 francs contre 29 francs pour l'exercice précédent. Il s'y ajouterait un avoir fiscal de 15,25 francs. Le revenu global serait ainsi de 45,75 francs.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, il sera proposé aux actionnaires qui le souhaiteront d'opter pour le paiement du dividende en actions de la Compagnie. Le détail d'options serait de trois semaines à compter de la date de l'Assemblée.

Les actionnaires seront enfin invités à compléter le Conseil en faisant appel à M. Antoine Jeanouart-Galligani, directeur général de la Banque Indosuez.

Le Conseil a, en outre, décidé de convoquer, le même jour, une Assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé de modifier un certain nombre d'articles des statuts pour les mettre en harmonie avec les nouvelles dispositions légales.

COGIF
Compagnie d'investissements français immobiliers

An cours de sa séance du 11 octobre 1984, le Conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1984.

Le bénéfice au 30 juin 1984, hors indemnités compensatrices dues au titre de la garantie de l'Etat et hors plus-values sur cessions, ressort à 33 153 000 F.

Les recettes nettes du premier semestre 1984 ont progressé de 8,1 %. Les charges ont augmenté dans des proportions plus importantes, en raison principalement de l'imposition à la taxe foncière de la plupart des immeubles d'habitation du fait d'une disposition de la dernière loi de finances.

Le taux moyen d'occupation des appartements se maintient à un niveau très élevé. En ce qui concerne les locaux de bureaux et les locaux commerciaux, ils sont tous loués.

C.A.M.I.F.

Conformément aux prescriptions du décret n° 83.859 du 2 mai 1983 et à la lettre du ministre de l'économie et des finances du 25 mai 1984, la « dématérialisation » des parts de la Société coopérative de consommation des adhérents de la nouvelle assurance des instituteurs de France prévue par la loi du 30 décembre 1981 s'effectuera par :

- inscription au jour le jour en comptabilité des opérations portant sur le capital social ;
- tenue d'un fichier contenant les noms, prénoms, adresse de chacun des sociétaires avec attribution d'un numéro d'identification.

A compter du 3 novembre 1984, il ne sera plus distribué de certificats de parts, mais vous pourrez demander à la C.A.M.I.F. une attestation mentionnant le nombre de parts et les sommes figurant sur votre compte.

labinal

Le bénéfice net de la société Précision mécanique Labinal pour le premier semestre 1984 s'éleva à 9,81 MF contre 10,58 MF au 30 juin 1983.

Le bénéfice net consolidé du groupe Précision mécanique Labinal pour la même période ressort à 27,88 MF, voisin de celui enregistré au cours du premier semestre 1983, qui était de 29 MF.

La baisse d'activité subie par la Division aérospatiale électronique a entraîné une diminution du bénéfice d'exploitation, presque totalement compensée par la sensible réduction des frais financiers.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Pratique l'anglais à
MALTE
au soleil de la Méditerranée

Logement en famille, appartements ou hôtels en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées toute l'année.

Buchon gratuite Club AS 508.94.59
10, rue St-Marc 75002 Paris

مكتبة من الأصيل

سوق من الأوراق

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 16 OCTOBRE

PARIS 16 octobre

Tassement
Très résistante ces derniers temps, la Bourse de Paris a quelque peu fléchi mardi.

NEW-YORK

Fortes reprises
Déjà mieux orientés à la fin de la semaine écoulée, le marché de New-York a fortement accusé sa progression mardi.

Cette baisse est relativement limitée. Mais, de l'avis des boursiers, elle traduit le malaise qu'a créé la publication des dernières statistiques pour septembre sur les ventes d'automobiles.

Autour du Big Board, les investisseurs avaient le sourire et n'ont pas trop cherché à analyser ces informations dans le détail.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PECHINEY. - Au vu des comptes consolidés du premier semestre 1984, la société fait état d'un bénéfice net (par groupe) de 307,5 millions de francs, contre un perte nette de 684,3 millions de francs.

En mai dernier, le président de ce groupe nationalisé, M. Georges Besse, avait indiqué que le redressement constaté provenait à hauteur de 60 % du retournement de la conjoncture mondiale intervenue, notamment sur l'aluminium.

Table of stock prices for various companies in Paris, including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of stock prices for the Second Marché (Second Market).

Table of stock prices for SICAV 15/10 (Investment Funds).

Table of foreign stock prices (Étrangers).

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices including Cote des Agents de Change and Cours du Dollar.

Règlement mensuel

Large table for monthly settlement (Règlement mensuel) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates (Cote des Changes).

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of the gold market (Marché Libre de l'Or).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. MANGER : « Avec le tiers-monde, et non plus pour lui », par Menotti Bottazzi ; « Favoriser l'autonomie alimentaire », par Gérard Virestale. — Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE — La visite de M. Kadar à Paris.
3-4. EUROPE
4-5. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : le processus de paix est engagé.
— BOLIVIE : il n'y a plus de viande, plus de pain, plus de riz, plus de coca...
6. PROCHE-ORIENT
6-7. ASIE
— AFGHANISTAN : « Les résistants de l'an V » (III), par Olivier Roy.

POLITIQUE

8. A l'Assemblée nationale : ouvertures de la discussion budgétaire.
9. Le débat au sein de la gauche.

DOSSIER

10. Le point sur... le mode de scrutin.

SOCIÉTÉ

11. Les obsèques du gardien de la paix Joseph Léon et l'« effet La Pen » dans la police.
— La messe de saint Pie V à nouveau autorisée.
12. Un nouveau système scolaire ? — Etc.

CULTURE

18. THÉÂTRE : Ghetto, par Peter Zadek, à Berlin.
19-20. COMMUNICATION : le « quart d'heure de M. Fabius » et sa réponse ; la France et le Luxembourg signeront un accord pour l'exploitation de TDF-1.

ÉCONOMIE

31. AFFAIRES. — L'Europe des télécommunications franchit une nouvelle étape.
32. SOCIAL. — La fin du rêve électronique à Lannion.
33. AGRICULTURE. — La reconstruction de l'industrie laitière.
34. ÉTRANGER. — TRANSPORTS.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS SERVICES (14) :
« Vie associative » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; « Mots croisés ».
Annonces classées (21 à 29) ; « Carnet (15) » ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (35).

Le numéro de « Monde » daté 16 octobre 1984 a été tiré à 496 424 exemplaires (Publicité)

Mach. écrire. Canon S. 60 dispon. Duriez
chez Duriez
2,7 kg. ; Mémoire 2000 caract. 2730 F TTC Option : 6 écritures différentes • 112 bd St Germain.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS 590 F
COSTUMES ET PARDESSUS 1 750 F
MESURE A partir de
NOUVELLE COLLECTION 3 000 pièces
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JOPES, MANTEAUX SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

L'évêque anglican Desmond Tutu prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix a été attribué, mardi 16 octobre, à Mgr Desmond Tutu, l'évêque noir sud-africain qui dirige depuis 1978 le Conseil sud-africain des Églises et qui consacre l'essentiel de son énergie à la lutte contre l'apartheid.

Le pèlerin de la lutte contre l'apartheid

Johannesbourg. — « Je suis un homme de paix, mais pas un pacifiste », aime à dire l'évêque noir anglican Desmond Tutu. Après vingt-trois ans de sacerdoce et de lutte contre le régime de l'apartheid, l'ancien évêque du petit royaume du Lesotho voit ainsi consacrer son combat en faveur de la majorité noire.

En mai 1976, devenu doyen de la cathédrale anglicane de Johannesbourg, il lança à l'adresse du gouvernement « un dernier avertissement », depuis maintes fois répété : « Vous provoquez les Noirs au-delà du supportable. Voulez-vous nous réduire au désespoir ? Des gens poussés à bout en viendront à employer des moyens désespérés. Nous serons libres un jour, vraiment libres, tous, Blancs et Noirs, dans une Afrique du Sud libre. Rien, je répète, rien n'arrêtera notre libération... Nous ne voulons pas de violence, nous ne voulons ni la mort ni la destruction. Nous voulons la paix, la justice, l'ordre. Nous sommes des êtres humains et nous croyons que vous en êtes aussi... Je vous en prie, au nom de Dieu, ne nous poussez pas au désespoir. »

Cette profession de foi, credo d'un apôtre de plus en plus actif et engagé contre la ségrégation, l'évêque Desmond Tutu l'a lancée à travers le monde entier, qu'il parcourt sans cesse avec son bâton de pèlerin anti-apartheid.

Fils d'instituteur, Desmond Tutu est né le 7 octobre 1931 dans le cité noir proche de Klerksdorp (province du Transvaal). Sa jeunesse fut celle de tous les enfants noirs qui tentent d'améliorer l'existence de la famille en vendant quelques babioles et en louant leurs services aux Blancs. En 1953, il obtint un diplôme d'enseignant au collège bantou de Pretoria, puis entre quelques années plus tard au séminaire de Johannesbourg. Il devient prêtre à l'âge de trente ans. Au cours d'un premier séjour en Angleterre, il passe avec succès sa maîtrise de théologie ; il retourne peu après dans ce pays pour devenir

LE CARDINAL PAOLO MARELLA EST MORT

Le cardinal Paolo Marella est mort, lundi 15 octobre, à Rome, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Le cardinal, archevêque émérite de Saint-Pierre depuis sa retraite en 1973, occupa pendant de nombreuses années la présidence du secrétariat romain pour les religieux non chrétiens.

« La démocratie chrétienne bolivienne quitte le gouvernement. — Le président social-démocrate, M. Hernan Siles Zuazo, n'est pas parvenu à convaincre les quatre ministres démocrates chrétiens membres de son gouvernement de prolonger leur participation à la coalition de gauche, qu'il dirige depuis octobre 1982. La DC évoque, pour justifier son retrait, son désaccord profond avec le Parti communiste, qui compte deux ministres, sur la politique économique du pays.

« Les représentations du spectacle d'Eddy Mitchell au Palais des sports à Paris, qui devaient reprendre ce mardi 16 octobre, sont reportées au jeudi 18 octobre, en raison de l'état de santé du chanteur.

en vrai bois nos éléments
Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, aléphas. Style ou contemporain, toutes essences.
CAPELOU 37 Av. de la République - PARIS 11 - Métro Parmentier - Tel. 357.46.35

L'IFG INTERNATIONAL et la CECELE organisent une réunion d'information 37, quai de Grenelle, PARIS 15^e le 18 OCTOBRE 1984 à 18 heures. sur deux formations qualifiantes dans le domaine international
• BTS de commerce international
• Gestion des opérations Import/Export
Les modalités d'inscription sont disponibles sur demande.

Week-end à Vienne en Concorde
Départ le 26 octobre
Retour sur ligne régulière le jour de votre choix
Vol A.R. + Hôtel★★★★
à partir de 2 990 F
AIRCOR
93, rue de Monceau
75008 Paris, tél. : 522-86-46

Les négociations chez Renault OBJECTIF DE LA DIRECTION DE LA RÉGIE : 6 000 PERSONNES EN PRÉRETRAITE

La première rencontre, le 15 octobre, entre les organisations syndicales et la direction de la régie Renault, dans le cadre des négociations sur le plan social et l'emploi, a seulement donné lieu à un échange de vues et a permis de fixer un calendrier de réunions. M. Michel Praderie, directeur des relations aux usines Renault, se rencontrera les 23 et 31 octobre, puis le 6 novembre. Le 30 octobre, lors d'un comité central d'entreprise, la direction présentera un projet de convention FNE sur des mises en préretraites en 1985, qui s'ajoutent aux 3 500 suppressions d'emplois (pré-retraites ou aides au retour) déjà en cours. Il y a 8 500 personnes de cinquante-cinq ans et plus à la Régie ; avec un taux de volontaires de 70 %, 6 000 personnes pourraient être concernées.

L'objectif de la direction serait, dans un premier temps, de définir les conditions de mobilité géographique pour 4 000 à 5 000 personnes, puis de préciser les modalités du reclassement ou de formation rendue nécessaire pour répondre aux besoins du groupe à la fin du processus. Une commission paritaire consultative sera mise en place pour examiner, l'avenir de ces métiers.

Pour M. Hacon, PDG de la régie Renault, il s'agit d'aboutir à un accord-cadre avec les syndicats, qui fixerait en quelque sorte les règles du jeu. M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de l'usine de Boulogne-Billancourt, a, de son côté, présenté les conditions de son organisation pour parvenir à un accord : « Maintien de l'ensemble des effectifs, du groupe à la fin du processus, nécessité de créer des activités nouvelles, mobilité géographique sur la base du volontariat, mobilité professionnelle assortie de garanties afin que les intéressés bénéficient d'une classification et d'une rémunération supérieure. »

Enfin, M. Fournier a indiqué, à l'issue de la réunion, que la direction des usines de Billancourt avait reporté la période de fermeture pour chômage technique prévue entre Noël et le jour de l'An — qui fera l'objet d'une négociation.

Creusot-Loire : l'occupation des gares s'étend en Bourgogne

Deux groupes de manifestants de Creusot-Loire sont partis le 16 octobre de la gare du TGV à Montchanin, vers 10 h 30, respectivement vers Mâcon, en vue de rencontrer le préfet de Saône-et-Loire, et vers Chalon-sur-Saône. Dans cette dernière ville et à Chagny, des manifestations de Creusot-Loire ont bloqué en fin de matinée le trafic ferroviaire.

Alors que 1 500 à 2 000 personnes continuent à occuper la gare du TGV à Montchanin, une délégation d'une centaine de personnes est partie à bord de deux autocars vers la préfecture de Mâcon pour demander au préfet, a indiqué M. Antoine Tripodi (CGT-Métaux du Creusot), au nom de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC, que « se poursuivra la réunion tripartite qui a été interrompue la nuit dernière à Paris.

LA CRISE MUNICIPALE DE BREST

Ceux qui spéculent sur ma démission se trompent déclare le maire De notre correspondant

Brest. — Après le soutien reçu, la veille, des instances départementales du RPR du Finistère, M. Jacques Berthelot (RPR), maire de Brest, est apparu lundi 15 octobre plus décidé que jamais. « Je me fiche des attaques, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Je suis maire jusqu'en 1989 avec mon équipe et notre programme. Le reste est de l'écurie et du vent. » M. Berthelot a qualifié d'« injustes » les accusations portées contre lui par MM. Cousin et Gil, les adjoints contestataires qui viennent de démissionner du RPR. Il a rappelé qu'il avait invité dans sa ville non pas M. Fabius, mais le chef du gouvernement français. Le premier ministre a décliné l'invitation, a d'ailleurs fait savoir M. Berthelot.

Quant au reproche d'« autoritarisme » qui lui est fait, le maire de Brest l'écarte. Il estime qu'il est « un des maires qui détiennent le plus leurs pouvoirs en France ». Politiquement, M. Berthelot se considère en position de force. « Le RPR, a-t-il déclaré, me soutient, le CDS aussi. M. Lombard, président de la communauté urbaine, et ses amis se sont prononcés pour moi. Et une majorité avec laquelle je vais continuer l'application de notre programme. Ceux qui spéculent sur ma démission se trompent. Le maire compte sa majorité une fois par an, au moment du budget et pas ailleurs. »

A propos de la fiscalité locale

Sur le vif Politique-spectacle

Vous savez à quel point passe ses soirées, ce pauvre Reagan, en attendant son prochain débat télévisé avec Mondale ? A faire des essais de maquillage sous les yeux atterrés de ses conseillers : ce fera à jouer, il souligner vos cernes... Il faudrait un peu plus de fond de teint sur les paupières gauche... Tout ça parce que, au lendemain du premier face-à-face, les Américains, très embêtés, ont découvert que le merveilleux comédien qui joue le président dans un super-féuteton intitulé Mason Blanche accusait terriblement son âge. Ils l'ont trouvé fatigué, vieilli, tapé, et ils ont commencé à se poser des questions. Si encore il mourait brutalement comme le père Ewing dans « Dallas », ça serait du suspens, des rebondissement, on ne s'ennuierait pas, mais de le voir se racroquer, sa raie, son nez, son cou, sous leurs yeux atterrés, merci bien, mais non merci.

La politique-spectacle, c'est ça, c'est la question que chacun se pose tout bas en regardant le duo Mondale-Ferrero. Est-ce que ça finira par un double divorce et un remariage ? C'est la férocité avec laquelle la presse canadienne a accueilli le reine d'Angleterre lors de son dernier voyage, ça a été la curée. On l'a traité de vieille fondue, moche, vulgaire, mal foutue, mal faite, avec des varices plein les

M. Barre : Il ne faudra pas mener une politique de revanche en 1986

De notre correspondant régional
Saint-Pierre-en-Faucigny. — M. Raymond Barre, qui répondait à l'appel de trois mouvements d'opposition savoyards, a participé, lundi 15 octobre en soirée, à un rassemblement public dans un centre sportif copieusement garni (près de trois mille personnes). Il a présenté plusieurs propositions d'action dans la perspective d'une victoire de l'opposition en 1986. Mais on pouvait à l'évidence discerner dans les propos toujours très didactiques — de l'ancien premier ministre les contours d'un programme présidentiel.

Premier constat : il n'y a pas chez les Français de « rejet de la politique », sauf à entendre par politique « le déferlement de la démagogie, le langage qui masque la réalité ». M. Barre, tout au long de son intervention, a développé quelques idées concrètes, surtout dans le domaine économique. Les entreprises ? Il faut « stabiliser leurs charges pendant cinq ans » en établissant de plus la détaxation des profits investis. La taxe professionnelle ? Il s'agit de la « plafonner ». Sur le plan fiscal, M. Barre souhaite faire « disparaître » la superfiscalité établie par les socialistes. Au registre des économies, il a confirmé son opposition au lancement de grands chantiers de prestige à Paris.

Sur le plan social, l'ancien premier ministre avance prudemment, même si son auditoire a applaudi la première fois — au milieu de son intervention — lorsqu'il a souhaité « la suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour les entreprises de moins de vingt salariés ». Pour les autres, il s'est déclaré en faveur de la création de « contrats à durée déterminée renouvelables ». Sa prudence dans ce domaine social se résume en une formule : « On ne va pas bouculer le droit de travail, cela provoquerait des tensions considérables.

Conclusion de son long exposé économique : « Il faut que ça change ». « Quel est ce ? », lança un impatient dans le public. « Le plus vite possible. Comme je ne suis pas amateur de coup d'Etat, je pense que ce sera pour les élections législatives. »

L'ancien bête de Matignon a fixé quelques règles à suivre en cas de victoire de l'opposition à cette échéance. « Il ne faudra pas mener une politique de revanche, de réaction, la France ne s'en remettrait pas. » « Il faut bien gagner, c'est-à-dire massivement » : c'est à cette condition que le débat sur la cohabitation — M. Barre n'a pas employé le mot — prendra un tour nouveau. Car si l'opposition l'emporte avec une « forte » majorité, il s'agira pour le président de la République d'un « désaveu ». Ce n'est donc pas, à assurer M. Barre, aux vainqueurs d'aller « se mettre à son service ».

« Les questions de la salle ont permis à l'ancien premier ministre d'affiner quelques données politiques. Ainsi, il a proposé une règle électorale « simple » : « Ceux qui arrivent derrière votent pour ceux qui sont devant ». Plus question de laisser un candidat unique de l'opposition « aller à l'abattoir », comme en juin 1981. M. Barre a fait les comptes : chaque fois qu'il y a liste unique il y a, pour l'opposition un « plafond à 43 % ». Pour l'après-élection il propose un code de conduite : « Quand une majorité est formée, elle est loyale, c'est-à-dire qu'on ne tire pas sur le président ni sur le gouvernement ».

CLAUDE RÉGENT.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS à partir de 180 F HT par mois
• Réception et réexpédition du courrier ;
• Permanence téléphonique ;
• Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Nobel ghetto noirs
campagne présidentielle au Brésil